

LA 39E RENCONTRE DES AGENCES D'URBANISME

Dossier de presse – 09 novembre 2018

De l'audace pour nos territoires #design #innovation

Contacts presse :

Adulm : Géraldine Desbetes - gdesbetes@adu-lille-metropole.org

Agur : Laurent Renavand - l.renavand@agur-dunkerque.org

Fnau : Karine Hurel – hurel@fnau.org

Edito



La créativité, l'innovation naît toujours de la confrontation, de l'intégration et du dépassement d'exigences nouvelles : techniques, économiques, environnementales, sociales, morales, sociétales... Innover c'est créer des solutions pour répondre à des antagonismes a priori inconciliables. Elle offre souvent, si ce n'est toujours, une dimension dérangement, elle nous oblige à sortir de nos habitudes et de nos « zones de confort ».

Ce dépassement des contradictions devient crucial pour « adresser » les grands changements sociétaux, économiques, environnementaux et géopolitiques : réchauffement climatique, mutations économiques, inclusion, mais aussi pour changer le quotidien.

Sous la bannière des deux mots : [design et innovation](#), la 39^e rencontre des agences d'urbanisme questionne les ressorts de l'innovation - et notamment de l'innovation territoriale - et la manière dont celle-ci peut nourrir un terreau de l'épanouissement local et de l'attractivité, et créer un moteur de la résilience ou du rebond. La 39^e rencontre interroge les facettes du design et comment aujourd'hui les expérimentations, processus, outils et controverses du design interpellent, percolent, diffusent dans les méthodes de conduite des projets territoriaux et viennent ressourcer les politiques publiques.

Comment les élus et les acteurs des territoires peuvent-ils faire preuve d'audace dans l'expérimentation et le pilotage de l'innovation et quelle contribution peuvent apporter les agences d'urbanisme au changement des modes de faire ?

[Jean Rottner, Président de la FNAU,](#)
[Président de la Région Grand-Est](#)

Sommaire

Edito	1
La 39e rencontre des agences d'urbanisme.....	3
a. Présentation de la rencontre	Erreur ! Signet non défini.
b. Les co-organisateur s de la 39 ^e rencontre des agences d'urbanisme	4
i. Dunkerque.....	4
ii. Lille.....	6
iii. Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU)	8
Programme.....	Erreur ! Signet non défini.
Intervenants des séquences plénières :	12
Lieux de la rencontre	21
a. La métropole lilloise	21
b. Le bassin dunkerquois	27
Annexes	32
a. Historique des rencontres	
b. Programme complet de la 39 ^e Rencontre	
c. Traits d'agence n°33	

I. Les co-organisateur de la 39^e rencontre des agences d'urbanisme

i. Dunkerque



Depuis plus de 40 ans, l'AGUR agit aux côtés des acteurs locaux pour préparer le développement et l'aménagement de la région Flandre-Dunkerque. Cet espace à la position stratégique entre détroit maritime de rang mondial, métropole lilloise et Belgique possède, en effet, des caractéristiques économiques, géographiques, sociales... uniques qui le placent face à des défis d'envergure à

relever.

A travers son expertise multidisciplinaire incarnée par une équipe d'une quarantaine de personnes, l'AGUR remplit ses grandes missions légales d'agence d'urbanisme que sont l'observation des dynamiques territoriales, l'élaboration des projets de territoire et des documents de planification ou encore l'appui à la conception de grands projets urbains.

Organisme d'études, l'AGUR se réinvente constamment. Depuis plusieurs années, elle a ainsi élargi son tour de table en même temps qu'elle s'appropriait de nouveaux sujets d'investigation (transition énergétique, révolution industrielle...) jouant ainsi de plus en plus un véritable rôle de tiers de confiance. L'AGUR innove également dans ses modes d'organisation, ses outils de travail ou encore ses productions, avec le souci constant d'apporter une véritable plus-value à ses partenaires et au service du territoire.

Président : Bernard Weisbecker

Directeur général : Franck Mérelle

Site internet : <http://www.agur-dunkerque.org/>



La Communauté urbaine de Dunkerque est la première communauté urbaine volontaire de France. Elle a été créée par décret le 21 Octobre 1968. C'est à partir du 1er Janvier 1969, que ce nouvel établissement public se met au travail. Depuis cette date la Communauté urbaine de Dunkerque agit pour le développement de l'agglomération et le bien-être de ses habitants. L'agglomération est en 2015 composée de 21 communes et communes associées, qui couvrent une partie de la Flandre maritime et toute la façade littorale du département du Nord. La Communauté urbaine de Dunkerque agit sur trois grandes missions jugées essentielles :

- L'organisation des grands services publics qui relèvent de ses compétences juridiques et qu'elle développe soit directement, soit par voie de fonds de concours aux communes.
- L'animation du territoire, à travers des politiques de développement partenarial
- La garantie d'une cohésion territoriale. La CUD est ainsi le lieu où s'élabore une vision d'ensemble avec les communes et partenaires.

Parmi les grands chantiers menés par la Communauté urbaine de Dunkerque, peuvent être cités le projet de renaissance du centre d'agglomération avec notamment « DK plus de mobilité » (le nouveau réseau de transports gratuit), la fondation territoriale dunkerquoise pour l'emploi, le soutien à l'entrepreneuriat (avec notamment le projet « turbine »), la création ou la rénovation de grands équipements tels que le stade tribut, la patinoire, le Learning center ville durable, etc.

Président : Patrice Vergriete

Site internet : <https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/>

ii. Lille



Outil d'observation, d'études et de planification mais aussi de développement, d'attractivité et de soutien à l'innovation, l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole est résolument au service de son territoire et de ses acteurs pour éclairer leurs décisions et les accompagner dans leurs actions, susciter et accompagner les projets, créer de la valeur et contribuer au rayonnement du territoire.

Les enjeux et les ambitions de l'Agence sont de :

- développer une connaissance partagée des territoires et des actions en cours aux différentes échelles territoriales ;
- renforcer le travail en réseau pour une approche systémique des thématiques traitées tout en privilégiant les partenariats sur les enjeux de ces nouveaux territoires notamment avec l'arrivée des nouvelles Régions ;
- réaffirmer la vocation de l'Agence sur des sujets de prospective, d'observation, de développement au service des territoires et de leurs ingénieries ;
- contribuer à l'attractivité de la métropole lilloise sur les sujets qui incombent aux métiers des agences ;
- conforter les savoir - faire, l'expertise technique, les échanges et les espaces de dialogue.

L'Agence consacre une part importante de son activité à son rôle d'animation de démarches partenariales. Il constitue l'essentiel de l'intervention de l'Agence pour certaines démarches de coopération métropolitaines et européennes entre collectivités territoriales.

Elle participe également à la promotion internationale de la Métropole et de son patrimoine urbain, architectural et paysager. Elle peut ainsi organiser, directement ou dans le cadre de coopérations avec d'autres structures, des expositions ou des colloques.

Président : Marc-Philippe Daubresse

Directeur : Didier Decoupigny

Site internet : <https://www.adu-lille-metropole.org/>



Au service des 90 communes qui la composent, la **Métropole Européenne de Lille** agit au quotidien pour 1,2 million d'habitants. Elle est compétente dans les domaines essentiels suivants : transport, logement, économie, espace public et voirie, aménagement et urbanisme, politique de la ville, eau, assainissement, déchets ménagers, accessibilité handicap, nature et cadre de vie, culture, sport, tourisme, crématoriums. Le Conseil de la Métropole, présidé par Damien Castelain depuis le 18 avril 2014, est composé de 184 membres élus au suffrage universel direct pour 6 ans.

Président : Damien Castelain

Site internet : <http://www.lillemetropole.fr/mel.html>



La World Design Capital® (WDC), désignée tous les deux ans par la World Design Organization™ (WDO), récompense les villes et les métropoles qui mettent le design au service du développement économique, social, culturel et environnemental. La ville désignée met en oeuvre, dans le cadre d'un programme d'évènements sur une année, une politique urbaine et des efforts d'innovation s'appuyant sur un design durable, pour améliorer la qualité de vie. Lille Métropole, qui a reçu le titre pour 2020, succédera à Turin en Italie (2008), à Séoul en Corée du Sud (2010), à Helsinki en Finlande (2012), au Cap en Afrique du Sud (2014), à Taipei à Taïwan (2016), et enfin à Mexico qui

détient le titre pour l'année 2018.

En 2020, ce sera la première fois qu'une ville ou qu'une métropole française deviendra **Capitale Mondiale du Design**.

La force du projet métropolitain est de proposer un processus de transformation du territoire par le design. Il a un nom : la République du Design. L'ensemble des parties prenantes de Lille Métropole – acteurs du monde économique, collectivités, lieux culturels, centres de recherche et de formation et citoyens – seront réunis au sein de cet écosystème collaboratif à grand échelle. Lille Métropole devient un terrain d'expérimentation au sein duquel tous les acteurs seront accompagnés par des designers dans la réalisation de POC (Proof of Concept). La mobilisation de l'ensemble des acteurs va permettre d'accélérer la transformation économique, écologie et sociale de notre territoire.

Site internet : <https://www.lillemetropoleworlddesigncapital2020.fr/>

iii. Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU)



La Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) regroupe une cinquantaine d'organismes publics d'étude et de réflexion sur l'aménagement et le développement des grandes agglomérations françaises. Les agences d'urbanisme ont, pour la plupart, un statut d'association où se retrouvent, autour des collectivités impliquées, l'Etat et les autres partenaires publics du développement urbain.

La FNAU est une association d'élus qui offre un lieu privilégié de dialogue sur les questions urbaines. Elle prend position dans les grands débats nationaux et européens sur les politiques urbaines et l'avenir des villes. Le réseau technique de la FNAU rassemble 1500 professionnels de l'urbanisme, ancrés dans les réalités locales. La Fédération leur permet de disposer d'un espace de rencontre et d'un réseau d'échanges où ils peuvent « capitaliser » leurs savoirs, partager leurs expériences et se mobiliser sur des projets collectifs.

Président : Jean Rottner

Président délégué : Patrice Vergriete

Site internet : <http://www.fnau.org>

Programme

Mercredi 7 novembre

13h45 - 16h45 | Plénière d'ouverture | Lille Grand Palais

Comment réinterroger nos processus d'innovation ? Quels sont les apports des démarches issues du design pour les territoires ? La plénière d'ouverture offrira un dialogue entre différentes cultures du design et les acteurs territoriaux. Elle sera marquée par l'intervention du philosophe Bernard STIEGLER, en tant que grand témoin.

Table Ronde#1 : L'innovation au service des mutations sociétales ?

L'innovation, concept né des sciences économiques, s'est petit à petit imposée dans la société comme un synonyme de créativité et de nouveauté. Pourquoi tant de succès pour ce concept dans un contexte par ailleurs en profonde mutation ? De quoi est-il le révélateur ? Quels sont les défis qu'il demande de relever ?

Avec la participation de : Philippe DURANCE, Alok NANDI, Patrice VERGRIETE, Stéphane VINCENT

Table Ronde#2 : Design : révélateur d'innovations sociales ?

Après l'industrie et les services, le design est de plus en plus présent dans les politiques publiques. Corollaire d'une injonction toujours plus pressante à innover, on rencontre le design dans les sphères stratégiques du secteur public. Comment cette discipline, encore très souvent associée à l'esthétique des objets, s'infiltrer-t-elle dans des domaines en apparence aussi éloignés de l'action publique ?

Avec la participation de : Marie COIRIÉ, Marc-Philippe DAUBRESSE, Anne-Marie SARGUEIL, Frédérique SEELS

20h | Soirée de Gala au Kursaal - Dunkerque

Jeudi 8 novembre

8h30 - 17h | Workshops

Répartis sur la métropole lilloise, le dunkerquois, le Bassin minier et en Belgique, les workshops permettront, en format participatif ou en co-production, d'engager les réflexions sur le sujet, appuyées sur des témoignages, des actions concrètes et des initiatives inspirantes. En complément, des visites de terrain mettront à l'honneur des projets emblématiques.

- #1 Territoires en transition : des défis à relever, des voies à choisir
- #2 La nouvelle économie : nouveau cycle, nouveaux lieux et hybridation des acteurs
- #3 De la ville territoire à la ville réseau : vers un modèle urbain alternatif ?
- #4 Révolution collaborative et nouvelle action publique
- #5 Urbanisme tactique : expérimenter avant d'aménager
- #6 Image et attractivité touristique des territoires
- #7 Metropolitan Design – (Re)dessiner l'image et le projet à la grande échelle
- #8 Le design comme projet de développement et de marketing territorial
- #9 Nouvelles collaborations territoriales et innovation partagée : dynamiques métropolitaines des villes moyennes et des territoires ruraux
- #10 Prendre en compte l'usager et les usages : clef d'une meilleure qualité du cadre de vie
- #11 La nécessité permanente de se réinventer : partenariats, méthodes, métiers
- #12 Data Design : réinventer la connaissance et la conception de la ville
- #13 Données de l'énergie et méthode design : les agences d'urbanisme, nouveaux tiers de confiance
- #14 Innovation : et si on en parlait 10 minutes ?

20h | Soirée de Gala à la Gare Saint-Sauveur - Lille

Vendredi 9 novembre

8h30- 12h30 | Plénière de clôture | Lille Grand Palais

La plénière de clôture sera l'occasion de synthétiser les réflexions menées au cours des différents temps de la rencontre et de proposer des actions par et pour les acteurs locaux et les territoires.

Table Ronde#3 : **Provoquer le changement dans le monde qui vient**

A quels défis allons-nous devoir faire face ? Face à la complexité des situations et à l'accélération des transformations, comment se préparer aux changements ?

Avec la participation de : Xavier BERTRAND, Pierre GIORGINI, Jérôme GRANGE, Chloë VOISIN-BORMUTH, Patrice VERGRIETE et Stéphane VINCENT

Table Ronde#4 : **Nouvelles donnes, nouvelles approches pour façonner les territoires**

Les dynamiques se conçoivent à la confluence des grands facteurs de changements exogènes mais tout autant par les dynamiques endogènes c'est-à-dire celles des territoires eux-mêmes. Aussi, comment faire en sorte que tous les territoires soient acteurs des changements qui surviennent ? Comment l'ingénierie territoriale peut-elle être un levier efficace ?

Avec la participation de : Frédéric BOSSARD, Marc-Philippe DAUBRESSE, Serge MORVAN, Laura PANDELLE, Gilles PERILHOU, Sonia DE LA PROVÔTÉ et Jean ROTTNER

11h45 | Conclusion de la 39^e rencontre des agences d'urbanisme en présence de Julien DENORMANDIE, Ministre auprès de la Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement

Intervenants des séquences plénières

Giuseppe BETTONI, animateur de la 39e rencontre

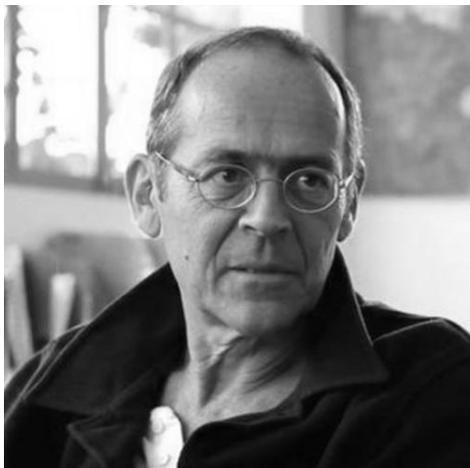


Giuseppe Bettoni est professeur de géopolitique. Il enseigne actuellement à l'université de Rome après des années d'études et de travaux de recherche entre l'université de Bologne, Paris 8, London School of Economics and Political Science et l'University College of London.

Il est spécialisé dans les conflits en aménagement du territoire, les enjeux de décentralisation ainsi que sur les formes de régionalisation et de construction d'identités locales. Il a écrit ou dirigé une trentaine d'ouvrages, s'attardant sur les conflits géopolitiques et la gestion des territoires. Il cherche à éclairer le rapport de force entre acteurs, les effets de la mondialisation

et les réformes constitutionnelles en cours, particulièrement depuis la chute du mur de Berlin. Conférencier apprécié pour la qualité de ses analyses, Giuseppe Bettoni est régulièrement invité par les médias italiens et français.

Bernard STIEGLER, grand témoin de la 39e rencontre



Bernard Stiegler est un philosophe français. Docteur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, il est spécialisé dans les enjeux de mutations des sociétés induites par le développement technologique et numérique ainsi que dans le diagnostic des crises que traversent le capitalisme et le libéralisme contemporain.

Il a créé en 2006, l'Institut de recherche et innovation au Centre Georges Pompidou (IRI), dont il est actuellement directeur. Il a été précédemment directeur de programme au Collège international de philosophie, professeur à l'Université de technologie de Compiègne (UTC) et à l'université de Londres mais également

directeur général adjoint de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) dans les années 1990, ainsi que directeur général de l'Institut de recherche et coordination acoustique/musique (ICRAM) de 2002 à 2005.

Il est également le fondateur et actuel président du groupe de réflexion philosophique Ars Industrialis qui œuvre pour l'instauration d'une politique industrielle des technologies de l'esprit. Auteur de nombreux ouvrages, Bernard Stiegler pousse l'individu à mettre en perspective le fonctionnement des sociétés actuelles dont il questionne la légitimité et la pérennité, autant sur les aspects économiques, politiques, sociaux que sociétaux. Il sera le grand témoin de cette rencontre et nous apportera un regard alternatif sur les thématiques abordées.

Martine AUBRY



Ancienne ministre, Martine Aubry est Maire de Lille depuis 2001. Elle est également Vice-Présidente de la Métropole européenne de Lille et Présidente de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Elle a exercé de multiples responsabilités publiques et politiques nationales. Ancienne élève de l'ENA, engagée au Parti socialiste depuis 1974, Martine Aubry a été ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de 1991 à 1993 puis Ministre de l'Emploi et de la Solidarité de 1997 à 2000. De 2008 à 2012, elle a été Première Secrétaire du Parti socialiste, contribuant à l'élection d'un Président de la République socialiste en 2012. Auparavant, elle a occupé plusieurs postes au

sein du Ministère du Travail, et a assuré la fonction de Directrice générale adjointe de Péchiney entre 1989 et 1991.

Xavier BERTRAND



Ancien ministre de la Santé et ministre du Travail entre 2005 et 2012, il est maire de Saint-Quentin de 2010 à 2016. A partir de 2014, il occupe la fonction de président de la communauté d'agglomération du Saint-Quentinois et devient président du conseil régional des Hauts-de-France en 2016. Il est à l'origine d'un programme ambitieux visant à réaliser une « Troisième révolution industrielle » dans sa région afin de redonner une nouvelle dynamique économique et territoriale aux Hauts-de-France.

Frédéric BOSSARD



Frédéric Bossard a pris la direction de l'agence d'urbanisme de Saint-Étienne (Epures) en octobre 2011. Architecte urbaniste né en 1969, il a dirigé le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Doubs de 2000 à 2002 avant d'intégrer le réseau des agences d'urbanisme comme chargé d'études principal à l'agence d'urbanisme de Grenoble. En 2003, il est nommé directeur adjoint de l'agence puis il est recruté en 2010 comme directeur adjoint de l'agence d'urbanisme de Lille. Il est alors en charge de l'encadrement d'une partie des équipes techniques et il accompagne ou supervise les projets stratégiques majeurs.

Damien CASTELAIN



Président de la Métropole Européenne de Lille depuis 2014 et Maire de Péronne-en-Mélantois, Damien Castelain s'est engagé en politique lors des élections municipales de 1995 dans sa commune. Après son premier mandat d'adjoint aux affaires scolaires et aux finances, il est devenu maire de sa commune en 1998, ce qui en a fait un des plus jeunes maires de France. En 2001, après l'élection de Pierre Mauroy à la tête de la Métropole, Damien Castelain est nommé Vice-président de Lille Métropole Communauté Urbaine en charge de la commande publique eau et assainissement. Son mandat a pour objectifs de bâtir la capitale de la Région Hauts-de-France et de la mettre

en mouvement, de construire une métropole attractive et stratégique et de forger une collectivité à l'écoute de ses habitants et de ses territoires.

Marie COIRIÉ



Designer spécialisée dans les champs sanitaires et sociaux, responsable du Laboratoire de l'accueil et de l'hospitalité du Groupement hospitalier de territoire de Paris, Psychiatrie et Neurosciences, elle enseigne le design de services à l'Université de Nîmes, à l'ENSCI/Les Ateliers et dans des formations professionnelles spécialisées. Co-fondatrice de Care&co, un studio de design pour les professionnels du social et de la santé, elle participe depuis dix ans à promouvoir les démarches d'innovation dans la conception de services publics, notamment aux côtés de la 27^{ème} Région.

Marc-Philippe DAUBRESSE



Marc-Philippe Daubresse, né le 1er août 1953 à Lille (Nord), est un homme politique français. Sénateur du Nord, après avoir été longuement Maire de Lambersart et Député de la 4^{ème} circonscription du Nord, il a occupé plusieurs fonctions ministérielles, comme Secrétaire d'État chargé du Logement en 2004, Ministre délégué au Logement et à la Ville entre 2004 et 2005 et Ministre de la Jeunesse et des Solidarités Actives en 2010. Il est également Président de l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole depuis 2014.

Sonia DE LA PROVÔTE



Femme politique française, Sonia de la Provôte est Sénatrice du Calvados, également élue au Conseil général du Calvados depuis 2011 et Présidente de l'agence d'urbanisme de Caen Normandie Métropole (AUCAME) depuis 2014. Précédemment adjointe au maire de Caen de 2001 à 2008, puis première adjointe en charge de l'urbanisme, de l'habitat et du renouvellement urbain à partir de 2014, elle fut également 2^{ème} vice-présidente de la communauté d'agglomération Caen la mer, déléguée à l'aménagement de l'espace.

Julien DENORMANDIE



Ingénieur des Eaux et Forêts et titulaire d'un MBA en économie, il est, de 2012 à 2014, le conseiller commun de la ministre chargée du Commerce extérieur, Nicole Bricq et du ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici. Il fut directeur adjoint du cabinet d'Emmanuel Macron de 2014 à 2016, alors ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique. Il est nommé secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Cohésion des territoires de 2017 à 2018 puis Ministre chargé de la Ville et du Logement depuis octobre 2018.

Philippe DURANCE



Économiste, prospectiviste, Philippe Durance est professeur titulaire de chaire au Conservatoire national des Arts et Métiers (Cnam) et chercheur au Laboratoire interdisciplinaire de recherche en sciences de l'action (Lirsa). Il enseigne la prospective (histoire, concepts, méthodes) et l'épistémologie des sciences. Ses recherches portent principalement sur les modèles d'innovation et le changement social. Il est notamment l'auteur d'un rapport au Premier ministre sur l'innovation dans les territoires (CAE, 2010) et d'un rapport sur l'innovation sociale pour la fondation Macif (2011). Il est également membre du conseil scientifique du Cnam.

Pierre GIORGINI



Ancien DRH puis Directeur Groupe du Développement des Compétences chez France Telecom, créateur de l'ENIC (devenu Telecom Lille), ancien directeur général de l'ISEN, Pierre Giorgini est depuis 2012 Président-Recteur de l'Université Catholique de Lille. Il porte un regard passionné sur l'innovation et plus largement sur l'évolution qu'elle suscite et accompagne dans nos entreprises et dans nos sociétés.

Jérôme GRANGE



Doté d'un DESS en urbanisme, aménagement et développement local de Sciences-Po et porté par une vocation pour l'architecture, Jérôme Grange a été successivement directeur de l'agence d'urbanisme de Belfort, de celle d'Atlantique et Pyrénées (AUDAP), de Grenoble, et enfin d'Amiens depuis 2010. Il a participé notamment à la phase finale du schéma de cohérence territoriale du Grand Amiénois ainsi qu'à la réalisation du plan local d'urbanisme intercommunal dans onze des douze intercommunalités.

Serge MORVAN



Nommé à l'issue du Conseil des ministres du 4 avril 2018 et sur proposition du ministre de la Cohésion des territoires, Serge Morvan a pris ses fonctions de Commissaire général à l'égalité des territoires, le 23 avril 2018. Il est également chargé de la préfiguration de l'Agence nationale de la cohésion des territoires. Serge Morvan a fait l'ENA après des études de mathématiques. Au fil de son parcours professionnel, il a notamment exercé en tant que directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur en 2012 et directeur de cabinet du secrétaire d'État chargé de la réforme territoriale en 2014. Dernièrement, il occupait les fonctions de préfet des Yvelines.

Alok NANDI



à travers le monde.

Avec une triple formation d'ingénieur, de management et de philosophie et lettres au sein de l'université libre de Bruxelles, Alok Nandi explore depuis 1994 les modalités de narration et de design qui mêlent technologies, espaces et temporalités. Anciennement directeur multimédia des éditions Casterman et directeur de la création interactive du Groupe Flammarion, il travaille désormais sur les processus d'innovation et de design stratégique pour les entreprises, la Commission européenne et les urbanités. Depuis 2018, il est également le président de l'IxDA (Interaction Design Association), une association regroupant plus d'une centaine de milliers de designers

Laura PANDELLE



Designer spécialisée dans les champs de l'innovation par le service et l'innovation sociale, Laura Pandelle est diplômée en arts appliqués de l'école Boulle et de l'Ecole nationale de création industrielle. Passionnée par les mutations culturelles et sociales du secteur public, elle a rejoint la 27^{ème} Région en avril 2013 où elle travaille notamment sur la coordination du programme « Territoire en Résidence » dans le but de repenser l'action publique, en proposant une alternative aux recours habituels des acteurs publics.

Gilles PÉRILHOU



De formation universitaire en urbanisme et en géographie urbaine, urbaniste OPQU, Gilles Périlhou est directeur de l'agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse, depuis janvier 2012. Auparavant, il a été directeur d'études et responsable du pôle « planification et aménagement durable » à l'agence d'urbanisme de l'aire toulonnaise, où il est arrivé en 2004. Cette expérience faisait suite à sept années passées à l'agence de Nîmes, principalement sur les projets de territoire. Il était également, depuis 2005, animateur du club planification/réglementation de la FNAU.

Jean ROTTNER



Originaire de Mulhouse, Jean Rottner est Président de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme depuis septembre 2014. Issue d'une formation de médecin urgentiste et impliqué politiquement dans les problématiques de développement du territoire, il a été vice-président du conseil régional du Grand Est de janvier 2016 à octobre 2017 ainsi que Maire de Mulhouse entre 2010 et 2017. Il est également l'actuel président du conseil régional du Grand Est depuis octobre 2017 et Président de l'agence d'urbanisme de la région mulhousienne depuis 2008.

Anne-Marie SARGUEIL



Issue d'une formation en sciences humaines et suite à des responsabilités professionnelles diversifiées au sein d'industries, d'institutions publiques et privée, Anne-Marie Sargueil est devenue directrice de l'Institut français du design (IFD) en 1984. Cet institut œuvre à la promotion du design au service de « l'entreprise, la personne et la cité » au travers du label JANUS. L'institut conseille et accompagne les entreprises dans la réalisation de leur projet design.

Frédérique SEELS



Mme Frédérique Seels est vice-présidente de la Métropole Européenne de Lille en charge du Développement économique, du Commerce et de l'Artisanat. Elle a été nommée vice-présidente du Comité d'organisation de Lille Métropole, Capitale Mondiale du Design 2020. Outre ses activités d'élue, elle est également Directrice Générale d'une société spécialisée dans la construction de bâtiments en bois qui réalise les plus grandes constructions françaises dans ces matériaux.

Patrice VERGRIETE



Natif du Dunkerquois, Patrice Vergriete a étudié au lycée Louis-le-Grand de Paris puis à l'école Polytechnique. Admis aux Ponts et Chaussées en 1992, il a travaillé à l'OCDE puis au sein de cabinets ministériels. Il prend en 2000 la direction de l'agence d'urbanisme de la région Flandre-Dunkerque (AGUR). Il devient également élu, et est nommé adjoint au maire chargé de la jeunesse. En 2014, il est élu maire de Dunkerque puis président de la communauté urbaine de Dunkerque. Vice-Président de l'AGUR, il est également président délégué de la FNAU aux côtés de Jean Rottner.

Stéphane VINCENT



Stéphane Vincent est co-fondateur et délégué général de l'association la 27^{ème} Région. De formation universitaire en sciences de gestion, il a d'abord travaillé dans de grands groupes privés avant de se spécialiser dans l'innovation sociale et numérique pour les collectivités locales et le secteur public. Il est également l'un des initiateurs des Halles Civiques, un réseau de tiers-lieux spécialisés dans l'innovation publique, démocratique et citoyenne.

Chloë VOISIN-BORMUTH



Responsable des études et de la recherche à La fabrique de la cité depuis octobre 2016, Chloë Voisin-Bormuth a auparavant travaillé comme enseignant-chercheur en France et en Allemagne, en géographie, urbanisme et sociologie culturelle. Elle a ensuite rejoint l'agence d'urbanisme de Lille où elle a pris en charge les volets espaces publics et protection patrimoniale, l'analyse stratégique des grands projets urbains de la Métropole et enfin la réflexion transverse sur les nouveaux leviers d'attractivité territoriale. Ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure, elle est docteure en géographie et urbanisme de l'Université de Lyon et en sociologie de la *Technische Universität Dresden*.

Bernard WEISBECKER



Maire de Leffrinckoucke depuis 2001, président de l'agence d'urbanisme de Dunkerque, président du schéma de cohérence territoriale Flandre-Dunkerque et vice-président du syndicat intercommunal des Dunes de Flandre. Bernard Weisbecker traite actuellement des dossiers sur la finalisation du SCOT Flandre Dunkerque, du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Déplacement (PLUI HD), les travaux sur le projet Territoire d'Innovation Grande Ambition (TIGA) et du Schéma régional d'aménagement de Développement Durable et d'Égalité (SRADDET) avec la Région Hauts-de-France.

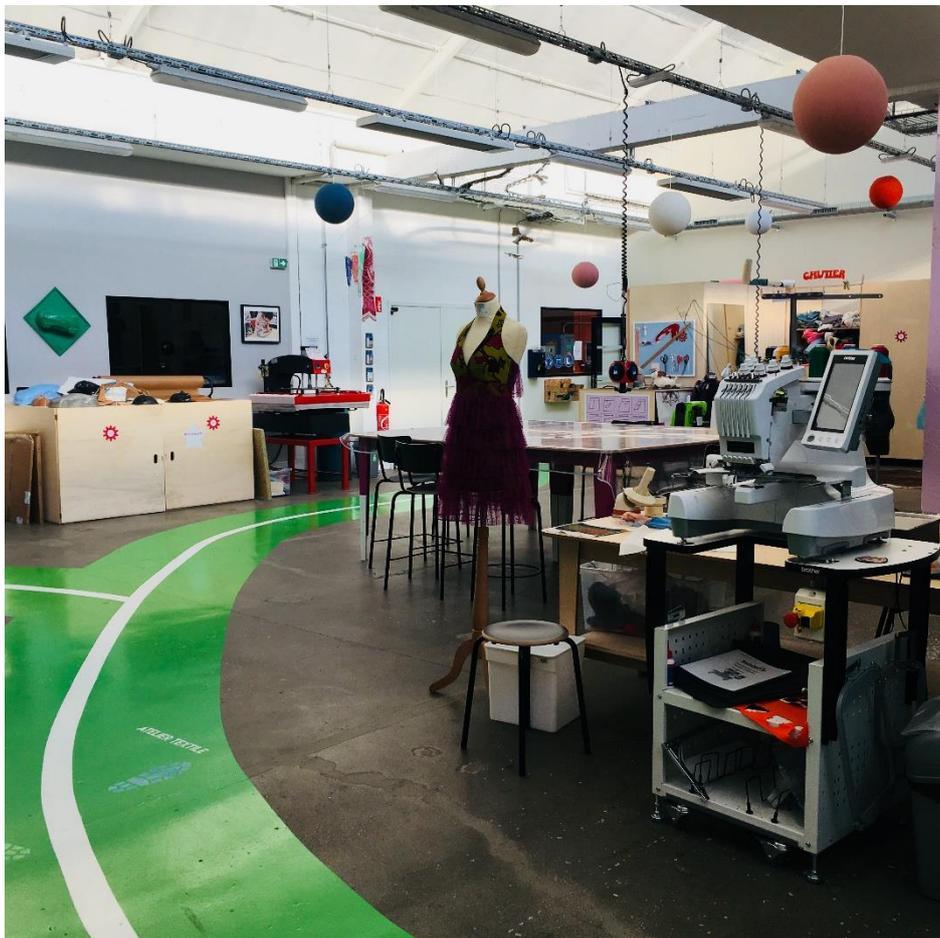
Lieux de la rencontre

a. La métropole lilloise

TechShop : atelier collaboratif de fabrication et plateforme d'innovation

Situé dans un ancien lycée professionnel de 2400m², le lieu a été conçu pour permettre la collaboration et l'échange, tout en répondant aux besoins d'espace et de concentration de chacun. Il est le plus grand makerspace d'Europe. Il s'articule en plusieurs espaces dédié : coworking, un espace conception et modélisation, une cuisine, un garage, Il réunit onze ateliers dans divers secteurs tels que la conception & logiciels, le bois, le textile, l'électronique ou encore l'impression.

Photo ©ADULM



Le 9-9 bis à Oignies

Le 9-9bis fait partie des cinq grands sites de la mémoire minière avec le 11/19 à Loos-en-Gohelle, la fosse Delloye à Lewarde, la fosse Wallers à Arenberg et la Cité des Électriciens à Bruay-la-Buissière. Il représente un ensemble minier complet avec la fosse, le terril 110 et la cité-jardin De Clercq. Depuis le 30 juin 2012, il est – avec 352 autres éléments – inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO au titre de “paysage culturel évolutif”.

En 2003, la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin fait l'acquisition du site auprès des Charbonnages de France et décide d'un projet de reconversion basé sur le développement culturel et économique.



La condition publique

En 1902, La Condition Publique voit le jour en tant qu'établissement public, propriété de la Chambre de commerce de Roubaix. Au départ utilisée pour le conditionnement des matières textiles, 101 plus tard elle sera réhabilitée en manufacture culturelle.

Ce bâtiment monumental est un des premiers édifices à structure de béton entièrement recouvert de toits en terrasses. Il s'organise autour d'une rue couverte de 140 mètres, qui le traverse en plein milieu. Depuis 1998, il est inscrit à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.



Le Champ Libre

Ancien magasin de stockage de laine situé à la Tossée, le Champ Libre a été réhabilité en hôtel d'entreprises constitué de bureaux et d'ateliers. Des cellules sont aujourd'hui disponibles à la location, mais plusieurs occupants y sont déjà installés : la Maison de l'Union, la plateforme logistique de Vestiaire Collective, site de e-commerce et les rédactions de la Voix du Nord et Nord Eclair de Roubaix et Tourcoing.



Musée Texture (Kortrijk)

Après un repositionnement important et un déménagement vers un site significatif, Le musée rouvre ses portes en 2014 sous le nom de Texture, ayant pour mission d'écrire un nouveau chapitre dans cette passionnante histoire du lin. Dorénavant, jeunes et moins jeunes peuvent découvrir les précieuses collections de lin et de textile par le biais d'une histoire originale et d'un bâtiment muséal contemporain.

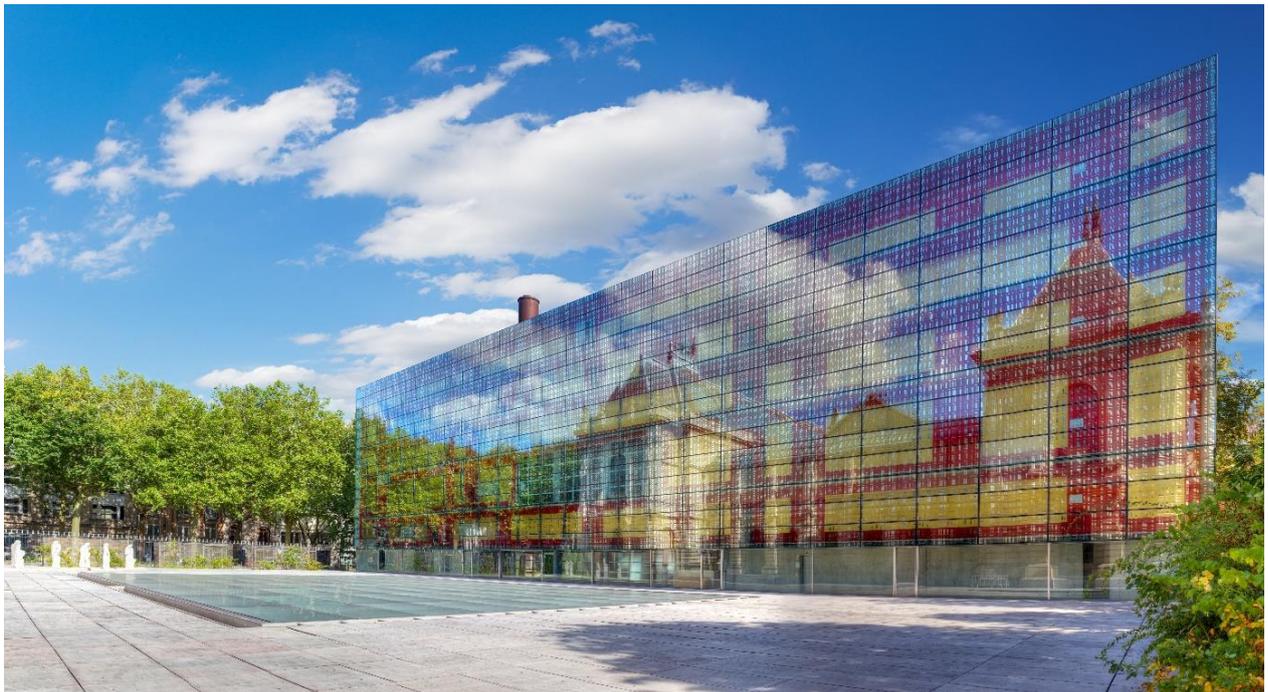


Palais des Beaux-Arts

Le palais des Beaux-Arts de Lille est un musée municipal d'art et d'antiquités situé place de la République à Lille, dans la région Hauts-de-France. C'est l'un des plus grands musées de France et le plus grand musée des beaux-arts, en dehors de Paris, en nombre d'œuvres exposées.

Tirées d'un fonds de plus de 70 000 œuvres, le musée en propose aujourd'hui près de 2 000 à la visite. Ce sont en particulier 200 pièces de sculptures, de peintures et d'objets d'art de l'Europe médiévale et de la Renaissance, plus de 500 œuvres peintes du XVIe au XXe siècles, quelque 135 sculptures du XIXe siècle, une belle collection de céramiques du XVIe au début du XXe siècle et 15 plans-reliefs au six-centième de villes fortifiées par Vauban. Le musée possède également un cabinet des dessins riche de 6 500 feuilles de dessins et d'estampes du XVe au XXe siècles et une collection numismatique de plusieurs milliers de pièces et médailles, ainsi que 250 matrices de sceaux allant du XIIIe au XIXe siècles. Rénové entre 1991 et 1997, le musée accueille aussi une salle d'expositions temporaires, un auditorium, une bibliothèque et des ateliers pédagogiques.

Le palais des Beaux-Arts lui-même a été inscrit à l'inventaire des monuments historiques en 1975.



b. Le bassin dunkerquois

La Halle aux sucres - Dunkerque

Bâtiment emblématique de l'histoire du port de Dunkerque, la Halle aux sucres est parmi les derniers témoins de son activité dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Situé sur le môle 1, l'« Entrepôt réel des sucres indigènes » a été construit en 1898 et a fait l'objet d'une profonde réhabilitation en 2011.

La transformation du bâtiment par l'architecte Pierre-Louis Faloci a été radicale. Geste majeur de l'architecte : une rue intérieure fait entrer la lumière dans les deux ailes et dessine une perspective qui régale les photographes.

Mais la Halle aux sucres est avant tout un lieu essentiel de la fabrication des villes et des territoires. Elle est désormais un lieu de travail, de rencontres, de visites, d'échanges de connaissances et de diffusion de la culture urbaine contemporaine. En plus du Learning center Ville durable, la Halle aux sucres abrite l'Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (AGUR), l'Institut national spécialisé d'études territoriales (INSET, institut du CNFPT), les Archives d'agglomération, ainsi que les services de la Communauté Urbaine de Dunkerque en charge de l'aménagement, de l'habitat et du cadre de vie.

Espace d'échanges, de synergies, de production et de transmission des savoirs liés aux questions urbaines, la Halle aux sucres se positionne donc comme un centre d'expertise de la ville durable.

Photo ©CNFPT



Môle 1



Le Môle 1 est un ancien secteur portuaire qui appartient à la première génération des quais dits « Freycinet ». Il se présente comme une presqu'île presque rectangulaire, bordée d'eau sur 3 côtés, et reliée à la terre ferme par le sud. A son apogée, avant l'automatisation du transbordement, il constituait une zone d'activité tout proche du centre-ville. Les mutations économiques et l'accroissement de la taille des navires ont fortement réduit son utilisation.

L'aménagement du Môle 1 s'intègre dans l'opération « Neptune » de reconquête des chantiers de la navals de la Normed et des premiers bassins portuaires, imaginée par Richard Rogers.

Son positionnement géographique en fait un espace majeur d'articulation entre le port et la ville. Son histoire en fait un lieu à l'identité et à la symbolique extrêmement forte. Aujourd'hui rattrapé par la ville, le Môle 1 est occupé par plusieurs bâtiments aux qualités architecturales et patrimoniales variées, où coexistent une diversité d'usages.

- Les bâtiments « Kalmar-Jokelson », anciens ateliers désaffectés ; ce sont les premiers espaces du Môle à avoir été squattés par des artistes. A ce titre, ils bénéficient d'une valeur affective appuyée.
- Les ateliers de Fructôse, une base effervescente de soutien aux artistes.
- La Halle aux Sucres, réhabilitée en 2011 sous l'égide de Pierre Louis Faloci, associe le Learning Center Ville Durable, l'Agence d'Urbanisme Flandre-Dunkerque, les services de Communauté urbaine de Dunkerque qui œuvrent sur l'aménagement du territoire, l'INSET et les Archives d'Agglomération.
- Le Chai à Vin et la station de pompage
- La patinoire en construction.

Aujourd'hui pleinement investi et habité, le Môle 1 poursuit néanmoins sa mue.

Grande-Synthe, laboratoire de la Ville en transition

Grande-Synthe est un territoire où se vivent les contrastes. D'abord village maraîcher, la ville a subi de plein fouet l'industrialisation des années 50. C'est à cette période qu'elle sera coupée de sa façade maritime par l'installation du port en eau profonde de Dunkerque et l'implantation de la sidérurgie. L'urbanisation qui en découle transforme la ville, qui passe de 2 800 habitants en 1962 à 24 000 en 1990. Mais dès la fin des années 70, la ville s'est engagée dans une démarche de lutte contre les coûts sociaux et environnementaux liés à son développement. Capitale mondiale de la biodiversité en 2010, elle est l'une des premières villes de France à avoir appliqué les principes de la gestion différenciée de ses espaces verts. Aujourd'hui inscrite dans le réseau des « Villes en transition » pour imaginer son avenir post-carbone, elle entend démontrer sa capacité à se relever de la désindustrialisation et à engager sa résilience. Ainsi durant notre visite, nous découvrirons les différentes facettes de la ville : agriculture urbaine, université populaire, innovations architecturales etc.



La digue de Malo-les-bains et les dunes de Flandre

Le littoral de la mer du Nord se caractérise par 13 kilomètres de plage, des stations balnéaires, des espaces dunaires préservés sur près de 1 000 hectares dont 900 en site classé, d'un large estran et des bancs de sable. En termes de fréquentation, le territoire accueille chaque année plus de 2 millions de visiteurs dont 500 000 exclusivement dans les dunes.

En pilotant l'opération grand site des dunes en Flandre depuis 2015 et en anticipant les risques de submersion marine, la communauté urbaine et ses partenaires entendent concilier renouvellement d'image et préservation des espaces urbains et naturels.

Du réaménagement de la digue promenade à la préservation du patrimoine, la visite mettra en lumière les aménagements, les lieux emblématiques et les paysages du littoral Dunkerquois avec pour fil conducteur : l'histoire et la mémoire.



Quartier Degroote

Le quartier Degroote à Téteghem-Coudekerque-Village fait partie des quartiers concernés par le nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) du Dunkerquois.

Depuis 2016, en parallèle des études urbaines et sociales menées sur le site, les partenaires ont initié une démarche de concertation auprès des habitants, notamment des scolaires avec pour objet la requalification du parc urbain. Une concertation qui a permis d'associer de nombreux partenaires et les habitants au devenir de leur quartier. Depuis le 1er atelier de diagnostic à la co-construction de mobilier urbain au sein du parc, la visite présentera en présence d'acteurs et d'habitants impliqués, la manière dont le projet, dans ses différentes phases, a donné la possibilité aux habitants de se réapproprier leurs espaces de vie.



Annexes

a. Historique des rencontres

- 1980 à Rennes : La maîtrise foncière
- 1980 à Metz : Les Collectivités Locales et la Nouvelle Politique des centres et quartiers anciens
- 1981 à Lyon : Urbanisme, déplacements et transports
- 1982 à Bordeaux : Du logement des années 60 à l'habitat des années 80
- 1983 à Grenoble : Urbanisation et développement économique des agglomérations
- 1984 à Strasbourg : Décentralisation et solidarités territoriales
- 1985 à Marseille : Demain nos villes
- 1986 à Champagne : Les relations Ville/Campagne
- 1987 à Nantes : La Ville et l'eau
- 1988 à La Réunion : La dynamique urbaine dans la compétition internationale
- 1990 à Paris : Villes en projet
- 1991 à Dunkerque : L'Université et la Ville
- 1992 à Brest : Cité Puzzle : la spécialisation de l'espace en question
- 1993 à Toulouse : Recomposer la ville
- 1994 à Lille : Urbanisme, culture, cohésion sociale
- 1995 à Lyon : Planification urbaine et développement durable
- 1997 à Belfort-Montbéliard : Commerce et modes de ville
- 1998 à Bordeaux : Ville en mouvement
- 1999 à Nancy : Vive la ville : les enjeux du renouvellement urbain
- 2000 à Strasbourg : ère urbaine, aires urbaines : les enjeux de la Gouvernance
- 2001 à Nantes : Espaces, temps, modes de vie - Nouvelles cohérences urbaines
- 2002 à Marseille : Territoire en quête d'image, les ressorts de l'attractivité
- 2003 à Paris : Les disparités territoriales
- 2004 à Reims : Les valeurs de la ville
- 2005 à Lyon, Grenoble, Saint-Etienne : Métropole en question, Métropole en action
- 2006 à Dunkerque : Créativité et innovation des villes
- 2007 à Toulouse : La ville négociée
- 2008 à Le Havre : L'appel du large
- 2009 à Nancy : Europe, le génie des villes
- 2010 à Rennes : Ville désirée, ville durable, un projet à partager
- 2011 à Paris : Territoires et projets : les outils de la gouvernance
- 2012 à Bordeaux : Chiffrer et déchiffrer les villes
- 2013 à Amiens : Campagnes urbaines
- 2014 à Paris : Le bien commun territorial
- 2015 à Lyon : L'individu créateur de ville
- 2016 à Bayonne, Pau : Territoires no(s) limite(s)
- 2017 à Strasbourg : L'Europe, des lieux et des liens - Construire l'Europe par les territoires
- 2018 à Lille et Dunkerque : Design et innovation - de l'audace pour nos territoires

Programme
7 | 8 | 9
novembre

DE
l'audace
POUR NOS
TERRITOIRES

#DESIGN

#INNOVATION



7,8&9 NOVEMBRE 2018

LILLE | DUNKERQUE

LES TEMPS FORTS

Mercredi **7**
novembre

13h45 - 16h45
Plénière d'ouverture
Lille Grand Palais

À partir de 19h
Soirée de gala
Kursaal, Dunkerque

Jeudi **8**
novembre

8h30 - 16h45
Workshops

20h
Soirée de gala
*Gare Saint-Sauveur,
Lille*

Vendredi **9**
novembre

9h - 12h30
Plénière de clôture
Restitution des workshops
Lille Grand Palais

LES WORKSHOPS

#1 Territoires et transitions
*Dunkerque,
Grande-Synthe*

#2 Nouveau cycle, nouveaux lieux
Lille

#3 De la ville territoire à la ville réseau
Oignies, Bruay-la-Buissière

#4 Révolution collaborative
Dunkerque, Téteghem-Coudekerque-Village

#5 Urbanisme tactique
Roubaix, Tourcoing

#6 Image et attractivité touristique
Dunkerque, Malo-les-Bains, Leffrinckoucke

#7 Metropolitan design
Tourcoing

#8 Le design comme projet de développement et de marketing territorial
Courtrai (Belgique), Croix

#9 Villes moyennes : mythes ou réalités ? Nouvelles collaborations territoriales
Dunkerque, Communauté de Communes des Hauts-de-Flandre

#10 Prendre en compte l'utilisateur et les usages
Dunkerque

#11 La nécessité de se réinventer : partenariats, méthodes, métiers
Dunkerque

#12 Data design
Lille

#13 Données de l'énergie
Dunkerque, Cappelle-la-Grande

#14 Innovation : et si on en parlait 10 minutes ?
Dunkerque

LES PRINCIPAUX LIEUX

À Lille

Lille Grand Palais
1, boulevard des Cités-Unies

Gare Saint-Sauveur
17, boulevard Jean-Baptiste Lebas

À Dunkerque

Halle aux sucres
9003 route du quai Freycinet 3 MOLE 1

Kursaal - Palais des congrès
place du Casino



M

mondialisation, urbanisation, métropolisation, démultiplication des temporalités et des mobilités, évolutions et aléas climatiques, nouvelles technologies... Ces profondes transformations n'ont jamais été aussi rapides. Les acteurs doivent intégrer les conséquences de ces multiples phénomènes qui se conjuguent mais également s'entrechoquent. Comment, dans ce contexte, réinventer nos concepts opératoires et nos modalités d'actions pour affronter ces bouleversements et en faire des opportunités territoriales ? L'une des réponses est très certainement de faire preuve d'audace pour dépasser les modèles jusqu'alors en vigueur et de réinterroger nos processus d'innovation pour emprunter notamment ceux du design, centrés sur l'utilisateur. Ces pistes seront explorées et très largement questionnées lors de ces trois jours.

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Animée par **Giuseppe BETTONI**,
Professeur de géopolitique à l'université de Rome Tor Vergata

**MERCREDI
7 NOVEMBRE**

13h45 - 16h45 / Lille Grand Palais

ACCUEIL - 13h00

OUVERTURE - 13h45

Martine AUBRY, Maire de Lille, Vice-Présidente de la Métropole Européenne de Lille (MEL)

Damien CASTELAIN, Président de la Métropole Européenne de Lille (MEL)

Marc-Philippe DAUBRESSE, Sénateur du Nord, Président de l'agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (Adulm)

Bernard WEISBECKER, Maire de Leffrinckoucke, Président de l'agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (Agur)

Jean ROTTNER, Président de la Région Grand Est, Président de la Fnau

GRAND TÉMOIN

Bernard STIEGLER, Philosophe, Directeur de l'Institut de Recherche et Innovation (IRI) au Centre Georges Pompidou
Spécialiste des enjeux liés aux mutations des sociétés portées par le développement technologique et numérique, il questionne la légitimité et la pérennité du mode de fonctionnement des sociétés actuelles. Il sera le grand témoin de cette rencontre en apportant un regard disruptif sur les thématiques abordées.

TABLES RONDES

L'INNOVATION AU SERVICE DES MUTATIONS SOCIÉTALES ?

L'innovation, concept né des sciences économiques, s'est petit à petit imposée dans la société comme un synonyme de créativité et de nouveauté. Pourquoi tant de succès pour ce concept dans un contexte par ailleurs en profonde mutation ? De quoi est-il le révélateur ? Quels sont les défis qu'il demande de relever ?

DESIGN : RÉVÉLATEUR D'INNOVATIONS SOCIALES ?

Après l'industrie et les services, le design est de plus en plus présent dans les politiques publiques. Corollaire d'une injonction toujours plus pressante à innover, on rencontre le design dans les sphères stratégiques du secteur public. Comment cette discipline, encore très souvent associée à l'esthétique des objets, s'infiltré-t-elle dans des domaines en apparence aussi éloignés de l'action publique ?

Philippe DURANCE, Professeur, titulaire de la chaire de prospective et développement durable du Cnam

Alok NANDI, Designer, Architempo, Président de l'Interaction Design Association (IxDA)

Patrice VERGRIETE, Maire de Dunkerque, Président de la Cud, Président délégué de la Fnau

Stéphane VINCENT, Délégué général de la 27^e Région

Marie COIRIÉ, Designer, Responsable du Lab-ah GHT Paris Psychiatrie et neurosciences

Marc-Philippe DAUBRESSE, Sénateur du Nord, Président de l'Adulm

Anne-Marie SARGUEIL, Présidente de l'Institut français du design

Frédérique SEELS, Vice-Présidente de la Métropole Européenne de Lille (MEL)

Départ en car de Lille Grand Palais vers le Kursaal à Dunkerque

**VENDREDI
9 NOVEMBRE**

9h - 12h30 / Lille Grand Palais

ACCUEIL - 8h30

TABLES RONDES - 9h

PROVOQUER LE CHANGEMENT DANS LE MONDE QUI VIENT

À quels défis allons-nous devoir faire face ?
Face à la complexité des situations et à
l'accélération des transformations, comment
se préparer aux changements ?

RETOUR SUR LES WORKSHOPS

Jérôme GRANGE, Directeur de l'agence de développement
et d'urbanisme du Grand amiénois (Aduga)

Stéphane VINCENT, Délégué général de la 27^e Région

REGARDS CROISÉS

Xavier BERTRAND, Président de la Région Hauts-de-France

Pierre GIORGINI, Président-Recteur de l'Université
catholique de Lille

Chloë VOISIN-BORMUTH, Responsable des études et de la
recherche à La fabrique de la cité

Patrice VERGRIETE, Maire de Dunkerque, Président de la Cud,
Président délégué de la Fnau

NOUVELLES DONNES, NOUVELLES APPROCHES POUR FAÇONNER LES TERRITOIRES

Les dynamiques se conçoivent à la confluence
des grands facteurs de changements
exogènes mais tout autant par les dynamiques
endogènes, c'est-à-dire celles des territoires
eux-mêmes. Aussi, comment faire en sorte
que tous les territoires soient acteurs des
changements qui surviennent ? Comment
l'ingénierie territoriale peut-elle être un levier
efficace ?

RETOUR SUR LES WORKSHOPS

Frédéric BOSSARD, Directeur de l'agence d'urbanisme
de la région stéphanoise (Epures)

Gilles PERILHOU, Directeur de l'agence d'urbanisme Rhône
Avignon Vaucluse (Aurav)

Laura PANDELLE, Designer à la 27^e Région

REGARDS CROISÉS

Marc-Philippe DAUBRESSE, Sénateur du Nord, Président
de l'Adulm

Serge MORVAN, Commissaire général à l'égalité des territoires

Sonia DE LA PROVÔTÉ, Sénatrice du Calvados, Présidente de
l'agence d'urbanisme de Caen Normandie Métropole (Aucame)

Jean ROTTNER, Président de la Région Grand Est,
Président de la Fnau

Julien DENORMANDIE, Ministre auprès de la Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les
collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement

CONCLUSION - 12h

Bernard WEISBECKER, Maire de Leffrinckoucke, Président de l'Agur

Marc-Philippe DAUBRESSE, Sénateur du Nord, Président de l'Adulm

Damien CASTELAIN, Président de la Métropole Européenne de Lille (MEL)

Jean ROTTNER, Président de la Région Grand Est, Président de la Fnau

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

SOIRÉES DE GALA

MERCREDI 7 NOVEMBRE

Kursaal, le palais des congrès, place du Casino, Dunkerque

à partir de 19h



©Agur

Pour cette première soirée de la 39^e rencontre des agences d'urbanisme, les participants auront le plaisir de se retrouver au Kursaal, le palais des congrès de Dunkerque. C'est face à la Mer du Nord et la plage de Malo-les-bains, récemment mise en avant dans le film oscarisé « Dunkerque » de Christopher Nolan, que les congressistes pourront partager un moment convivial placé sous le signe de « Dunkerque l'innovante » mais aussi de l'esprit festif cher aux Dunkerquois.

JEUDI 8 NOVEMBRE

Gare Saint-Sauveur, 17 boulevard Jean-Baptiste Lebas, Lille

20h

Les congressistes seront accueillis à la Gare Saint-Sauveur, au cœur de Lille, pour une soirée conceptuelle pleine de surprises, de décors audacieux et d'une ambiance conviviale : « Rendez-vous place du design ! » Réhabilitée par la ville de Lille, « Saint So » ouvre en 2009 à l'occasion de Lille 3 000. Aujourd'hui, cet équipement métropolitain, lieu incontournable de la vie culturelle, est au cœur d'un projet de nouveau quartier de 23 hectares recevant habitat, bureaux, commerces et équipements.

Ce lieu offre tout au long de l'année des événements divers : concerts, expositions, fêtes, projections ciné, dans un esprit convivial et familial.



©MEL



PLACES LIMITÉES, INSCRIPTION OBLIGATOIRE

LES | WORKSHOPS

JEUDI | 8 | NOVEMBRE

1

TERRITOIRES ET TRANSITIONS : DES DÉFIS À RELEVER, DES VOIES À CHOISIR

Changement climatique, transition énergétique, révolution numérique, mutations économiques, changements démocratiques, révolution urbaine et métropolisation... Ces multiples transformations peuvent donner le sentiment d'un avenir incertain, sur lequel nous aurions de moins en moins d'emprise. Cependant, la plupart de ces transformations relèvent de l'action humaine. Décideurs publics mais aussi sociétés privées prennent ainsi de plus en plus en compte certaines de ces transitions, essayant d'en anticiper les impacts négatifs, voire d'en tirer bénéfice.

Comment, au-delà des effets de modes et au-delà des visions isolées, appréhender la multiplicité de ces transitions et leurs impacts conjugués ? Comment gérer d'éventuels mouvements contradictoires (entre la transition écologique et la transition numérique, entre la transition écologique et les mutations urbaines...) et identifier les opportunités communes ? Comment prendre en compte la globalité de ces transformations pour imaginer un nouveau modèle de société, de ville et de territoire pertinent ? Un modèle qui permettrait de faire de ces multiples transitions, des opportunités de rebond et de renaissance ; une occasion pour des espaces parfois confrontés à de véritables crises de se réinventer un avenir plutôt que de subir des « chocs ».

AVEC LA PARTICIPATION DE

Isabelle Moulin, secrétaire générale
d'Europar France

Jean-Marc Caron, Mission régionale REV3
Hauts-de-France

Eric Vidalenc, responsable pôle transition
énergétique, Ademe Hauts-de-France

Maryse Willems, centre d'innovation et du
design, Grand-Hornu

LIEUX - VISITES

- Matinée d'atelier à la Halle aux sucres à Dunkerque
- Découverte de Grande-Synthe, engagée dans la démarche « ville en transition »

EN PRATIQUE

- Rdv à 8h30 à la Halle aux sucres à Dunkerque (début du workshop à 9h)
- Déjeuner à partir de 12h au Kursaal à Dunkerque
- Départ en car à 13h30 pour la visite
- À l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille

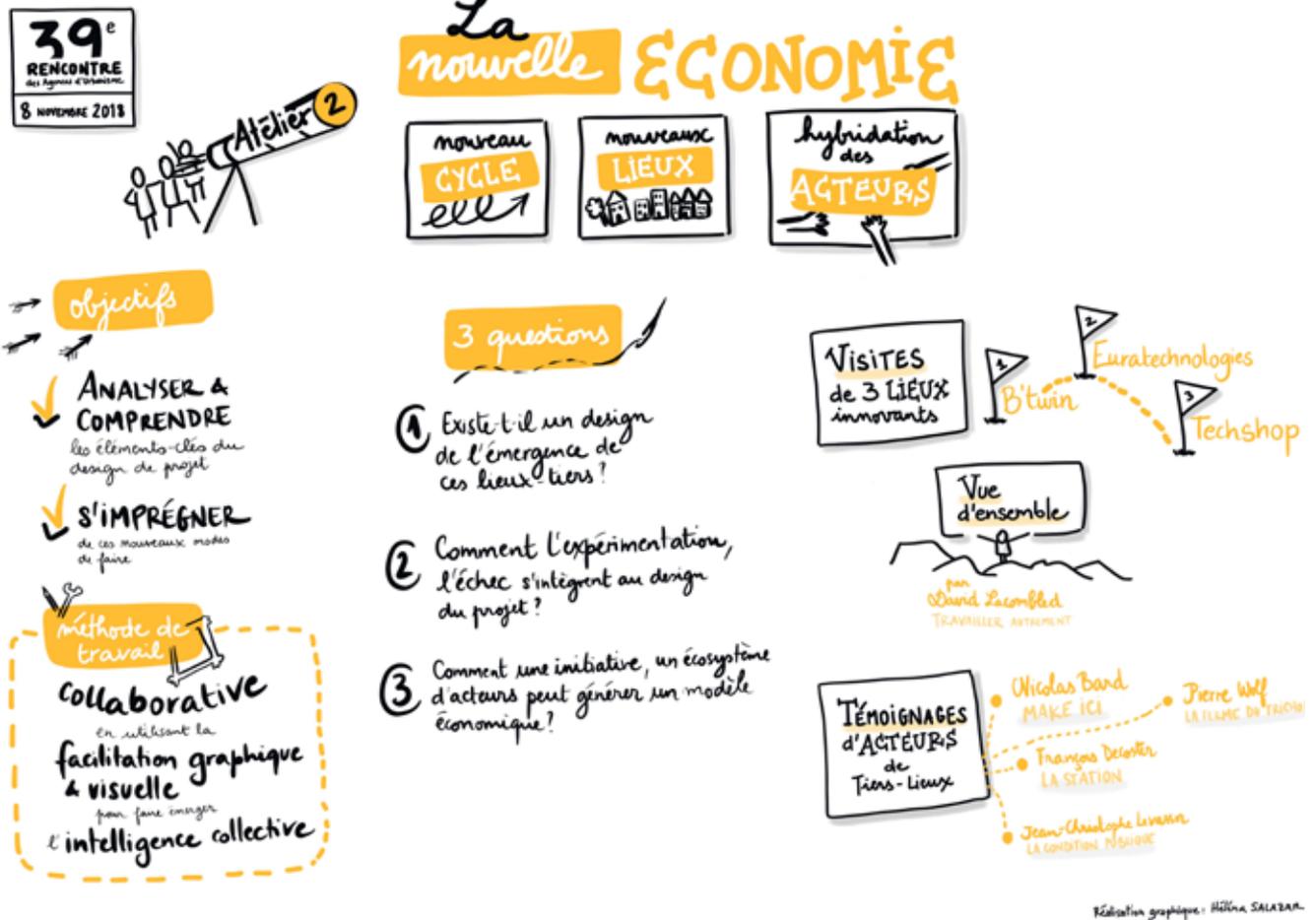
PILOTES DU WORKSHOP

Laurent Renavand, responsable des réseaux et du développement, agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (Agur)

Sandrine Babonneau, environmentaliste urbaniste, chargée d'études en planification stratégique, agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (Agur)

#2

LA NOUVELLE ÉCONOMIE : NOUVEAU CYCLE, NOUVEAUX LIEUX ET HYBRIDATION DES ACTEURS



Présence d'un facilitateur graphique qui permettra à la fois de guider le questionnement et la production d'idées, tout en donnant à voir la synthèse de l'analyse collective.

EN PRATIQUE

- Départ de Lille Grand Palais à 8h30, en car
- Déjeuner au Techshop, Leroy Merlin
- Liberté des moyens pour retourner dans le centre-ville de Lille

PILOTES DU WORKSHOP

Christophe Molin, directeur de l'agence d'urbanisme et développement Pays de Saint-Omer Flandre Intérieure
Didier Decoupigny, directeur de l'agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (AduIm)
Corinne Valiton, chargée d'étude principale, agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (AduIm)

3

DE LA VILLE TERRITOIRE À LA VILLE RÉSEAU : VERS UN MODÈLE URBAIN ALTERNATIF ?

Avec une approche traditionnellement centralisatrice, l'État a façonné l'organisation territoriale à partir d'un modèle unique monocentrique. Avec la découverte de la ressource minière, un nouveau mode de développement se met en place, les houillères s'implantent sur le territoire et transforment son organisation. Le développement du bassin minier selon un modèle fonctionnel crée un système multipolaire, organisé en grappes.

Cette organisation particulière est aujourd'hui encore vécue comme un handicap par un territoire qui n'a cessé de tenter de s'adapter au modèle urbain traditionnel, en se cherchant une centralité unique. Les mutations technologiques, économiques, environnementales et sociétales à l'œuvre bouleversent ce modèle urbain unique et essentiellement monocentrique. Dans ce contexte, cette organisation multipolaire jusque-là majoritairement subie par l'ancien bassin minier ne peut-elle pas se révéler être un atout ?

Dans toutes les sphères de la société, là où les évolutions favorisent la mise en réseau et les interconnexions sur un mode horizontal, l'organisation territoriale, elle, reste majoritairement figée dans un système d'échange « vertical », contraint par ses limites géographiques et administratives. L'adaptation de l'organisation territoriale aux mutations en cours semble inévitable et nécessaire. Se pose alors la question de la possibilité de transposer le principe du réseau au modèle urbain et de passer de la « ville territoire » à la « ville-réseau ». Le bassin minier Nord-Pas-de-Calais n'est-il finalement pas prédisposé à s'adapter de par son organisation multipolaire ? Cette organisation multipolaire peut-elle être un outil de la résilience du territoire ?

AVEC LA PARTICIPATION DE

Jean-Louis Subileau, urbaniste,

Une fabrique de la ville

Norbert Crozier, directeur, mission
Louvre Lens Tourisme

Nicolas Rio, consultant-chercheur,
Partie Prenante

LIEUX - VISITES

- Visite de la cité des électriciens à Bruay-la-Buissière
- Trajet commenté au cœur du bassin minier
- Visite du site du 9-9 bis à Oignies
- Déjeuner et atelier au 9-9 bis à Oignies

EN PRATIQUE

- Départ de Lille Grand Palais à 8h, en car
- Déjeuner à Oignies
- Retour en car dans le centre-ville de Lille

PILOTES DU WORKSHOP

Carole Bogaert, directrice de l'agence d'urbanisme de l'Artois (Aula)

Guy Chautard, chargé d'étude principal, agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (Adulm)

Jean-Michel Hurrier, agence d'urbanisme de l'Artois (Aula)

Marianne Monnehay, agence d'urbanisme de l'Artois (Aula)



#4

RÉVOLUTION COLLABORATIVE ET NOUVELLE ACTION PUBLIQUE

Ce workshop aura pour thème **l'intelligence collective** et sa capacité à réduire les tensions entre nos désirs individuels et un avenir soutenable. Un foisonnement **d'innovations citoyennes** vient aujourd'hui se glisser dans les interstices d'une action publique qui semble prendre du retard sur les enjeux contemporains de transition climatique et de solidarité. Ces collaborations, souples, agiles, parfois éphémères, illustrent un désir d'émancipation, d'autonomie, une capacité à agir en proposant du sur-mesure, en considérant la valeur de l'usage et de l'expérience. Ces initiatives, sortes de laboratoires éphémères interrogent **le rôle de l'action publique**.

Restaurer ce lien sans étouffer ou dissuader cette énergie et cette capacité collective à créer, tel est le défi des politiques publiques aujourd'hui. Pour **inventer des possibles en commun**, accepter, favoriser l'expérimentation et des formes d'apprentissage réciproque semble un préalable nécessaire. Pour fédérer les énergies, **capitaliser les savoir-faire** et mobiliser les compétences, les modes d'intervention de l'action publique doivent se renouveler. Outre une prise de conscience des responsabilités, **la transition socio-écologique** implique une contribution des citoyens et des acteurs territoriaux à une **résilience locale** (Hopkins, 2014).

PILOTE DU WORKSHOP

Lucile Mettetal, institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (IAU ÎdF)

AVEC LA PARTICIPATION DE

Léo, architecte ébéniste, qui viendra partager son expérience de la Zad Notre-Dame-des-Landes

Collectif EN'RUE qui mutualise les savoir-faire et réinvente l'espace public. Il sera représenté par Patrick Lebellec et Pascal Nicolas Le-Strat

Caroline Senez, institut pour le développement de l'expérimentation sociale et territoriale, qui présentera une mission d'accompagnement de la création d'un tiers lieu créatif.

Pierre Roger, Communauté urbaine de Dunkerque (Cud) qui parlera de la création du laboratoire d'innovation au sein de sa collectivité

Emmanuel Bouriau, écologue à l'agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennais (Audiard), qui viendra exposer une démarche implicite en faveur de la biodiversité

Luc Belot, ancien député, qui milite pour que l'habitant soit replacé au cœur de la stratégie publique

LIEUX - VISITES

- Matinée d'atelier au Kursaal à Dunkerque
- La visite de l'après-midi débutera par la découverte du Môle 1 (ancien secteur portuaire) qui accueille désormais la Halle aux sucres, le learning center de la ville durable, les installations artistiques de Fructôse et de futures installations sportives. Elle se poursuivra par le quartier Degroote (Téteghem), secteur inscrit au programme national de renouvellement urbain

EN PRATIQUE

- Rdv à 8h30 au Kursaal à Dunkerque
- Déjeuner à partir de 12h au Kursaal à Dunkerque
- Départ en car à 13h30 pour la visite
- À l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille



©Les Saprophytes, fête des jardins rêvés, l'Union 2013

#5

URBANISME TACTIQUE : EXPÉRIMENTER AVANT D'AMÉNAGER

Aux côtés des projets urbains au long cours, s'immerse un urbanisme du court terme, léger, à faible coût, loin des pratiques conventionnelles des acteurs de la ville. Qualifié de temporaire, tactique, éphémère, transitoire, provisoire ou agile selon la dimension qu'il prend, cet urbanisme se matérialise par des aménagements temporaires, concrets ou symboliques, dont le but est de stimuler et d'amplifier les usages pour provoquer un changement et faire exister un lieu. Plus ou moins institutionnalisées, souvent opportunistes et modestes, parfois mal jugées ou qualifiées d'urbanisme low-cost, les initiatives sont pourtant riches et variées dans leurs formes et leurs finalités et constituent de véritables leviers d'attractivité, d'animation et d'innovation pour nos espaces.

Le temps de l'expérimentation et du prototypage programmatique sont-ils compatibles avec le temps politique ? En recourant à ces procédés, comment dépasser la méfiance et les habitudes professionnelles des acteurs intentionnels ? Ces méthodes, déjà éprouvées sur l'espace public, peuvent-elles trouver des déclinaisons à plus grande échelle et s'articuler avec les pratiques classiques de l'urbanisme ? Par ailleurs, la tendance à l'institutionnalisation de ces pratiques ne risque-t-elle pas d'atténuer la spontanéité des démarches et l'expertise citoyenne ? Enfin, ces modes de faire peuvent-ils toucher d'autres champs de la ville et quelles sont les incidences pour nos agences d'urbanisme ?

PILOTES DU WORKSHOP

Dimitri Boutleux, paysagiste, agence d'urbanisme de Bordeaux métropole Aquitaine (A'urba)

Sophie Haddak-Bayce, architecte-urbaniste, agence d'urbanisme de Bordeaux métropole Aquitaine (A'urba)

Eric Gagnaire, architecte-urbaniste, agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (Adulm)

AVEC LA PARTICIPATION DE

Atelier Georges, atelier d'urbanisme, de paysage et d'architecture

Nathalie Calvo, urbaniste, UrbaLyon

Pierre Chabard, critique et historien de l'architecture, Criticat

Cécile Diguët, urbaniste, IAU-ÎDF

Camille Morand, chargée d'études, Audiar

Marc Pinte, urbaniste, Ville de Gand

Claire Bonnet, architecte, les Saprophytes

Christelle Hinnewinkel, maître de conférences, université de Lille

Christel Kohler, adjointe au maire de Strasbourg

Yves Lepers, développement durable et expertise sociale, Sem Ville Renouvelée

Alexandre Mussche, designer, Vraiment Vraiment

Pierre Wolf, coordonnateur de La ferme urbaine du Trichon

En présence d'étudiants de l'institut d'aménagement et d'urbanisme de Lille

LIEUX - VISITES

- L'atelier se déroulera à la Condition Publique à Roubaix et se poursuivra par les visites de La Condition Publique (Roubaix), du Pavillon Prouvé et du site de l'Union (Tourcoing)

EN PRATIQUE

- Départ de Lille Grand Palais en car à 8h15
- Déjeuner à l'alimentation, restaurant de la Condition publique à Roubaix
- A l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille

#6

IMAGE ET ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE DES TERRITOIRES

Travailler l'image d'un territoire participe autant à renforcer le sentiment de fierté des habitants qu'à son attractivité touristique et résidentielle. Les territoires se doivent donc de travailler leur image. Comment les territoires qui souffrent de clichés la réinventent-ils ? Comment, dans un secteur concurrentiel comme le tourisme, répondre aux nouvelles tendances de consommation ? Comment valoriser la singularité des lieux et des espaces ?

Ce workshop prévoit d'interroger ces processus sur le fond, à partir d'expériences concrètes et récentes en questionnant toujours les méthodologies mises en œuvre.

Il s'agira, par ailleurs, de s'interroger collectivement et de tirer quelques enseignements généraux utiles aux acteurs des agences d'urbanisme dans leurs propres réflexions sur l'évolution de leurs métiers et les attentes de leurs partenaires.



© Michel Guilbert

AVEC LA PARTICIPATION DE

Romain Lajarge, professeur, école nationale supérieure d'architecture de Grenoble

Soline Archambault, directrice du Réseau des Grands Sites de France

Jean-Philippe Gold, directeur de la mission attractivité Hauts-de-France

Henri-Noël Ruiz, directeur de l'agence de Rennes Métropole (Audiar)

Christian Leroy, président, communauté de communes de Lumbres

Pascale Montefiore et **Sophiane Demarcq**, Agur

LIEUX

- L'atelier du matin se déroulera au Kursaal à Dunkerque
- La visite de l'après-midi débutera par la découverte de la digue de Malo-les-bains, lieu de tournage du film de Christopher Nolan « Dunkerque » et se poursuivra par le Fort des Dunes à Leffrinckoucke et les Dunes de Flandre (Opération Grands Sites de France) à la frontière franco-belge

EN PRATIQUE

- Rdv à 8h30 au Kursaal à Dunkerque (début du workshop à 9h)
- Déjeuner à partir de 12h au Kursaal à Dunkerque
- Départ en car à 13h30 pour la visite
- À l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille

PILOTE DU WORKSHOP

Pascale Montefiore, directrice du rayonnement, agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (Agur)

#7

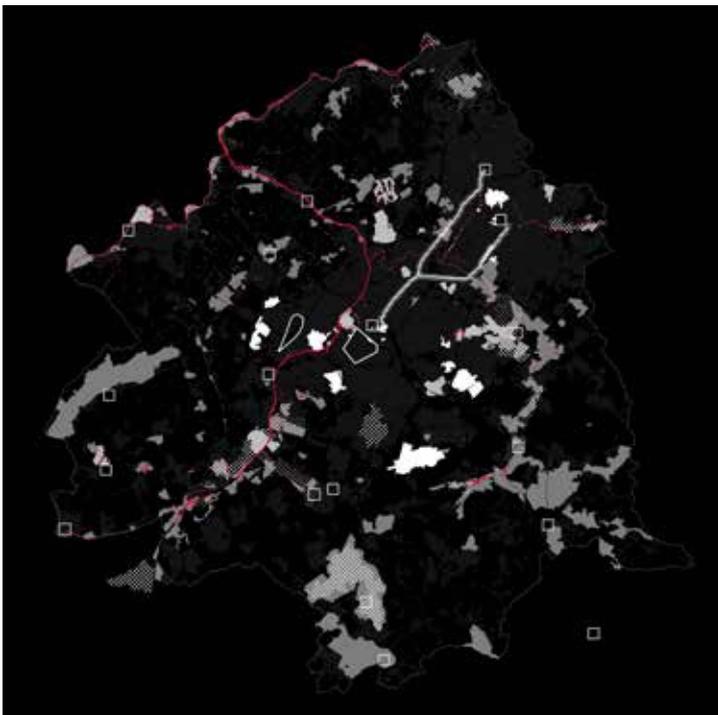
METROPOLITAN DESIGN : (RE) DESSINER L'IMAGE ET LE PROJET À LA GRANDE ÉCHELLE

Tissu urbain dispersé, paysage fragmenté, interactions et flux étendus - les grands territoires d'aujourd'hui sont marqués par une géographie difficile à comprendre et un avenir difficile à imaginer pour ses citoyens, élus et techniciens. Dans l'objectif de faire émerger des projets à la grande échelle, le Metropolitan Design explore et visualise les possibilités d'un grand territoire à partir de ses propres caractéristiques, en s'appuyant sur une dimension créative et un travail à multiples échelles. Il introduit de l'itération dans la construction de scénarios prospectifs. Ses produits proposent différentes représentations et images d'une haute qualité visuelle. On suppose que les produits du Metropolitan Design constituent à la fois un moyen pour changer la perception des grands territoires et pour communiquer et négocier sur leur avenir.

Ce workshop débattira de cette hypothèse à partir de différentes expériences internationales et françaises autour des dimensions de perception ; de conception et d'innovation ; de communication et enfin d'ergonomie.

Enfin, si le Metropolitan Design apparaît comme une méthode complémentaire à la planification territoriale, comment faire évoluer les métiers au sein des agences d'urbanisme pour l'utiliser en vue de rendre la planification territoriale plus accessible aux différents acteurs ?

©Adulm



AVEC LA PARTICIPATION DE

Terry van Dijk, professeur associé en aménagement, université de Groningen, Pays Bas

Fabienne Boudon, co-fondatrice, co-gérante de l'agence Particules Paris, Berlin

Loïc Delhuvette, directeur de l'agence de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai

Bénédicte Grosjean, maître de conférences ENSAP de Lille

Chiara Cavalieri, professeure UCLouvain

Guillaume Vanneste, enseignant-chercheur UCLouvain

Philippe Piéreuse, directeur, Rénovation Urbaine, Bruxelles Urbanisme et Patrimoine

LIEUX - VISITES

- L'atelier se déroulera au Champ libre zone de l'Union
- Visite du grand projet urbain de l'Union à Tourcoing avec Damien Delvart, responsable de projet de l'Union (SEM Ville Renouvelée), de la Ruche d'entreprises, le CETI (Centre européen des textiles innovants), de la Chaufferie (équipement culturel), l'Imaginarium (Pôle Image – Culture – Media) et le Fresnoy (Studio national des arts contemporains)

EN PRATIQUE

- Départ de Lille Grand Palais en car à 8h30
- Déjeuner à Tourcoing
- À l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille

PILOTES DU WORKSHOP

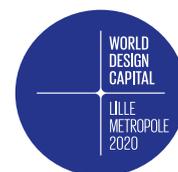
Brigitte Bariol-Mathais, déléguée générale, fédération nationale des agences d'urbanisme (Fnau)

Eric Huybrechts, institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (IAU ÎdF)

Juliane Schulz, chargée d'études, agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (Adulm)



#8



LE DESIGN COMME PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET DE MARKETING TERRITORIAL

A l'heure de la globalisation, les territoires sont de plus en plus en concurrence. Quelle que soit l'échelle, ils tentent de se démarquer et se positionnent, les uns par rapport aux autres, pour attirer et conserver : habitants, visiteurs, cadres, investisseurs, talents et nouveaux agents économiques. Dans un tel contexte, certains territoires élaborent des stratégies d'attractivité et de marketing territorial en s'appuyant sur leurs atouts et spécificités. L'objectif est de construire un projet de territoire porteur de sens, une image de marque et de fierté d'appartenance, capable d'emporter l'adhésion de l'ensemble des acteurs du territoire.

Dans cette perspective et à condition pour les territoires de convenablement s'en saisir, les champs de l'innovation et du design peuvent s'avérer de remarquables vecteurs de développement et de transformation du territoire. Comment mettre l'ensemble d'un territoire en mouvement et fédérer à long terme toutes les forces autour d'un projet de transformation ? Quelles stratégies et quels outils adopter en mettant au cœur de la démarche les acteurs clés du design et de l'innovation, les entreprises, les habitants et usagers ? À quelles échelles et selon quelles temporalités ? Ce workshop, à travers des exemples concrets en France (Saint-Étienne) et en Belgique (Courtrai), pose les jalons d'une réflexion sur la manière dont différentes formes de design peuvent être mobilisées au service de l'attractivité et du développement des territoires.

PILOTES DU WORKSHOP

Frédéric Bossard, directeur de l'agence d'urbanisme de la région stéphanoise (Epures)

Laurane Ponsonnet, co-responsable du pôle territoires et projets, agence d'urbanisme de la région stéphanoise (Epures)

David Aboulkheir, chargé d'études, agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (Adulm)

AVEC LA PARTICIPATION DE

Grégoire Alix-Tabeling, designer, co-fondateur de l'agence Vraiment Vraiment
Caroline Naphegyi, directrice des prog, Lille Métropole Capitale Mondiale du Design 2020

Vincent Gollain, directeur, département Economie, IAU-îdF

Stijn Debaille, coordinateur du programme Designregio Kortrijk

Karel Debaere, directeur de 2001 à 2013 de l'Intercommunale Leiedal

Olivier Peyricot, directeur, pôle recherche de la cité du design de St-Étienne Métropole

Nathalie Arnould, design manager, cité du design de St-Étienne Métropole

LIEUX - VISITES

- Visite urbaine de Courtrai sur les bords de la Lys
- Visite commentée de la métropole lilloise sur le trajet retour
- Visite de la Villa Cavrois de Robert Mallet-Stevens, à Croix, l'une des plus emblématiques réalisations architecturales et de design de la métropole lilloise

EN PRATIQUE

- Départ de Lille Grand Palais à 8h en car
- A l'issue de la visite les participants seront emmenés en car dans le centre-ville de Lille

#9

VILLES MOYENNES - MYTHE OU RÉALITÉ ? NOUVELLES COLLABORATIONS TERRITORIALES ET INNOVATION PARTAGÉE

Dans un contexte de métropolisation fortement accentué ces dernières années, de nombreuses villes moyennes semblent souffrir d'une perte d'influence et de vitalité. Les métropoles sont souvent considérées comme des « locomotives économiques » dont les retombées doivent profiter à leurs territoires avoisinants. Elles sont aussi parfois considérées comme des « ogres » qui épuisent les ressources locales.

L'atelier vise à prendre le contrepied de cette vision « centre-périphérie » en abordant les villes moyennes selon une approche systémique, d'interdépendance entre les territoires. L'idée est de mettre en perspective le rôle/potentiel des villes moyennes, à la fois dans leurs rapports avec les métropoles, les autres villes moyennes mais également les territoires de faible densité. La connaissance de ces liens et interactions, entre polarités au sein des espaces de vie, invite à repenser les cadres d'analyse classiques mais c'est aussi un socle incontournable pour détecter des potentiels d'alliances et de coopérations.

Qu'est-ce qu'une ville moyenne ? Quelles fonctions mais aussi quels droits et devoirs pour ces villes moyennes au sein des systèmes territoriaux ? Et sous quelles conditions peuvent-elles les exercer ?

Dès lors, dans quelle mesure est-il possible de façonner des écosystèmes d'acteurs où la coopération prime sur le *leadership*, où l'interdépendance et l'intelligence des réseaux l'emportent sur des approches hiérarchiques/verticales ? Comment est-il possible de faire évoluer les postures entre les représentants des métropoles, des villes moyennes et des territoires de faible densité ? Est-il possible qu'ils soient sur un pied d'égalité, qu'ils se parlent « à même hauteur d'yeux » (en allemand "auf Augenhöhe reden") en considérant que chacun apporte, selon les moyens dont il dispose, sa pierre à l'édifice ? L'objectif de cet atelier : réfléchir ensemble à ces différentes questions, à travers trois temps conçus de façon à mettre l'accent sur la production, les échanges et les débats !

AVEC LA PARTICIPATION DE

Nadine Cattan, chercheure à l'UMR Géographie-Cités

Magali Talandier, chercheure, laboratoire Pacte, université Grenoble-Alpes

Pascal Courtinot, directeur du projet TIGA (Métropole du Grand Nancy)

Jean Vogel, maire de Saâles

Marc Waltz, chargé de mission intercommunalité à l'Eurométropole de Strasbourg

LIEUX - VISITES

- Matinée d'atelier à la Halle aux sucres à Dunkerque
- La visite de l'après-midi sera centrée sur la découverte de projets innovants (Hub rural de mobilité, innovation énergétique...) dans la Flandre française, secteur stratégique entre l'agglomération dunkerquoise et la métropole lilloise

EN PRATIQUE

- Rdv à 8h30 à la Halle aux sucres à Dunkerque (début du workshop à 9h)
- Déjeuner à partir de 12h au Kursaal à Dunkerque
- Départ en car à 13h30 vers Bergues puis visite de terrain à 15h
- À l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille

PILOTES DU WORKSHOP

Emmanuel Thimonier-Rouzet et Lavinia Blanquet, agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise (UrbaLyon)

David Gegonne, agence de développement des territoires Nancy Sud Lorraine (Scalen)

10

PRENDRE EN COMPTE L'USAGER ET LES USAGES : CLEF D'UNE MEILLEURE QUALITÉ DU CADRE DE VIE

L'attention croissante portée à l'utilisateur dans les politiques d'aménagement traduit la recherche d'une meilleure qualité du cadre de vie ainsi que d'une plus grande exigence démocratique. Pour autant, ce nouveau défi pose de multiples questions auxquelles ce workshop tentera de répondre.

Les modes de vie évoluent de plus en plus vite, et de nouvelles tendances apparaissent dans les manières de vivre, d'habiter, de consommer ou de se déplacer. Comment identifier ces usages et modes de vie émergents ? Les outils traditionnels peinent à rendre compte de ces évolutions. La mise en réseau d'acteurs publics, privés, associatifs ou issus du monde de la recherche semble incontournable pour évoquer et comprendre les usages sur le territoire de nos agglomérations.

Comment ces mutations réinterrogent-elles la notion même de qualité du cadre de vie, en repartant des besoins fondamentaux de l'individu : trouver ce dont il a besoin ; pouvoir entrer en relation avec les autres et bénéficier d'ambiances propices à son équilibre psycho-émotionnel, et ce, à différentes échelles ?

Une fois posées ces questions méthodologiques, reste à inventer les modalités de collaboration avec les habitants et usagers pour construire les composantes d'une ville en phase avec les modes de vie émergents. Généralement inspirés du *design thinking*, de nombreux dispositifs participatifs voient le jour (ateliers collaboratifs, promenades sensibles, installations temporaires...), faisant évoluer les modes de faire la ville et les relations entre élus, habitants et professionnels. Autant de terrains d'exploration qui seront illustrés par des démarches à l'œuvre dans différentes agglomérations.

PILOTES DU WORKSHOP

Isabelle Boulet, directrice d'études, agence d'urbanisme de Toulouse (Aua/T)

Catherine le Calvé, architecte-urbaniste, agence d'urbanisme de Bordeaux (A'urba)

AVEC LA PARTICIPATION DE

Robert Herrmann, président de l'Eurométropole de Strasbourg, président de l'Adeus

Bertrand Serp, vice-président de Toulouse Métropole

Dominique Wiart, directeur, Les Papillons Blancs de Dunkerque

Mathieu Zimmer, directeur de projet, agence deux degrés

Xavier Dairaine, chef de projet Transports, Communauté urbaine de Dunkerque

Jean-François Ochin, directeur Développement et Patrimoine, Notre Logis

Nadia Monkachi, directrice d'études, Adeus

Bruno Le Corre, directeur d'études, Audiar

Soumaya Nader et **Marion Leverd**, diplômées de l'École Supérieure d'Art et de Design de Valenciennes

Témoignage d'habitant en habitat coopératif, **Toit Moi Nous**

LIEUX - VISITES

- Matinée d'atelier au Kursaal à Dunkerque
- La visite de l'après-midi sera centrée sur la découverte et la refonte du réseau de transport en commun (désormais gratuit pour tous les usagers) et l'amélioration du cadre de vie

EN PRATIQUE

- Rdv à 8h30 au Kursaal à Dunkerque (début du workshop à 9h)
- Déjeuner à partir de 12h au Kursaal à Dunkerque
- Départ en car à 13h30 pour la visite
- À l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille



1 1

LA NECESSITÉ PERMANENTE DE SE RÉINVENTER : PARTENARIATS, MÉTHODES, MÉTIERS

Quel est le profil de l'agence d'urbanisme « nouvelle génération » ? Les travaux des agences s'inscrivent dans des projets et des partenariats dont les parties prenantes sont plus nombreuses aujourd'hui qu'hier, et les financements de moins en moins stabilisés. Les agences font également face à un renouvellement de leurs effectifs et ont à réfléchir à l'enrichissement mutuel entre des générations adoptant un regard différent sur leur activité, la créativité, les outils numériques... Enfin, elles ont à faire face à une complexité croissante des problématiques qu'elles traitent, avec un entrelacs d'échelles, de rythmes, de parcours et de possibles qui se démultiplient.

En conséquence, il est nécessaire d'innover dans leurs solutions pour que leurs partenariats, leurs organisations, leurs méthodes soient à la hauteur des ambitions qu'elles portent en tant qu'agences « nouvelle génération ».

Ce workshop s'intéressera en particulier à l'évolution des agences d'urbanismes dans ce contexte mouvant. Innover dans les agences, qu'est-ce que cela signifie ? La question est vaste et complexe car elle touche l'essence même des agences d'urbanisme et leur façon d'envisager leur avenir.

Pour aborder ces questions, seront privilégiées trois entrées :

- les nouvelles voix du design partenarial des agences ;
- la révolution organisationnelle dans certaines agences ou l'entreprise créative au service de l'urbanisme et du développement ;
- les agences d'urbanisme, laboratoires de méthodes innovantes.



AVEC LA PARTICIPATION DE

Nathalie Motsch, adjointe au maire de Biarritz, présidente de l'agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées (Audap)

Daniel Dimicoli, vice-président d'Angers Loire Métropole en charge de l'urbanisme

Lara Tobin, responsable du bureau de l'aménagement opérationnel durable, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)

Patrick Lambert, directeur général des services, Communauté urbaine de Dunkerque

Martin Vanier, enseignant-chercheur, école d'urbanisme de Paris

Franck Bodin, enseignant-chercheur, laboratoire Territoires, villes, environnement et Société, université de Lille

Clémence Caron, animatrice du pôle urbanisme et aménagement, INSET Dunkerque

LIEUX - VISITES

- L'atelier du matin se déroulera au Kursaal, Palais des congrès de Dunkerque
- La visite de l'après-midi sera centrée sur la découverte de la Halle aux sucres, pôle d'excellence sur la Ville durable, et de son écosystème partenarial

EN PRATIQUE

- Rdv à 8h30 au Kursaal à Dunkerque (début du workshop à 9h)
- Déjeuner à partir de 12h au Kursaal à Dunkerque
- Départ en car à 13h30 pour la visite
- À l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille

PILOTES DU WORKSHOP

Franck Mérelle, directeur général de l'agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (Agur)

Jean-François Vereecke, directeur général adjoint de l'agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (Agur)

Sylvain Crespel, chargé d'étude, agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam)

13

DONNÉES DE L'ÉNERGIE ET MÉTHODE DESIGN : LES AGENCES D'URBANISME, NOUVEAUX TIERS DE CONFIANCE

La transition énergétique ne peut plus être un vœu pieux. C'est aujourd'hui une nécessité vitale, une obligation réglementaire... mais aussi une opportunité de renouvellement territorial. Elle opère un processus de modification structurelle des modes de production et de consommation d'énergie vers des trajectoires progressives de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergies fossiles à l'horizon 2030 et 2050.

Dotées d'un champ de compétences étendu avec les dernières évolutions législatives et la volonté de s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique, les collectivités territoriales interviennent désormais directement sur la transition énergétique. Les collectivités sont aussi garantes des politiques sociales, économiques ou de santé publique ; domaines intrinsèquement liés aux enjeux de transition énergétique. Cela suppose donc un partage de la connaissance et de la construction d'une culture commune, pour créer des cadres de référence et d'actions communes.

Aussi, la transition énergétique offre une formidable opportunité pour les agences d'urbanisme pour renouveler leurs modes de faire et leurs partenariats. Avec les énergéticiens et les collectivités, les agences d'urbanisme ont dû trouver un nouveau mode de collaboration. Les agences se sont donc positionnées comme des nouveaux tiers de confiance, et comme interface entre le monde de l'énergie et celui de la planification territoriale.

Autour du fil rouge de la précarité énergétique, ce workshop servira à repenser nos outils et modes de faire dans le diagnostic, la représentation et l'évaluation de nos politiques et projets territoriaux, avec cet enjeu de solidarité sur et entre les territoires, comme valeur partagée.

AVEC LA PARTICIPATION DE

- **Norent Saray-Delabar**, designer
- **Frédéric Mabile**, Communauté urbaine de Dunkerque

LIEUX - VISITES

- L'atelier du matin se déroulera dans la salle codesign de l'INSET, à la Halle aux sucres de Dunkerque
- L'après-midi sera l'occasion de découvrir des démonstrateurs innovants de la transition énergétique en région Flandre-Dunkerque (projet GRHYD sur le « power to gas », présentation d'initiatives sur la précarité énergétique...)

EN PRATIQUE

- Rdv à 8h30 à la Halle aux sucres à Dunkerque (début du workshop à 9h)
- Déjeuner à partir de 12h au Kursaal à Dunkerque
- Départ en car à 13h30 pour la visite
- À l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille

PILOTE DU WORKSHOP

Marianne Malez, chargée de mission, fédération nationale des agences d'urbanisme (Fnau)



14

INNOVATION : ET SI ON EN PARLAIT 10 MINUTES ?

Voir se succéder sur scène des orateurs d'horizons professionnels variés pour présenter une innovation, une tendance, une vision pour demain... C'est le propos de cet atelier librement inspiré des fameuses conférences TEDx® (pour Technology, entertainment, design). Si vous avez envie de prendre un bol d'innovation, de passer du coq à l'âne et d'en ressortir surpris – voire un peu ébouriffé –, cet atelier est fait pour vous !

PROGRAMMATION

« **Panorama et leviers de l'innovation territoriale** »,
Ludovic Valadier, directeur de l'innovation, Banque des Territoires

« **Les transports en commun gratuits, enjeu des prochaines élections municipales** »,
Claire-Marine Javary, chargée de mission, cabinet VIGS

« **Les nouveaux outils de la démocratie participative** »,
Pierre-Mathieu Dégruel, architecte DPLG, agence Espace compris

« **Hydrogène : énergie d'avenir ou chimère ?** »,
Rémy Vergriete, directeur du développement territorial, EDF

« **Vidéo mapping et interaction collective : des utilisations inédites pour nos villes** »,
Ludovic Burczykowski, chercheur en esthétique, sciences et technologie des arts, laboratoire DeVisu

« **Quels fronts de mer aménager demain face au risque de submersion marine ?** »,
Benjamin Dassonville, chef de projet Espaces publics, Communauté urbaine de Dunkerque

« **Vers un urbanisme collaboratif** »,
Pascale Simard, directrice de l'innovation, UrbaLyon

« **La 3D pour attirer les belles enseignes** »,
Benjamin Brillaud, chargé du développement commercial, Scalen

« **L'urbanisme transitoire, vecteur d'innovation urbaine** »,
Emilie Moreau, pilote des études sociales, sociétales, innovation, Apur

« **Miser sur le cinéma pour booster son économie et son attractivité, l'exemple de Dunkerque** »,
Muriel Frémont, responsable de la cellule cinéma à la ville de Dunkerque

« **Bright mirror : écrire collectivement le scénario d'un futur optimiste** »,
Hermeline Sangouard, architecte (Atelier Faye en collaboration avec l'agence Bluenove)

LIEUX -VISITES

- Le workshop se déroulera à la Halle au sucres
- Si vous optez pour ce workshop, vous pourrez participer l'après-midi à une des visites de terrain (13h30/16h30) proposées dans le cadre des autres workshops dunkerquois :
 - #1 : territoires et transitions
 - #4 : révolution collaborative
 - #6 : image et attractivité touristique
 - #9 : nouvelles collaborations territoriales et innovation partagée
 - #10 : prendre en compte l'utilisateur et les usages
 - #11 : la nécessité de se réinventer
 - #13 : données de l'énergie

EN PRATIQUE

- Rdv à 8h30 à la Halle aux sucres à Dunkerque (début du workshop à 9h)
- Déjeuner à partir de 12h au Kursaal à Dunkerque
- Départ en car à 13h30 pour la visite
- À l'issue de la visite les participants seront déposés en car dans le centre-ville de Lille

PILOTE DU WORKSHOP

Vanessa Delevoye, journaliste, agence d'urbanisme et de développement Flandre-Dunkerque (Agur)

EN PRATIQUE

ACCUEIL

L'accueil général de la rencontre est situé dans le hall de Lille Grand Palais.

Horaires d'ouverture

Mercredi 7 novembre 2018 : de 13h00 à 17h30

Vendredi 9 novembre 2018 : de 8h30 à 13h

INSCRIPTION / BADGE

L'accès aux plénières, workshops, soirées et service de car sont sur inscription. Votre badge, personnel et nominatif, est votre sésame pour tous les moments de la rencontre. Au dos y figure un récapitulatif de votre inscription.

PHOTOS ET VIDÉOS

Des photos et des vidéos sont susceptibles d'être prises lors de la rencontre. La participation vaut acceptation de l'utilisation de votre image dans le cadre de comptes rendus de ces journées, de la promotion des futures éditions et pour tout autre support de communication lié au rencontre, par la Fnau ou les agences d'urbanisme.

TAXI

À Lille : Taxi Union 03.20.06.06.06

À Dunkerque : Cotaxi 03.28.66.73.00

PARKING

- Kursaal : P+R (arrêt « Malo-Plage » du réseau de bus de l'agglomération) gratuit à côté du Kursaal

- Halle aux sucres : P+R (arrêt « Halle aux sucres » du réseau de bus de l'agglomération) gratuit à côté de la Halle aux sucres

- Lille Grand Palais : parking payant de 1 200 places

NAVETTES

Un service de navettes-cars est organisé pour les participants tout au long de la rencontre (excepté entre Lille et Dunkerque le jeudi 8 novembre matin, les participants étant invités à loger le 7 novembre au soir dans la ville où se déroulera leur atelier du lendemain).

Navettes prévues, sous réserve d'inscription préalable.

Mercredi 7 novembre

- À partir de 17h : de Lille Grand Palais au Kursaal de Dunkerque

- À partir de 22h45, puis toutes les 10 minutes. Dernier départ 23h45 : du Kursaal de Dunkerque vers le centre-ville de Lille (2 arrêts : Lille Grand Palais, Place Rihour) et vers les hôtels du dunkerquois

Jeudi 8 novembre

Pour les workshops dunkerquois : transfert prévu des hôtels vers les lieux des workshops

Pour les workshops au départ de Lille : départ prévu devant Lille Grand Palais vers les lieux de workshops.

Retour pour tous les cars vers le centre-ville de Lille après la journée de workshops.

PLÉNIÈRES

Les deux séquences plénières se déroulent à Lille Grand Palais 1, boulevard des Cités-Unies, Lille

Lille Grand Palais est accessible :

En métro : Ligne 2 stations |Gare Lille Europe | |Mairie de Lille| ou |Lille Grand Palais|

En voiture : venant de Dunkerque, Bailleul, Calais ou Boulogne (A25), suivre la direction centre-ville, prendre la sortie n°1 à Lille (attention la sortie se fait vers la gauche). Ensuite voie 2A, puis la direction Lille Grand Palais.

Venant de Paris (A1), Bruxelles (A27) ou Valenciennes (A23), suivre la direction centre-ville, sortie 2. Prendre voie 2A vers Lille Grand Palais.

SOIRÉES DE GALA

Mercredi 7 novembre

Kursaal de Dunkerque, place du Casino à Dunkerque

Jeudi 8 novembre

Gare Lille Saint-Sauveur,
17 boulevard Jean-Baptiste à Lille

En métro : Ligne 2 stations |Mairie de Lille| ou |Lille Grand Palais|

WORKSHOPS

À Dunkerque

#1, #9, #13, #14 : Halle aux sucres, 9003 route du quai Freycinet 3, Môle 1, Dunkerque

#4, #6, #10, #11 : Kursaal, place du Casino, Dunkerque

Dans la métropole lilloise

#2 Techshop : 30 rue Henri Régnault à Lille

#3 9/9 bis, chemin du tordoir à Oignies

#5 La Condition publique, 14 place du Général Faidherbe à Roubaix

#7 Champ libre, 65 rue de l'Union à Tourcoing

#8 Musée Texture, Noordstraat 28 à Courtrai (Belgique)

#12 Musée des Beaux-Arts de Lille,

18bis rue de Valmy à Lille



39^e
RENCONTRE
DES AGENCES D'URBANISME
7,8&9 NOVEMBRE 2018

LILLE | DUNKERQUE

Inscriptions sur le site de la rencontre :
<http://39rencontre.agencesdurbanisme.org/>



Traits d'agences

L'actualité des agences d'urbanisme

Supplément au n° 98 de **traits urbains**, le magazine de l'immobilier et de la ville (ne peut être vendu séparément).

DE
l'audace
POUR NOS
TERRITOIRES

#DESIGN

#INNOVATION



33

AUTOMNE 2018

Traits d'agences

AUTOMNE 2018

BRÈVES D'AGENCES
PUBLICATIONS

3
5

DOSSIER

#DESIGN #INNOVATION.

DE L'AUDACE POUR NOS TERRITOIRES

6

- ▶ Le design aujourd'hui : vers le bien commun 8
- ▶ Design des politiques publiques 10
- ▶ Lorient : un Observatoire local de la transition 12
- ▶ Dunkerque : les transitions à l'œuvre : des contextes territoriaux bouleversés, des opportunités de rebond 12
- ▶ Saint-Omer : les tiers-lieux, un écosystème pour se rencontrer et collaborer 13
- ▶ Béthune-Artois : de la ville territoire à la ville réseau : vers un modèle urbain alternatif ? 14
- ▶ Angers : European, concours d'idées d'architecture et d'urbanisme 15
- ▶ Bayonne-Pau : intégrer la gestion des déchets du BTP dans l'aménagement et la conception des villes 16
- ▶ Dunkerque : l'image d'un territoire, ça se travaille ! 17
- ▶ Belfort : changer le regard et susciter une démarche collective de projet 19
- ▶ Bayonne-Pau : la révolution de la parole citoyenn 20
- ▶ Metz : projet métropolitain : innover par la méthode 21
- ▶ Lille : le design comme projet de développement et de marketing territorial 22
- ▶ Montbéliard : intégrer l'expertise d'usage dans le programme de renouvellement urbain 23
- ▶ Bayonne-Pau : les données mobiles révèlent les rythmes estivaux du territoire 24
- ▶ Marseille : quelle transition numérique pour l'agence d'urbanisme : l'expérience de l'Agam 25

PORTRAITS

- ▶ Hauts-de-France : 8 directeur.ices d'agences d'urbanisme en réseau 26

Sous la bannière de l'innovation et du design

La créativité, l'innovation naît toujours de la confrontation, de l'intégration et du dépassement d'exigences nouvelles : techniques, économiques, environnementales, sociales, morales, sociétales... Innover, c'est créer des solutions pour répondre à des antagonismes a priori inconciliables. L'innovation

offre souvent, si ce n'est toujours, une dimension dérangement, elle nous oblige à sortir de nos habitudes et de nos « zones de confort ».

Ce dépassement des contradictions devient crucial pour « adresser » les grands changements sociétaux, économiques, environnementaux et géo-politiques : réchauffement climatique, mutations économiques, inclusion, mais aussi pour changer le quotidien.

Sous la bannière des deux mots : **innovation et design**, la 39^e rencontre des agences d'urbanisme questionne les ressorts de l'innovation - et notamment de l'innovation territoriale - et la manière dont celle-ci peut nourrir un terreau de l'épanouissement local et de l'attractivité, et créer ainsi un moteur de la résilience ou du rebond. La 39^e rencontre interroge les facettes du design et comment aujourd'hui les expérimentations, processus, outils et controverses de cette discipline interpellent, percolent, diffusent dans les méthodes de conduite des projets territoriaux et viennent ressourcer les politiques publiques.

Comment les élus et les acteurs des territoires peuvent-ils faire preuve d'audace dans l'expérimentation et le pilotage de l'innovation et quelle contribution peuvent apporter les agences d'urbanisme au changement des modes de faire ? Je vous invite à nous rejoindre autour de Marc-Philippe Daubresse et Patrice Vergriete à Lille et Dunkerque pour en débattre en novembre.

Jean Rottner, président de la FNAU, président de la Région Grand Est

TRAITS D'AGENCES actualité des agences d'urbanisme, supplément au numéro 97 de Traits urbains, le magazine de l'immobilier et de la ville (ne peut être vendu séparément) - Editeur : Innovapresse - 5 rue Saulnier - 75009 Paris - Tél. : 0148248120 - www.innovapresse.com - RCS Paris B 329255566 - ISSN : 1776-9604 - Commission paritaire : 0319 T 87608 - Directeur de la publication : Gaël Chervet - Traits d'agences est réalisé en partenariat avec la Fédération nationale des agences d'urbanisme : 22 rue Joubert, 75009 Paris - Tél. 33 (0)1 45 49 32 50 - www.fnau.org - Comité éditorial : Brigitte Bariol-Mathais, Karine Hurel, Marianne Malez (FNAU), Marie-Christine Vatov (Innovapresse).

Ont participé à ce numéro : David Aboukheir (ADULM), Fouad Awada (IAU-IDF), Charles Bergounioux (ADU Montbéliard), Aurélien Biscuit (AGAPE), Carole Bogaert (AULA), Zoé Chaloin (FNAU), Sébastien Chambe (IAU-IDF), Sylvain Crespel (AGAM), Didier Decoupligny (ADULM), Olivier Delbecq (BDCCO), Alain Franck (AUDAP), Antonia Garcia-Lancesseur (AUDAP), Marie-Hélène Gauthier (ADURSO), Sébastien Grandjean (AUDAP), Jérôme Grange (ADUGA), Cathy Kuhn (ADU Montbéliard), Jacques Leroux (AUDAP), Isabelle Leulier-Ledoux (AURA), Franck Mérelle (AGUR), Jean-Marc Mesquida (AUAT), Christophe Molin (ADURSO), Marianne Monnehay (AULA), Pascale Montefiore (AGUR), Laura Pandelle (27E RÉGION), Pascale Poupinot (OLV), Romain Prioux (ADU - Montbéliard), Anne Quenot (AUTB), Laurent Renavand (AGUR), Marie-Véronique Sonnati (FNAU), Fabien Soria (AGURAM), Marc Trinqué (AUDAP), Stéphane Vial (Université de Nîmes), Bruno Vidalie (AUTB), Rémy Wérion (ADUS). - Conception graphique : Laëtitia Loas-Orsel - Directeur artistique : Maxime Buot - Maquette : Maxime Buot - Selin Evsen - Abonnement annuel à Traits urbains : 129 € TTC (8 numéros) - 25 € le numéro - TVA : 2,1% - Renseignements et abonnements : abonnement@innovapresse.com - Imprimeur : Chirat - Dépôt légal : à parution. En couverture : © Adulm

AMIENS**Commerces et territoires : vers un contrat de confiance ?**

En partenariat avec la Fédération nationale des SCoT et avec le pays du Grand Amiénois, l'ADUGA a été au cœur de l'organisation de la 13^e rencontre nationale des SCoT, à Amiens, les 14 et 15 juin derniers. S'appuyant sur les conclusions d'une étude réalisée par Acadie et par l'Institut pour la Ville et le Commerce, cette rencontre avait pour titre « SCoT & commerce, quel contrat de confiance ? ».

Interrogés sur le futur, le désarroi des représentants des acteurs de la distribution, à l'instar de ceux de la promotion immobilière ou des foncières patrimoniales était patent face aux multiples mutations en cours. Ils ont reconnu combien les fondamentaux qui guidaient leurs actions depuis 50 ans étaient remis en question, et combien la création de surfaces supplémentaires correspondait à une fuite en avant face à un modèle économique bouleversé.

Des propositions ont émergé durant ces journées ; notamment la nécessité d'une concertation afin de partager une vision de long terme lors de l'élaboration

de documents de planification, mais aussi d'une association continue des acteurs du commerce durant la mise en œuvre des SCoT. La capacité à faire évoluer un SCoT selon un mode plus agile a été interrogée. Sur le contenu même des documents, l'affirmation des polarités et l'intégration, dans les réflexions, de la transformation des flux dans la ville, sont apparues indispensables.

Ces rencontres ont été couronnées par la signature d'une charte de confiance entre la FN SCoT et six fédérations du commerce et de la distribution. ■ www.rns2018.fr

SAINT-OMER**Évaluer et faire évoluer la stratégie de coopération entre Pays de St-Omer, Flandre Intérieure et Flandre Occidentale**

Le 7 juin, l'Agence d'urbanisme et de développement Pays de St-Omer-Flandre Intérieure (AUD) a organisé le 1^{er} séminaire d'évaluation de la stratégie de coopération transfrontalière du territoire. Cette stratégie proposée en 2015 par le Pays de St-Omer pour intensifier la coopération avec les voisins de la Flandre Intérieure (FR) et de la Flandre Occidentale (BE) mise sur :

- le lancement d'actions qui permettent d'obtenir rapidement des résultats tangibles comme par exemple la création d'un club d'entrepreneurs transfrontaliers, la mise en service d'un bus de l'emploi transfrontalier, la mutualisation d'événements touristiques et culturels ou encore l'organisation d'une course cycliste annuelle Ypres - St-Omer ;
- la création de partenariats durables pour préparer des projets de coopération structurants.

Le séminaire a permis de dresser un premier bilan de la coopération et d'identifier les perspectives pour les années à venir. Plus de 100 participants ont fait

des propositions concrètes en ateliers « world café », telles que la création d'un réseau cyclable transfrontalier, la création de packages touristiques, la gestion transfrontalière de l'eau, des initiatives pour l'apprentissage du néerlandais. Elles seront dans les prochains mois intégrées dans un plan d'action pluriannuel partagé. ■

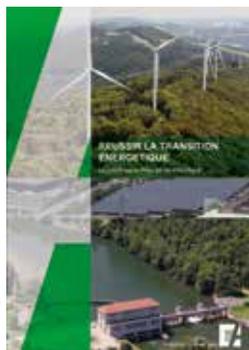
www.aud-stomer.fr/shared/ressources/fichiers/87str98v_dossier_strategie_de_cooperation_transfrontaliere_light.pdf



© AUD St-Omer

MONTBÉLIARD

Eclairages sur les défis de la transition énergétique



Parallèlement à l'engagement d'un nouveau Plan Climat Air Energie Territorial par l'agglomération du Pays de Montbéliard, l'agence d'urbanisme de Montbéliard s'est emparée de l'énergie comme nouveau thème d'expertise.

A cet effet, elle a co-organisé avec l'agglomération, dans le cadre de la semaine européenne du développement durable, les Journées de la transition énergétique du 30 mai au 4 juin derniers, avec une conférence accueillant le maire de la commune alsacienne d'Ungersheim engagée dans le réseau des villages en transition, puis une journée d'ateliers au cours de laquelle l'agence d'urbanisme d'Avignon était notamment invitée à faire part de son expertise, et enfin une visite de la commune d'Ungersheim.

Dans le même temps, l'ADU a diffusé une première publication consacrée à la transition énergétique, étudiée au prisme des grands enjeux internationaux, des sources de financement potentielles pour les collectivités ou encore des gisements de production d'EnR sur l'agglomération. Cette étude est

renforcée par des regards d'experts locaux ou régionaux (Ademe, GRDF, PSA, Neolia), par des témoignages d'élus et par des analyses de l'ADU sur la précarité et la vulnérabilité énergétique des ménages.

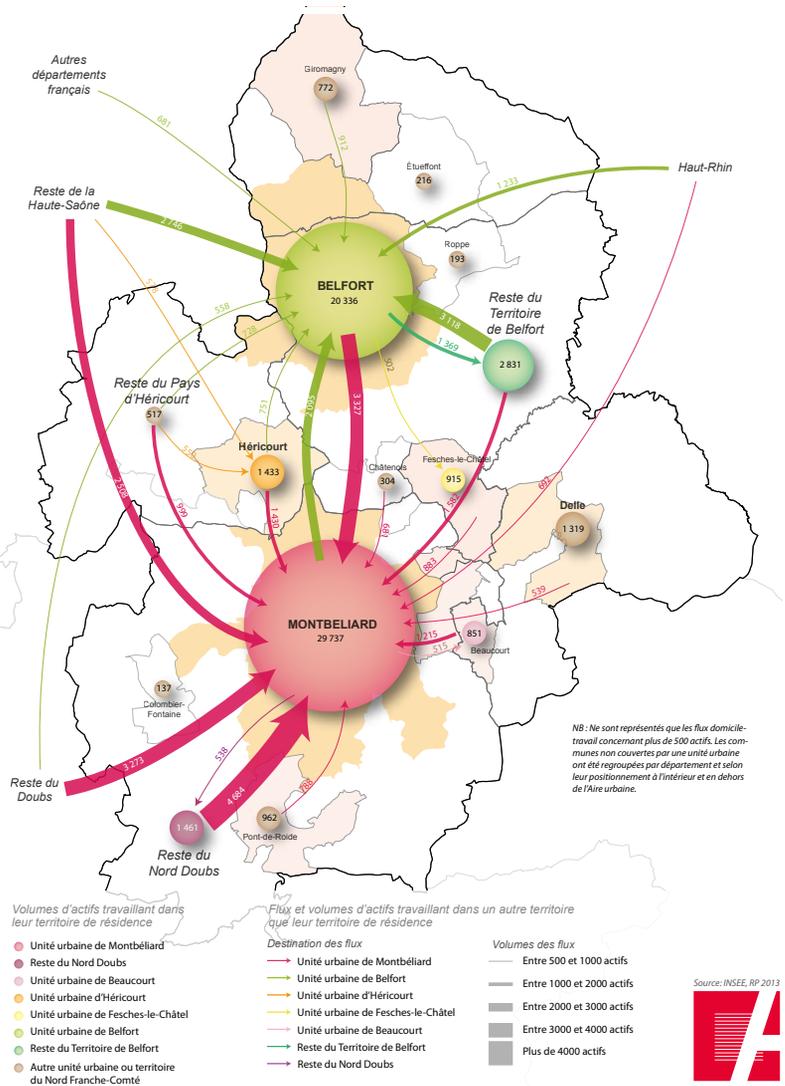
Avec les adhésions récentes de GRDF et d'Enedis à l'Agence, ces contributions marquent l'engagement d'un travail permanent de l'ADU pour constituer un centre de ressources et d'analyses sur cette thématique, tant elle est devenue une problématique centrale du développement et de l'aménagement des territoires. ■

BELFORT-MONTBÉLIARD

Le Nord Franche-Comté, l'audace d'une intelligence métropolitaine

Au 1^{er} semestre 2018, le comité du pôle métropolitain Nord Franche-Comté a débattu de sa stratégie articulée autour de cinq axes complémentaires d'orientations relatifs à l'économie et l'innovation, aux mobilités, aux ressources naturelles, à la qualité de vie et aux fonctions métropolitaines. Les deux agences d'urbanisme du Territoire de Belfort et du Pays de Montbéliard contribuent à cette formalisation. Dans un premier temps, elles ont partagé, lors d'un séminaire d'élus organisé en janvier, quelques repères fondamentaux et un questionnaire autour des enjeux actuels de développement et d'aménagement du territoire. Suite à ce premier rendez-vous, les orientations stratégiques ont pu être précisées pour bâtir une stratégie métropolitaine visant à asseoir la légitimité du pôle, faire reconnaître son identité et assurer sa lisibilité externe. Le comité métropolitain a rappelé sa forte détermination à porter une stratégie de développement ambitieuse, et exprimé ainsi ses attentes pour finaliser le document à partager avec les partenaires du pôle. Cette stratégie doit donner un cadre structurant aux interventions du pôle métropolitain et aux perspectives de contractualisation territoriale ; elle servira également d'assise à sa contribution aux travaux du Sradet (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires). Dans ces perspectives, les agences d'urbanisme resteront actives auprès des élus du pôle pour accompagner les approfondissements nécessaires sur certaines thématiques et élaborer un portrait du Nord Franche-Comté. ■

Origines et destinations des personnes travaillant dans le Nord Franche-Comté en 2013



ACTES DE LA 38^E RENCONTRE

FNAU



La 38^e Rencontre nationale des agences d'urbanisme s'est tenue les 8, 9 et 10 novembre 2017 à Strasbourg, sous l'intitulé « Construire l'Europe des lieux et des liens ». Son

organisation dans un territoire défini par les enjeux transfrontaliers et européens était une invitation au partage de bonnes pratiques entre les territoires. À un moment où l'Europe connaît un certain désenchantement, c'est une manière de ré-interroger les nouvelles frontières de l'action territoriale et de leur dépassement et, à cette aune, le rôle des agences d'urbanisme qui nourrissent les réflexions des acteurs locaux et régionaux. Cette publication constitue ainsi une contribution au débat sur le devenir territorial de la France que les acteurs territoriaux devraient lire au moment où l'après-2020 européen se décide. ■

→ www.fnau.org

DYNAMIQUES TERRITORIALES : QUELLE(S) DIVERGENCE(S) ?

FNAU



En France, les notions de fractures territoriales sont au cœur du débat économique et sociétal. Mais le discours sur le développement des territoires est de plus en plus marqué par un schéma-

tisme et un fatalisme : il y aurait une « France des métropoles » dynamique et adaptée à la mondialisation et une « France périphérique » condamnée au déclin. Dans les médias, la géographie française fait même l'objet d'une ultra simplification en étant désormais réduite à deux types d'espaces : les métropoles d'un côté – assimilées au fait urbain – et les « territoires » – entendus au sens de l'espace rural – de l'autre. Ce discours caricatural et décalé par rapport à la complexité et à la diversité du développement des territoires ne facilite pas l'action publique. Il contribue à « enfermer » les territoires dans des catégories étanches qui figent et réduisent les politiques de développement. C'est pourquoi le Club EcoFNAU a souhaité se pencher sur la question des trajectoires de développement et sur la réalité des divergences à l'œuvre. ■

→ www.fnau.org

L'ŒIL DANS LES COULISSES DE LA VILLE

Toulouse



S'intéresser aux coulisses de la scène urbaine amène d'abord à la dimension fonctionnelle de la ville. Ainsi, le numéro 3 de Belveder s'intéresse aux services urbains, tels

son approvisionnement en divers objets de consommation, et à d'autres services, non moins essentiels, plus confidentiels : les cimetières, les services funéraires, ou la gestion des déchets. Mais le parti pris est aussi de faire place à d'autres facettes qui structurent la ville mais que l'on ne voit pas ou plus - tel le processus de rénovation d'un quartier, l'évolution des usages sur une portion de ville... - et de faire découvrir quelques aspects inattendus tels que des initiatives habitantes, l'arrivée sur le devant de la scène de réalités longtemps décrites comme l'art urbain, ou négligées comme la ville la nuit ou certaines zones d'abandon urbain... ■

→ www.revue-belveder.org

CULTIVER SA VILLE ET SON PÉRIURBAIN

Pau-Bayonne



Ce premier numéro d'In Situ, la lettre de l'AUDAP, explore l'agriculture urbaine. Agriculture et urbanisme sont de prime abord deux termes qui s'opposent... Pourtant la plani-

fication urbaine, les SCoT et les PLUi, cherchent aujourd'hui à réconcilier l'urbain et l'agricole, à mieux inscrire l'agriculture dans la ville et au sein des espaces péri-urbains. Pour ce faire, certains vont jusqu'à revisiter l'organisation et la hiérarchie des éléments qui structurent la ville. ■

→ www.audap.org/userfiles/downloads/etudes/insitu_0_agri_urbaine.pdf

LE TRANSFONTALIER DANS TOUS SES ÉTATS ?

Lorraine Nord



La Grande Région compte plus de 210 000 frontaliers, parmi lesquels près de 9 sur 10 se rendent, depuis la France, la Belgique ou l'Allemagne, vers le Luxembourg, ce der-

nier s'affirmant année après année comme le principal pôle d'attraction de ces frontaliers. Pour autant, nous n'en sommes certainement qu'aux balbutiements d'un phénomène que nous ne parvenons déjà pas à maîtriser ni à organiser. C'est du moins ce que cet InfObservatoire tend à démontrer, au travers d'une analyse croisée des mutations démographiques à l'œuvre, des projections de flux et des perspectives de développement économique. ■

→ www.agape-lorraine-nord.eu/rubrique/Ressources/publications

LA LOGISTIQUE, FONCTION VITALE

IAU Île-de-France



Cette nouvelle édition des Carnets pratiques traite d'une activité qui se développe et se réinvente. Elle constitue un véritable enjeu en matière de services aux populations, aux entreprises et donc aux territoires.

Ce Carnet présente les différentes formes de l'activité logistique et en dresse un bref état des lieux sur le territoire francilien. Des fiches d'exemples de bonnes pratiques permettent de montrer de quelles manières l'activité logistique peut être prise en compte dans les réflexions et les décisions des acteurs de l'aménagement et de la *supply chain*, afin d'accompagner l'écriture des lieux logistiques de demain. ■

→ www.iau-idf.fr/rubrique/Savoir-Faire

#DESIGN #INNOVATION. DE L'AUDACE POUR NOS TERRITOIRES

La 39^e Rencontre des agences d'urbanisme se tiendra dans la région Hauts-de-France, à Lille et Dunkerque, les 7, 8 et 9 novembre 2018. Certains ateliers se dérouleront également dans le bassin minier ainsi qu'en Belgique. Accueillie par l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (ADULM), présidée par Marc-Philippe Daubresse, sénateur du Nord, et l'agence d'urbanisme et de développement Flandre-Dunkerque (AGUR), présidée par Bernard Weisbecker, maire de Leffrinckoucke, la Rencontre sera l'occasion de trois journées d'échange et de co-construction sur les liens et les apports réciproques entre les domaines du design, de l'innovation et les enjeux territoriaux.

Notre société évolue et connaît de profonds bouleversements : changement climatique, mutations économiques, tensions sociales, révolution numérique, attentes citoyennes, évolutions démocratiques... Les institutions et les acteurs territoriaux doivent intégrer les conséquences de multiples phénomènes qui se conjuguent mais également s'entrechoquent selon différentes échelles spatiales et temporelles.

Pour cela, les territoires et l'ensemble des acteurs doivent se réinventer pour se (re)donner un avenir, coopérer afin d'inclure la multiplicité des acteurs et atteindre des objectifs toujours plus complexes. Aucun territoire ne peut aujourd'hui faire l'économie de réinterroger ses modèles de développement, ses politiques et ses projets. Mais comment se réinventer, dans nos philosophies comme dans nos modalités d'actions, pour affronter les multiples changements à l'œuvre et en faire les opportunités d'un nouveau territorial ?

1. En s'engageant dans un processus de conception des politiques publiques et de projets urbains et territoriaux qui emprunte au **DESIGN** afin de redonner la priorité aux usages et aux usagers, et en laissant une place importante à la créativité, à l'expérimentation mais aussi à l'erreur.
2. En **INNOVANT**, pas uniquement pour se démarquer dans un monde en compétition mais aussi - et surtout - pour imaginer de nouvelles solutions qui répondront aux spécificités locales.
3. En faisant preuve d'**AUDACE** pour dépasser les modèles en vigueur et oser prendre des risques pour engager la collectivité vers de nouvelles voies.

Par ces journées, nous souhaitons réaffirmer le rôle des agences d'urbanisme auprès des territoires et des collectivités dans un moment de profonde transformation mais également réinterroger nos modes de faire et ouvrir nos champs d'investigation.

Par **Didier Decoupigny**, directeur de l'agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (ADULM) et **Franck Mérelle**, directeur de l'agence d'urbanisme et de développement Flandre-Dunkerque (AGUR)



14 WORKSHOPS POUR INTERROGER LES LIENS ET APPORTS RÉCIPROQUES ENTRE LES DOMAINES DU DESIGN, DE L'INNOVATION ET LES ENJEUX TERRITORIAUX

RÉSILIENCE

- 1/ Territoires et transitions : des défis à relever, des voies à choisir // DUNKERQUE
- 2/ La nouvelle économie : nouveau cycle, nouveaux lieux et hybridation des acteurs // LILLE
- 3/ De la ville territoire à la ville réseau : vers un modèle urbain alternatif ? // ARTOIS, départ de LILLE

PROVOQUER LE CHANGEMENT

- 4/ Révolution collaborative et nouvelle action publique // DUNKERQUE
- 5/ Urbanisme tactique : expérimenter avant d'aménager // LILLE
- 6/ Image et attractivité touristique des territoires // DUNKERQUE

FAÇONNER LE TERRITOIRE

- 7/ Metropolitan design : (re)dessiner l'image et le projet à la grande échelle // LILLE
- 8/ Le design comme projet de développement et de marketing territorial // COURTRAI, départ de LILLE
- 9/ Nouvelles collaborations territoriales et innovation partagée : dynamiques métropolitaines, des villes moyennes et des territoires ruraux // DUNKERQUE

NOUVELLE DONNE, NOUVELLES APPROCHES

- 10/ Prendre en compte l'usager et les usages : clef d'une meilleure qualité du cadre de vie // DUNKERQUE
- 11/ La nécessité permanente de se réinventer : partenariats, méthodes, métiers // DUNKERQUE
- 12/ Data design : ré-inventer la connaissance et la conception de la ville // LILLE
- 13/ Données de l'énergie et méthode design : les agences d'urbanisme, nouveau tiers de confiance // DUNKERQUE
- 14/ Innovation : et si on en parlait 10 minutes ? // DUNKERQUE



PROPOS INTRODUCTIFS

Le design aujourd'hui : vers le bien commun

[Par **Stéphane Vial**, philosophe et chercheur en design, maître de conférences à l'Université de Nîmes]

Le design est apparu au XX^e siècle, sous la forme du design industriel. La notion de design est néanmoins plus ancienne. Historiquement, le sens premier du terme design est celui de « projet ». Le projet a été inventé à Florence, vers 1420, par l'architecte Brunelleschi, pour distinguer le temps de la maquette en atelier (conception) et le temps de la construction sur le chantier (réalisation). C'est ce que la langue italienne distingue par les termes de *progettazione* (la pensée du projet) et *progetto* (le projet qui se réalise), et que la langue française recouvre à sa manière avec ceux de dessein (intention, but, visée) et dessin (image, figure, croquis). « Ces deux sens voisins de dessein intériorisé et de dessin extériorisé se retrouvent confondus dans l'italien *disegno* comme dans l'anglais *design* », précise Jean-Pierre Boutinet¹. Autrement dit, design est originellement le terme qui unit les deux dimensions fondamentales de tout projet et, à ce titre, il désigne une méthode de conception. Du latin *de-signare* (« marquer d'un signe ») que l'on retrouve dans l'italien *di-segno* ou l'anglais *de-sign*, le design est donc à entendre, en tant que projet, comme une méthode de conception par les signes (i. e. les dessins) que sont les images du projet.

Le design industriel et l'essor de la société de consommation

Le premier usage du terme design dans un contexte industriel date de 1849, avec la parution en Angleterre du premier numéro du *Journal of Design and Manufactures*, en lien avec la Première Exposition universelle de Londres en 1851, qui vise à « marier le grand art et l'habileté mécanique ». Toutefois, l'Angleterre n'est pas encore prête pour le design industriel et, sous l'impulsion de William Morris, lecteur de Marx qui cherche à lutter contre les ravages de l'industrialisation, le mouvement des *Arts and Crafts* se lance dès les années 1860 dans la revitalisation des arts décoratifs. Il faut attendre 1907 pour voir émerger

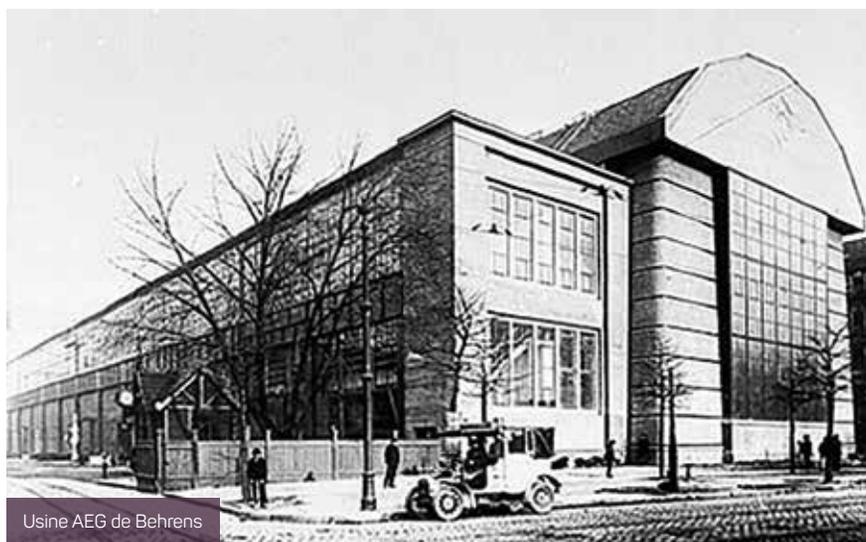
le premier projet de design industriel. Il est dû à la collaboration de l'architecte Peter Behrens avec la firme allemande d'équipements électriques AEG, dont il devient directeur artistique. Pour AEG, Behrens conçoit l'image de marque, le logo, le papier à lettres, les produits, les emballages, les nouvelles usines et même les logements des ouvriers. Cette première collaboration entre un artiste et un industriel marque le triomphe des idées de Hermann Muthesius, qui milite pour l'alliance des arts décoratifs avec le standard industriel. Désormais, design et industrie vont de pair. Peu de temps après, aux États-Unis, les premières agences de design industriel apparaissent. La toute première est celle de Walter D. Teague, établie en 1926, qui inscrit dès 1927 sur son papier



Maquette de la cathédrale de Florence (vers 1432-1436), par Filippo Brunelleschi.

© Lapis EPFL, Archivero

à en-tête la formule inédite *Industrial Design*. La plus célèbre est celle du français expatrié Raymond Loewy, fondée en 1929 et dont le succès vaudra à Loewy de faire la couverture du magazine *Time* en 1949. C'est le début de l'âge d'or du design industriel, dont la profession se



Usine AEG de Behrens



construit peu à peu à l'échelle mondiale, comme en atteste la fondation en 1957 de l'*International Council of Societies of Industrial Design*, aujourd'hui appelée *World Design Organisation*. Associé au marketing et fondé sur la triade forme-fonction-marché, le design industriel accompagne l'essor des Trente glorieuses et joue un rôle de premier plan dans l'émergence de la société de consommation. « Design industriel » devient peu à peu synonyme de design.

Vers un design social : le tournant sémantique

À partir des années 1990, le modèle du design industriel entre en crise. Dès 1971, Victor Papanek avait averti sur les dangers d'une profession qu'il considère comme hautement responsable de la pollution. Mais c'est Ettore Sottsass qui formule de la manière la plus saisissante la crise morale à laquelle est confronté le design à la fin du XX^e siècle. En 1990, dans sa « Lettre aux designers »², il compare le règne mercatique du design industriel au sein de la société de consommation à l'explosion d'une supernova qui aspire tout en elle. Désormais, plus rien n'échappe à la culture

industrielle, « violente, barbare et *irrésistible* », écrit-il. Face à cette prise de conscience, se développent peu à peu de nouvelles pratiques de design, plus soucieuses de responsabilité sociale et des besoins réels des utilisateurs. C'est ce que Klaus Krippendorff a appelé le « *tournant sémantique* » du design qui, face aux grandes mutations contemporaines (crise écologique, révolution numérique), est désormais tourné vers des préoccupations plus sociales, politiques et culturelles. « *Concevoir des artefacts pour faire sens, produire des significations et avoir une portée sociale, c'est-à-dire revenir aux significations perdues de l'origine latine du mot "design", implique un changement radical pour la pratique du design. Il s'agit d'un tournant vers des considérations de sens - un tournant sémantique* », écrit-il³. Depuis une vingtaine d'années, tentant de se dégager de la finalité marchande à laquelle il a été soumis par l'industrie, le design renoue avec sa finalité humaniste originelle, celle qu'on trouve chez William Morris ou dans la tradition du Bauhaus. On assiste ainsi à une véritable extension du domaine du design, bien au-delà de l'industrie.

Il s'agit à la fois d'un élargissement des pratiques et, corrélativement, d'une dilatation de la notion. Sans faire disparaître le design industriel, de nouvelles formes de design qui ne relèvent pas de lui et sont parfois même tout le contraire, s'imposent. Parmi elles, on peut citer l'éco-conception, le design centré utilisateur, le design pour les populations vulnérables, le design participatif, le design des politiques publiques, ou encore le *Design Thinking*. Toutes ces pratiques nouvelles et récentes ont en commun de revendiquer un design centré sur l'humain plutôt que sur le marché, et centrées sur les acteurs plutôt que sur les produits. Pour Victor Margolin, on peut dire aujourd'hui que « *le but ultime du design est de contribuer à la création d'une société bonne* »⁴. ■

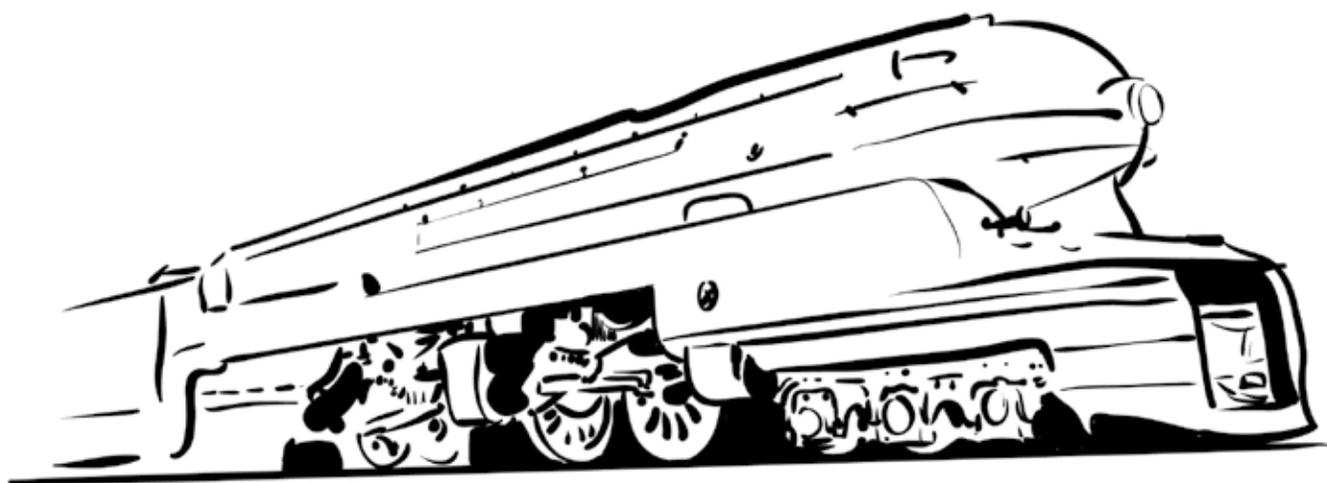
Ce texte est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions (BY-NC-SA 4.0).

¹ J.-P. Boutinet, *Anthropologie du projet*, Paris, Puf, 1990.

² E. Sottsass, « Lettre aux designers », Domus, avril 1990.

³ K. Krippendorff, *The Semantic Turn : a New Foundation for Design*, Boca Raton, Taylor & Francis, 2006.

⁴ V. Margolin, « Social Design : From Utopia to the Good Society », in *Design for the Good Society*, sous la direction de Max Bruinsma et Ida Van Zijl, NAI010, 2015.



Pennsylvania Railroad S1 (1939), par Raymond Loewy

PROPOS INTRODUCTIFS

Design des politiques publiques

[Par **Laura Pandelle**, designer à la 27^e Région]

Le design est à la fois une démarche de conception globale, un ensemble de méthodes créatives centrées sur l'utilisateur, et une façon différente d'aborder les projets, au croisement des arts, des techniques et des sciences humaines ou de la nature. Du smartphone aux services urbains, la conception d'à peu près tout objet ou service qui nous entoure passe aujourd'hui par le design.

Après l'industrie et les services, c'est dans les administrations et les collectivités locales que le design a le vent en poupe. Corollaire d'une injonction de plus en plus pressante à innover dans la conduite de l'action publique, on rencontre aujourd'hui le design dans les sphères stratégiques du secteur public, comme en témoignent les marchés publics significatifs qui lui sont consacrés ou la création de postes de design au sein des cellules de modernisation des administrations. Comment cette discipline encore culturellement associée en France à l'esthétique des objets a-t-elle pu infiltrer des domaines aussi éloignés, en apparence, de l'univers des formes, du style et de l'environnement matériel ?

Dès 2008 l'association La 27^e Région, ainsi qu'une communauté de chercheurs et praticiens militants issus des sciences sociales, de l'intervention urbaine, de l'éducation populaire et des arts appliqués, postulent la spécificité d'un « design des politiques publiques », c'est-à-dire d'une accointance particulière de cette discipline avec la conception et la mise en œuvre de la gestion publique. Comment s'est formée cette notion et en quoi bouscule-t-elle aujourd'hui la fabrique des politiques publiques ?

Design industriel, design de services et design social : vers une vision politique du design

Si le « récit des origines » du design fait la part belle au projet social¹, revendiquant que l'homme doit s'épanouir dans un environnement matériel répondant à ses aspirations profondes - esthétiques, spirituelles et politiques -, la réalité de cette discipline tout au long du XX^e siècle est à l'image de l'industrie de masse : concevoir des objets innovants, fonctionnels et esthétiques pour améliorer la vie courante... et entretenir le rythme de consommation. Au cours du siècle, le design passe d'un art du style à une fonction stratégique, pénétrant dès les années 1980 les cellules de R&D des grandes entreprises. Dès les années 2000, on voit fleurir de nouvelles spécialisations du design correspondant à l'économie servicielle et numérique. Aujourd'hui le *design thinking*² se propose comme une méthodologie créative applicable à tous les domaines, qu'il relève de la vie sociale ou de la stratégie d'entreprise,



Préfigurer la création d'un laboratoire d'innovation - programme La Transfo de La 27^e Région en Région Champagne-Ardenne, 2014

© La 27^e Région

et promettant une parade infaillible aux sursauts de plus en plus fréquents d'une économie en crise.

Dès les années 1980 certains théoriciens du design³ plaident pour une déontologie de la discipline, et une compréhension plus profonde des problématiques sociales et environnementales dans lesquelles le design opère. De cette interpellation naît la branche du « design social », pour désigner des modes d'organisation sur mesure de la vie quotidienne permettant à des collectifs d'améliorer leur cadre de vie, dans une logique d'innovation sociale. C'est l'exemple du programme DOTT (Design Of The Time) piloté par John Thackara en 2007. Ces programmes reposent souvent sur l'élaboration collective et la prise en charge d'un projet fédérateur par une communauté et sur des financements publics-privés, voire caritatifs, dans une logique de prolongement du service public par la « Big Society »⁴. Un accompagnement professionnel se spécialise sur ce type de démarche (à l'image des agences

pionnières Think Public, LiveWork ou Engine en Angleterre) et le design devient officiellement influent dans la conduite des projets publics avec l'apparition des premiers laboratoires d'innovation publique dont le Mind Lab au Danemark (2002 - 2018). En France, c'est sous cette influence que se crée l'association La 27^e Région, en 2008.

Du design social au design des politiques publiques

Si le « design social » anglo-saxon ne répond pas complètement à l'injonction déontologique formulée par Victor Papanek en 1985, qui plaide pour une éthique radicale du designer, il pose néanmoins les jalons d'une discipline nouvelle, basée sur : **l'enquête sociale qualitative** et l'analyse approfondie du contexte (les besoins mais aussi les forces en présence, le jeu d'acteurs et les opportunités), **la conception participative** ou *co-design* — le designer n'est pas un concepteur pour les autres, mais un médiateur dans une pratique



collective), **l'expérimentation**, c'est-à-dire la mise en test itérative des projets sur le terrain, sous forme de maquettes ou de prototypes, avant leur déploiement à grande échelle.

Au croisement entre les sciences sociales et la conception, le **design des politiques publiques** est aujourd'hui pratiqué dans de nombreux pays du monde et sur des thématiques aussi diverses que la facilitation des démarches administratives en ligne (laboratoire Mind Lab, Danemark), l'amélioration du parcours de soins à l'hôpital (laboratoire La Fabrique de l'Hospitalité, France), l'aménagement des espaces publics vacants (agence Strategic Design Scenarios / URBACT - Belgique) ou l'accueil dans les CPAM (agence Vraiment Vraiment, France). Cette approche induit un certain rapport de force avec les institutions, et permet de reformuler des problématiques sociales mal adressées par les pouvoirs publics. En France, le « design des politiques publiques » questionne plus profondément la fabrique de l'action publique, en postulant que ces projets ne peuvent se déployer sans un effort de transformation globale des institutions : dans ses méthodes et ses outils, mais aussi dans sa culture interne et ses modes de management. A cet égard, le design des politiques publiques à la française revendique une confiance renforcée dans la puissance publique et dans sa capacité à accompagner les mutations de la société. Dès 2009, le programme Territoires en Résidences de La 27^e Région vise à aider les collectivités à repenser les usages de certains équipements publics (gares rurales, médiathèques, lycées...). Quelques années plus tard, La Transfo (2011-2014 puis 2016-2019) soutient l'intérêt d'intégrer ces méthodes au sein des administrations, et ainsi à transformer le cadre d'action des agents.

Le design à l'épreuve de la transformation managériale

Le design des politiques publiques vise à redonner du pouvoir d'agir aux agents et aux usagers qui éprouvent le service public de l'intérieur : ceux-ci ont une connaissance approfondie du système, négocient avec

ses forces et ses défaillances, développent des tactiques et des usages sur-mesure. Il s'agit donc d'inventer des cadres nouveaux, où leur expertise peut prendre toute sa place. En cela, le design des politiques publiques prend le contre-pied du management traditionnel de l'action publique (culture hiérarchique, devoir de réserve, fonctionnement spécialisé et en silo) pour défendre la **liberté d'expérimentation**, le **droit à l'erreur** et la **transversalité**.

Ces principes font écho à une tentative de longue date de dé-bureaucratization de l'administration française, portée dès les années 2000 par différents organes ministériels (la DGME en 2005, le SGMAP en 2010, puis la DITP sous le quinquennat d'Emmanuel Macron), mais visent également à inventer une alternative à une innovation managériale calquée sur le privé, à l'externalisation systématique et à la rationalisation budgétaire. En cela, le design des politiques publiques se dissocie d'une approche purement fonctionnaliste centrée sur la délivrance de services ou de produits toujours plus performants, et vise un **changement culturel et systémique** des institutions. Aujourd'hui, de nombreuses ressources (MOOC, formations, publications et boîte à outils) visent à insuffler les principes du design dans les administrations, et proposent aux agents de faire évoluer leurs compétences (approche ethnographique, visualisation, prototypage) mais aussi leur posture (vision globale, essai-erreur, pluridisciplinarité) : alors, demain, tous designers ? Pour éviter toute forme de fétichisme, il est nécessaire de se rappeler

que le design est une approche globale, et non une addition de méthodes créatives. Par ailleurs, ne faut-il pas se prémunir d'une nouvelle promesse managériale qui consisterait à faire reposer l'innovation sur la transformation des individus, sans rechercher un changement systémique ? Si les points d'entrée du design dans les politiques publiques se multiplient et se diversifient aujourd'hui en France (nombreux marchés spécialisés, cursus de formation initiale et continue, développement du secteur professionnel), il n'en reste pas moins nécessaire de créer des espaces de réflexivité sur l'intégration de ces méthodes, l'évaluation de leur impact, et le projet politique qu'elles accompagnent, en écho à la « conception responsable engagée » formulée par ses pères fondateurs.

¹ Des Arts & Crafts (fin 19^e) au Bauhaus (1930) le design trouve ses fondements théoriques dans une volonté de qualifier le cadre de vie de l'homme moderne, à travers des inventions techniques, mais aussi une méthode de conception permettant d'allier performance de production et qualité esthétique.

² Développé à l'université de Stanford dans les années 80, le concept de design *thinking* ou « pensée par le design » est popularisé par l'agence américaine IDEO dans les années 2010 - voir le livre de Tim Brown, *L'esprit Design*, Montreuil, Pearson, "Village Mondial", 2014.

³ Viktor Papanek est emblématique de cette pensée d'un design responsable à travers un ouvrage fondateur : *Design for the Real World, Human Ecology and Social Change*, Londres, Thames & Hudson, 1985

⁴ Le concept de *Big Society* fait partie du programme électoral du parti conservateur britannique en 2010. Il vise à redonner du pouvoir aux autorités locales, à promouvoir l'entrepreneuriat social, le développement communautaire et l'engagement solidaire, via le bénévolat et les associations caritatives. Cette approche a été critiquée comme un retrait de l'Etat vis à vis de ses responsabilités sociales.

⁵ Le *New Public Management* - ou Nouvelle Gestion Publique - a inspiré les réformes du secteur public (RGPP) sous la mandature de N. Sarkozy, et minimise les différences entre la gestion du secteur public et celle du secteur entrepreneurial.



Imaginer la médiathèque rurale de demain, Programme Territoires en Résidences de La 27^e Région, 2012

DUNKERQUE

Les transitions à l'œuvre : des contextes territoriaux bouleversés, des opportunités de rebond

[Par **Laurent Renavand**, responsable des réseaux et du développement, Agur]

« *L'intelligence, c'est la capacité de s'adapter au changement* ». Cette citation de Stephen Hawking, célèbre physicien disparu cette année, nous invite à réfléchir. Et si les véritables « territoires intelligents » étaient ceux qui savaient appréhender les changements, tous les changements, pour agir de manière cohérente afin de préserver et améliorer la qualité de vie de leurs habitants ?

Au-delà des modes et des visions segmentées, comprendre les multiples bouleversements et leurs interactions

Il y a celles dont on nous parle depuis de nombreuses années et dont on nous promet beaucoup, et celles plus discrètes mais qui prennent une importance grandissante. Qu'elles soient numérique, énergétique, écologique, démographique, sociale, urbaine... les transitions, mutations, et autres « révolutions » sont nombreuses. Mais la spécificité de notre époque réside peut-être dans leur ampleur et leur rapidité.

De nombreuses institutions et entreprises cherchent ainsi à s'inscrire dans ces mouvements de fond, par conviction ou pour suivre les dernières tendances. Mais au-delà des initiatives isolées, il est indispensable de prendre en compte l'ensemble de ces bouleversements et de réfléchir à leurs conjonctions. Quels impacts peut en effet avoir la transition énergétique sur les mutations de l'économie ? Cette transition énergétique est-elle d'ailleurs compatible avec la révolution numérique ? Quant aux mutations urbaines telles que la métropolisation, vont-elles dans le même sens que la transition écologique ?...

Même s'ils peuvent remettre en question des modèles aujourd'hui bien établis, ces bouleversements ne doivent pas être ignorés. En effet, ils auront tôt ou tard des conséquences qui seront d'autant plus dommageables qu'elles n'auront pas été anticipées. Mais au-delà, ces changements permettent d'imaginer de nouveaux modes de faire et modes de vie allant jusqu'à offrir de véritables opportunités de rebond pour des territoires aujourd'hui en difficulté.



Des virages audacieux pour les territoires

De nombreux territoires cherchent dorénavant à saisir ces opportunités. Consciente de ses difficultés économiques et sociales, la Région Hauts-de-France a par exemple fait le pari de la Troisième révolution industrielle « REV3 » née de la rencontre des transitions énergétique et numérique. En Flandre-Dunkerque, les acteurs du territoire ont eux aussi conscience de l'importance de ces transitions pour l'avenir. Entre le fait de ne rien changer dans un modèle productif ancien qui montre aujourd'hui ses limites et un déclin qui serait inexorable, tous sont convaincus qu'il existe une autre voie : celle combinant industries du futur, diversification économique et innovation territoriale à même de préserver l'emploi, l'environnement et la qualité de vie. Une ambition fédératrice réaffirmée depuis deux ans dans le Dunkerquois à l'occasion d'un « forum des transitions », et dont un des grands projets est aujourd'hui le dossier TIGA¹ qui ambitionne la transformation de l'écosystème industriel-portuaire.

Le workshop de la 39^e Rencontre : l'occasion d'identifier collectivement les enjeux de ces mutations et les actions à engager

Cette question des transitions territoriales sera ainsi au cœur d'un des workshops de la 39^e Rencontre nationale des agences d'urbanisme. La nécessité de s'adapter à ces nombreux bouleversements est en effet bien souvent le déclencheur de l'audace territoriale, thème de cette édition 2018.

L'atelier auquel participeront des professionnels venus d'horizons divers sera ainsi l'occasion de croiser les expertises, pour identifier ensemble ces transitions et leurs effets combinés. Des échanges qui seront également l'occasion d'imaginer les nouvelles pratiques à mettre en place dans les agences d'urbanisme, ingénieries locales qui ont un rôle déterminant à jouer pour aider les territoires à saisir au mieux ces nouveaux virages. ■

¹ Appel à manifestation d'intérêt « Territoire d'Innovation - Grande Ambition » porté par l'Etat



SAINT-OMER

Les tiers-lieux : un écosystème pour se rencontrer et collaborer

[Par **Marie-Hélène Gauthier**, Chargée de mission Numérique, AUD Saint-Omer]

Le concept de « troisième lieu » est apparu aux Etats-Unis dans les années 1980. A l'origine, il traduisait le besoin de recréer des liens sociaux dans un contexte de périurbanisation. L'évolution de ce qui est couramment appelé aujourd'hui « tiers-lieux » confirme alors la diversité des fonctions, usages, communautés qui y sont liés. Une particularité réside toutefois dans la dimension numérique relativement présente dans ces nouveaux lieux qui maillent les territoires tant urbains que ruraux :

- soit par le matériel et la fonction du lieu, tels que les fablabs ;
- soit par une communauté, un fonctionnement et un modèle économique résultants de la transformation numérique de la société.

Les territoires engagent de plus en plus de démarches en faveur de leur propagation comme lieux d'innovation, lieux fédérateurs, lieux de mixité, lieux de centralité et, finalement, lieux spatialisant leur résilience à travers le processus de production des territoires. Face à cet engouement, plusieurs questions se posent :

- Comment accompagner les territoires à devenir résilients pour permettre l'émergence de ces nouvelles pratiques, espaces, etc. ?
- Comment accompagner le développement de ces espaces ?
- Quels impacts sur la redynamisation urbaine ?

L'Agence d'urbanisme et de développement accompagne la Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer dans l'émergence d'un tiers-lieu depuis 2015 et a réalisé dernièrement un benchmark dédié aux tiers-lieux en vue de la mise en œuvre d'un maillage territorial entre centre urbain, centres-bourgs et ruralité.

La résilience se définit comme la capacité à rebondir suite à un choc, sous-entendu ici, la transformation numérique de la société. C'est une culture collaborative et ouverte qui s'est déployée grâce

notamment au web 2.0. Le partage de connaissances a contribué au développement des pratiques telles que le *Do It Yourself* et le *Do It Together*. Ce sont bien ces dynamiques collaboratives et auto-productives qui caractérisent ces tiers-lieux qui prônent des valeurs de créativité, de flexibilité, d'échanges, de proximité, etc. Ce précepte impose donc aux acteurs traditionnels de la fabrique des territoires de repenser leurs manières de faire de l'aménagement et du projet urbain. Le processus d'implémentation, tant auprès de ces acteurs que de la population, peut se traduire sous diverses fonctions - culturelle, artisanat, économie sociale et solidaire, hybride ...

- par des acteurs publics ou privés. A Saint-Omer elle débute par l'expérimentation d'un tiers-lieu : La Station, espace de coworking et fablab, inauguré en juin 2016 dans sa version prototype. Elle propose aux publics (habitants, entrepreneurs, etc.) de tester et s'imprégner de ces nouvelles pratiques dans un lieu dimensionné au 1/20^{ème} de sa version définitive. Ainsi pendant trois ans, ce lieu préfigurateur permettra de tester ces usages, de les adapter, de les diffuser et de créer une communauté. S'il est le lieu numérique de référence du territoire audomarois, il ne peut en être l'unique vitrine à l'image des maillages opérés dans d'autres territoires.

C'est en vue de cette dynamique de maillage territorial que les différents exemples identifiés dans le benchmark ont permis de mettre en avant la diversité des modèles économiques avec un portage généralement associatif



ou privé. La puissance publique peut alors favorablement se positionner comme un facilitateur de leur déploiement en lien avec la Station, que ce soit par :

- un appel à projets ou un appel à manifestation d'intérêt,
- un accompagnement technique,
- un accompagnement à la création d'entreprises,
- une mise à disposition de locaux.

Les tiers-lieux, quelles que soient leurs fonctions, occupent une place centrale dans le paysage urbain. Ils insufflent une dynamique citoyenne et entrepreneuriale plaçant la communauté comme un acteur du territoire à part entière. Ces lieux contribuent au dynamisme local par l'afflux de publics diversifiés jouant autant le rôle de producteur que de consommateur. L'enjeu pour les acteurs traditionnels résidera alors dans leur capacité à intégrer les usagers dans leur processus de fabrication des territoires. ■

BETHUNE-ARTOIS

De la ville territoire à la ville réseau : vers un modèle urbain alternatif ?

[Par **Marianne Monnehay**, Projets urbains, Aula]

De par son approche traditionnellement centralisatrice, l'Etat a façonné l'organisation territoriale à partir d'un modèle unique monocentrique. Avec la découverte de la ressource minière, un nouveau mode de développement se met en place, les houillères s'implantent sur le territoire et transforment son organisation. Le développement du bassin minier selon un modèle fonctionnel crée un système multipolaire, organisé en grappes.

Cette organisation particulière est aujourd'hui encore majoritairement vécue comme un handicap par un territoire qui n'a cessé de tenter de s'adapter au modèle urbain traditionnel en se cherchant une centralité unique. Mais aujourd'hui les mutations technologiques, économiques, environnementales et sociétales à l'œuvre bouleversent ce modèle urbain unique et essentiellement monocentrique. Dans ce contexte, cette organisation multipolaire, jusque-là majoritairement subie par l'ancien bassin minier, ne peut-elle pas se révéler être un atout ? Dans toutes les sphères de la société, là où les évolutions favorisent la mise en réseau et les interconnexions, sur un mode horizontal, l'organisation territoriale, elle, reste majoritairement figée dans un système d'échange « vertical », contraint par ses limites géographiques et administratives. L'adaptation de l'organisation territoriale aux mutations en cours semble inévitable et nécessaire. Se pose alors la question de la possibilité de transposer le principe du réseau au modèle urbain et de passer de la « ville territoire » à la « ville-réseau ». Le bassin minier Nord-Pas-de-Calais n'est-il finalement pas prédisposé à s'adapter de par son organisation multipolaire ?

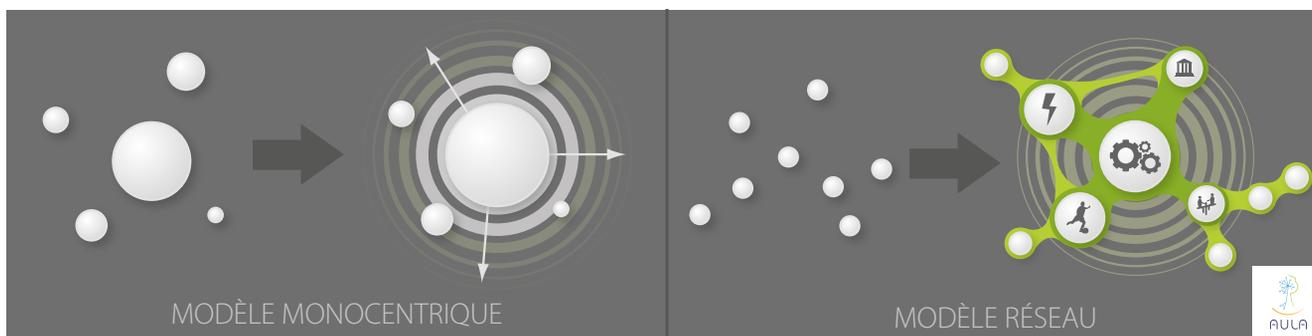
Sur un territoire aux difficultés avérées et face à des politiques publiques peinant à s'adapter à de nouveaux modes d'actions, la résilience territoriale repose jusqu'à présent en grande partie sur l'émergence d'acteurs et d'initiatives locales qui insufflent de nouvelles dynamiques sur le territoire et auprès des populations. L'organisation multipolaire de ce territoire, et ce contexte délicat, imposent donc aux porteurs de projets une coordination, voire une mise en réseau de leurs actions. Cette mise en réseau d'initiatives et démarches territoriales semble pouvoir fonder les prémices d'un système alternatif d'organisation territoriale, plus efficient, mieux adapté aux besoins des populations en quête de « proximité » et pouvoir faire face aux enjeux de mutations économiques, technologiques, sociétales et environnementales. Là où les entités territoriales peinent à se coordonner efficacement, les acteurs privés tissent une toile coopérative grandissante, appui potentiel à une restructuration du territoire plus en profondeur. L'organisation multipolaire devient ainsi un outil de la résilience du territoire en posant les bases d'un système urbain en réseau.

En quoi ce système est-il potentiellement résilient ?

• Pour les populations : un modèle moins excluant que le modèle monocentrique ;

- pour les territoires : un respect des spécificités de chacun. Un fonctionnement mieux adapté au développement de solidarités ;
- pour la transition énergétique : une mutualisation des grands équipements, plus performants et moins consommateurs d'espace, une réduction des déplacements de courtes distances, le développement des réseaux intelligents ;
- pour le cadre de vie : une mise en avant de la vie de proximité, une gestion plus sobre du quotidien.

Ce système en réseau tend à créer une amorce de réponse aux problématiques endogènes du territoire par la mise en œuvre d'un fonctionnement de proximité, basé sur les ressources et spécificités locales. Mais considérée à plus grande échelle, cette mise en réseau tend également à répondre aux problématiques exogènes avec la mise en résonance des atouts du territoire qui va notamment permettre un développement de sa visibilité depuis les territoires voisins. Ce réseau naissant d'acteurs, et d'initiatives, questionne directement l'organisation politique du territoire et pousse ce dernier à s'adapter pour conforter ces initiatives émergentes. La réponse aux problématiques exogènes ne saurait émerger sans une organisation innovante des gouvernances locales. ■





ANGERS

European, concours d'idées d'architecture et d'urbanisme

[Par **Isabelle Leulier-Ledoux**, responsable du pôle projets urbains-mobilité-paysage-planification, Aura]

European est un concours d'idées d'architecture et d'urbanisme, organisé dans une vingtaine de pays européens tous les deux ans, autour d'un thème. Il s'adresse aux architectes, urbanistes, paysagistes de moins de 40 ans associés à des équipes pluridisciplinaires. Les sites sont proposés par des collectivités territoriales et leurs partenaires.

La 14^e session du concours en 2017 a eu pour thème « Villes productives ». La question de la mutation des zones d'activités vers de nouvelles formes de production, mais aussi vers de nouvelles formes urbaines, est une problématique qui touche de nombreuses villes européennes et nécessite de nouvelles méthodes de fabrication de la ville.

L'Agence d'urbanisme de la région angevine (Aura) a proposé à la Ville d'Angers, la communauté urbaine Angers Loire Métropole et Alter (SPL Anjou Loire Territoire) de se porter candidates sur le site d'activités de Saint-Serge Nord - Boulevard Ramon. L'agence a ensuite assuré le montage du dossier, le suivi, les analyses et l'animation auprès des élus et acteurs locaux.

Le site, constitué de quatre entités économiques, accueille une diversité d'activités liées au commerce (grandes surfaces, commerces de gros dont le MIN, et de détail) et à la production sous diverses formes (centrale à béton en cours de délocalisation, services aux entreprises et aux particuliers). La banalité urbaine et architecturale de cette entrée de ville connectée au centre-ville et l'absence de liens internes et externes avec les quartiers environnants, les espaces naturels remarquables (la Maine et les Basses vallées angevines) ne sont plus en phase avec l'image aujourd'hui attendue d'Angers. Ce site offre ainsi des opportunités pour imaginer une hybridation progressive



Photo aérienne du site

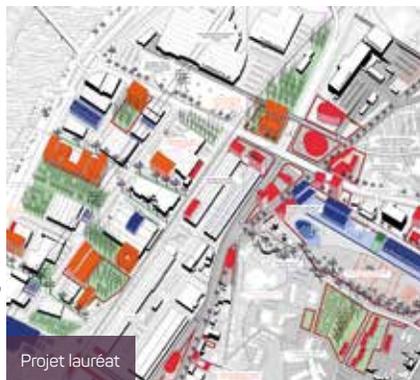
(programmes-processus), valoriser et diversifier les usages et les usagers, créer un nouveau type de proximité entre production et vie urbaine. Enfin, les règles de constructibilité liées aux contraintes d'inondation (emprise au sol des bâtiments limitée à 33 %), constituent une source de valorisation foncière et d'usages.

Les propositions des 24 équipes qui ont concouru s'inscrivent dans des démarches soit de « *bottom up* » à partir des potentialités propres au site, soit de « *top down* » en lien avec de nouveaux concepts et modèles de production, avec des approches systémiques ou ciblées sur des thématiques (espace public, intermodalité...). A l'issue des deux phases de jury, trois projets ont été primés : « Positive Loops », lauréat ; « les Chemins de traverses », mentionné ; « Permacultures urbaines », mention spéciale.

Des méthodes systémiques de projet

La démarche de l'équipe lauréate s'appuie sur une méthode systémique et reproductible visant à intensifier l'économie circulaire jusqu'à l'urbanisme circulaire. Quatre exemples de boucles de valeurs positives sont proposés à partir des ressources présentes en recherchant des complémentarités et des améliorations des usages collectifs : l'économie du

recyclage et du réemploi ; la végétation productive ; la valorisation du foncier pour permettre la création de nouveaux droits à construire ; l'adaptabilité des bâtiments en fonction des contraintes d'un site. Le processus d'hybridation proposé s'appuie sur les acteurs privés présents pour rechercher des complémentarités répondant aux besoins des habitants et consommateurs. L'équipe mentionnée propose d'infiltrer le site en créant trois chemins pour établir des liens et des lieux d'urbanité et d'échanges : le *chemin des partages* valorise les pratiques des habitants et la co-construction collective ; le *chemin des mémoires* met en scène le patrimoine industriel de l'ancienne centrale à béton par des programmes associés au réemploi et au vivre ensemble ; le *chemin des usages* intensifie la présence des utilisateurs par des actions sur l'espace public autour de l'échangeur. L'équipe « mention spéciale » part de l'analogie au nouveau mode de production agricole pour enrichir les écosystèmes présents sur le site par une hybridation naturelle où chacun tire parti de la proximité de l'autre. La collectivité va poursuivre les réflexions par une étude de pré-programme et de schéma d'organisation urbaine sur un secteur spécifique, suivie d'une étude de faisabilité avec l'une des équipes. ■



Projet lauréat

BAYONNE-PAU

Intégrer la gestion des déchets du BTP dans l'aménagement et la conception des villes

[Par **Marc Trinqué**, directeur de projets et **Antonia Garcia-Lancesseur**, architecte-urbaniste, Audap]

Le département des Pyrénées-Atlantiques est confronté à un problème de gestion des déchets du BTP. Les sites de stockage sont insuffisants et le potentiel de création de sites est faible. Le devenir de 40 % de ces déchets n'est d'ailleurs pas bien identifié et certains se retrouvent dans des dépôts sauvages. Ces difficultés engendrent inévitablement des impacts environnementaux et économiques. Face à ce problème, l'Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées (AUDAP) a été sollicité par ses partenaires pour imaginer un modèle de développement plus efficient et moins générateur de déchets.

La gestion des déchets inertes du BTP : un défi pour les territoires

L'aménagement urbain a des incidences sur la production et la gestion des déchets. Les déchets inertes du BTP (briques, béton, terres excavées non polluées, etc.) représentent 70 % de l'ensemble des déchets au niveau national. Ces déchets ont des impacts sur l'environnement mais aussi sur la santé : émission de gaz à effet de serre (GES), réduction des ressources naturelles, dégradation de la qualité de l'air, pollution de l'eau, changement d'affectation des sols (déblai-remblai, espaces consacrés au stockage, etc.). Les difficultés de gestion provoquent en outre des surcoûts dans la construction. Une directive européenne (n°2008/98/CE), déclinée au niveau national, préconise désormais la diminution des volumes de tous les déchets en favorisant leur « valorisation ». Dans nos pratiques d'urbanistes, il est donc important de contribuer à une ville plus intégratrice de la gestion des déchets et de la préservation de la ressource. Il s'agit notamment de s'appuyer sur de nouvelles filières et organisation des flux (matières, énergie, déplacements...) à des échelles locales. L'urbanisme de proximité devient alors déterminant.

De nouvelles perspectives qui font appel à de nouvelles pratiques

D'un côté, la planification permet une approche globale. Les documents d'urbanisme sont de bons outils pour prévoir le maillage territorial du traitement des déchets et promouvoir des formes urbaines plus vertueuses (réduction, recyclage, valorisation...). De l'autre, les acteurs de l'aménagement et de la construction doivent aussi adapter leurs pratiques, qu'il s'agisse des maîtres d'ouvrages dans leurs commandes publiques ou les bureaux d'études et les entreprises

dans leurs modes de faire. Les évolutions réglementaires et techniques rendent possibles ces changements. La complémentarité des expertises et des actions permettra les mutations nécessaires.

Mobiliser, partager et mettre en synergie les actions

Pour impulser ces nouvelles pratiques et intégrer la gestion des déchets du BTP dans l'aménagement et la conception des villes, l'AUDAP s'appuie sur une stratégie construite avec ses partenaires au sein d'un « comité de projets Sud Nouvelle Aquitaine ». L'intégration de la gestion des déchets du BTP dans la planification et les documents d'urbanisme, l'accompagnement et sensibilisation des collectivités, et l'information et mobilisation des entreprises en sont les trois piliers. Concrètement, l'AUDAP participe à l'élaboration d'un Schéma directeur des déchets inertes du BTP porté par le syndicat Bil Ta Garbi (deux collectivités sont adhérentes au Syndicat : la communauté d'agglomération Pays Basque et la communauté de communes du Béarn des Gaves). Ce schéma servira de support pour la définition de sites de stockage et de valorisation des déchets dans le SCoT et les PLUi. Par ailleurs, l'AUDAP contribue à l'élaboration de documents de planification régionaux (PRPGD, Sraddet) et à la recherche d'articulation avec les actions locales. De même, plusieurs documents de référence sont co-produits avec l'Etat et le Département des Pyrénées-Atlantiques afin d'éclairer les processus d'élaboration des documents

d'urbanisme et des marchés publics auprès des collectivités¹. Un cycle des Cahiers de l'AUDAP² a également participé à une acculturation collective, tout comme l'organisation d'ateliers/visites de sites sur le recyclage des matériaux.

Un chantier d'avenir qui s'appuie sur l'innovation et l'économie circulaire

Il convient aujourd'hui d'innover pour que la réduction des déchets inertes du BTP soit demain intégrée dans un processus ordinaire de fabrication des villes. Cette innovation porte sur le réemploi/recyclage de matériaux et sur la conception des bâtiments. Elle concerne également les moyens mis en place afin que « les déchets des uns puissent devenir la ressource des autres » (bourse aux déchets etc.). L'AUDAP participe de la construction de cette démarche qui relève d'un enjeu plus vaste : l'économie circulaire. Il s'agit de repenser nos stratégies territoriales en renouvelant notre conception de l'aménagement urbain et les modes de vie qui y sont associés. Une telle ambition pourrait s'inscrire dans un projet global de développement et d'aménagement à l'instar de la « planification facteur 4 » visant à réduire les émissions de GES. ■

¹ Déchets, les oubliés de la planification - Déchets inertes du BTP et marchés publics.

² Quand le déchet devient ressource - <https://goo.gl/zfReuz>



Ateliers-visites de plateformes de revalorisation des déchets du BTP, organisés en 2017 par l'Audap et le Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, en Pays Basque et en Béarn



DUNKERQUE

L'image d'un territoire, ça se travaille !

[Par **Pascale Montefiore**, directrice du rayonnement, Agur]

Travailler l'image d'un territoire participe autant à renforcer le sentiment de fierté des habitants qu'à son attractivité touristique et résidentielle.

Les territoires se doivent de travailler leur image, sans quoi ils disparaissent dans l'espace médiatique et dans l'espace d'attente que la réforme territoriale crée en permanence. Ils doivent aussi s'occuper de leur image car celle-ci est le reflet des différentes possibilités d'identification que les habitants, citoyens et usagers réclament pour habiter leurs territoires pleinement. Et l'identification potentielle à un territoire apparaît comme un des déterminants de l'attractivité. Comment les territoires qui souffrent de clichés réinventent-ils leur image ? Comment, dans un secteur concurrentiel comme le tourisme, répondre aux nouvelles tendances de consommation ? Comment valoriser la singularité des lieux et des espaces ? De nombreux territoires se sont penchés sur ces questions et ont engagé des démarches de valorisation.

Attractivité touristique, l'affaire de tous

L'agence d'urbanisme de Dunkerque (AGUR) s'intéresse elle aussi depuis de nombreuses années à ces problématiques. Après s'être penchée sur le lien entre image, identité et attractivité, elle participe aujourd'hui à développer des projets dont l'ambition est de valoriser les atouts et les spécificités du territoire. Parmi ces spécificités, la frange littorale est un secteur stratégique soumis à de fortes pressions et qui concentre une multitude d'enjeux. L'agence mène, à la demande de ses partenaires, des réflexions à différentes échelles, du diagnostic aux orientations. Le fil directeur de ces actions est le renforcement de l'attractivité, l'amélioration du cadre de vie et la préservation des singularités des espaces côtiers.

A ce titre, l'agence met son expertise au service de la démarche de labellisation Grand Site de France. Avec plus



Les Dunes de Flandre

© Michel Guilbert



Batterie de Zuydcoote à Leffrinckoucke

© Agur



© Michel Guilbert

Plage de Malo



© Michel Guilbert

Plage de Malo

de 900 hectares en site classé, le territoire des Dunes de Flandre fait, en effet, partie de ces sites remarquables dont les paysages connus et reconnus valorisent l'image du territoire.

Elle intervient ainsi auprès de la collectivité dans la mise en œuvre de différentes actions : rénovation de la digue, aménagement d'une véloroute, valorisation du paysage, structuration d'une filière de sports nature, création de circuits de mémoire... Elle accompagne également les professionnels du tourisme (prestataires publiques et privés) qui manquent parfois de temps, d'expertise et de moyens pour innover. Il s'agit, pour l'agence, de les aider à déve-

lopper de nouveaux produits et services qui répondent mieux aux besoins des visiteurs et à améliorer leurs compétences en matière de communication et de marketing. Pour y parvenir, un programme d'actions sur trois ans, financé par des fonds européens, a été élaboré.

La 39^e Rencontre des agences d'urbanisme, l'occasion de partager et de tirer quelques enseignements...

A l'occasion de la prochaine Rencontre nationale des agences d'urbanisme, l'AGUR pilotera un atelier sur « l'image et l'attractivité touristique », qui se déroulera au Kursaal de Dunkerque.

L'objectif de ces débats est de donner la parole à quelques expériences sous la forme de deux tables rondes. Il s'agira par ailleurs de s'interroger collectivement et de tirer quelques enseignements généraux utiles aux acteurs des agences d'urbanisme dans leurs propres réflexions sur l'évolution de leurs métiers et les attentes de leurs partenaires.

Les visites qui suivront l'atelier viendront également illustrer les problématiques abordées à travers deux projets phares du Dunkerquois : « la rénovation de la digue : une nécessité transformée en opportunité » et « les Dunes de Flandre : Grand Site de France en projet ». ■



BELFORT

Changer le regard et susciter une démarche collective de projet

[Par **Anne Guenot**, directrice d'études, Autb]

Un PLUi dans un territoire plutôt rural, plutôt calme mises à part les mutations économiques des vallées vosgiennes, sur fond d'une récente fusion forcée des EPCI antérieurs... Cela pouvait se présenter comme un exercice contraint de droit des sols, bien pensé mais sans grande audace. En créant une dynamique d'analyse positive, en ouvrant des groupes de travail aux acteurs de terrain, en s'appuyant sur des événements opportuns, l'agence a provoqué la série de déclics qui a fait monter d'un cran le niveau d'ambition.

Un contexte complexe qui entravait la mobilisation

Missionnée pour aider la nouvelle communauté de communes des Vosges du Sud à élaborer son PLUi, l'Agence d'urbanisme du territoire de Belfort (AUTB) s'est trouvée confrontée à une situation complexe : des communes disposant de documents d'urbanisme variés ou au RNU et n'ayant pas les mêmes attentes, un calendrier serré compte tenu de l'engagement en PLUi d'une partie d'entre elles bénéficiant d'un report des délais de leur POS, une remise à plat des compétences créant une surcharge de réunions des élus et donc une difficulté à se mobiliser sur le PLUi.

Pourtant, la collectivité bénéficiait d'une conjoncture favorable grâce à l'appel à projets Bourg-centre sur une partie du territoire, au lancement d'une opération Grand Site de France sur le Ballon d'Alsace et à un contrat de ruralité élaboré au début de la fusion des deux intercommunalités. Mais ces dossiers peinaient à prendre corps dans un projet commun.

Dans ce contexte, il fallait produire du sens, formuler des intentions fortes et partagées. Le PLUi est apparu comme l'outil adapté pour franchir un palier et faire converger ces initiatives.

Une réflexion collective au service d'un diagnostic dynamique

Le diagnostic a démontré une réalité différente de celle ressentie, sans masquer pour autant des difficultés : un dynamisme économique et agricole insoupçonné grâce à un artisanat fort et une diversification agricole amorcée, des qualités environnementales et des atouts touristiques connus mais sous-exploités, du patrimoine minier et

industriel en friche ou partiellement occupé, sans aucune valorisation et qui pèse sur l'image du territoire.

Une présentation synthétique par thème en comité de pilotage a permis d'amorcer une réflexion sur l'avenir de la communauté en présentant des exemples d'opérations sur d'autres territoires afin de démontrer les potentialités locales.

Pour instaurer une dynamique positive et croiser les points de vue sur le développement territorial, l'AUTB a par la suite organisé 18 ateliers thématiques avec des acteurs locaux très divers (personnes publiques associées, associations locales et régionales, acteurs économiques, syndicats et services spécialisés...) et une participation des élus municipaux des 22 communes sous la forme du volontariat.

Un élu référent pour chaque atelier était en charge de l'animation et de la restitution des travaux.

Des engagements partagés pour l'avenir du territoire

Le temps et l'énergie consacrés à cette étape ont permis aux décideurs de prendre conscience d'un potentiel rarement exprimé et de s'engager dans un pack d'orientations inédit.



Thèmes des ateliers de réflexion collective

En sortant des chemins battus, les contributions multiples des élus comme des acteurs locaux ont débouché sur un ensemble d'orientations concrètes et fortement étayées, organisées en axes de développement, s'apparentant à un guide d'aménagement territorial pour la communauté de communes.

Alors que les collectivités avaient parfois peiné par le passé à prendre des décisions stratégiques par manque de moyens et de vision intercommunale, ces échanges et l'implication de tous ont permis de créer un « choc » suffisant pour changer le regard et se diriger vers un nouveau cap. Le défi est aujourd'hui de conserver cette dynamique au long de l'élaboration du PLUi et d'assurer la traduction concrète des ambitions de développement de ce territoire. ■

BAYONNE-PAU

La révolution de la parole citoyenne

[Par Jacques Le Roux, architecte-urbaniste, Audap]

Le centre-bourg de Tardets-Sorholus, dans les Pyrénées-Atlantiques, se dévitalise. C'est le constat sans appel du dernier recensement de la population de l'Insee. Les logements se vident, les bâtiments anciens se dégradent. Le village, pourtant lieu de centralité dans la vallée pyrénéenne de la Soule, perd de son attractivité. Les moyens, pour revitaliser Tardets-Sorholus, sont divers. Cet avenir, ce sont les élus qui en ont la responsabilité, mais cette fois-ci les habitants seront autour de la table pour co-construire le projet. Une démocratie participative locale peut alors prendre forme.

Des marches exploratoires avec les habitants

FENICS est une démarche portée par le Département des Pyrénées-Atlantiques qui vise à soutenir les centres-bourgs ruraux perdant de la population en impliquant les habitants. La finalité est de redonner de la vitalité à ces lieux de vie afin que leurs habitants aient envie d'y rester, et d'en accueillir de nouveaux dans de bonnes conditions.

Dans le cadre de cette démarche, lancée en 2016, des marches exploratoires sont organisées avec les habitants impliqués dans la vie locale. Ces marches répondent au volet innovation sociale de cette démarche : apporter des réponses à des besoins sociaux mal satisfaits, en intégrant les citoyens à la réflexion collective. Elles sont pensées comme un temps d'émulation, de dynamisme collectif pour réinventer la vie dans les bourgs. Loin des salles de réunion, elles donnent à voir, en direct, les usages, les dysfonctionnements, les nuisances sonores et visuelles.

L'Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées (AUDAP) prépare et anime les marches dans les villages. En amont, une analyse urbaine fait ressortir des enjeux sur le cadre de vie et les espaces publics. C'est à partir de cette expertise partielle, produite par des non-résidents, que les habitants travaillent. Enrichis par leurs connaissances et leurs pratiques des lieux, les diagnostics prennent corps. Les parcours et les thématiques à traiter se révèlent.

Un « carnet de bord » distribué aux participants

Le jour de la marche, un « carnet de bord » est distribué aux participants afin de recueillir leurs remarques sur les sites étudiés. Ils y notent leurs constats, leurs

idées, leurs perceptions des sites, leur vécu. Les discussions orales, informelles, pointent les dysfonctionnements. Ainsi, à Tardets-Sorholus, où les espaces piétons se font rares, on a pu entendre ceci : « Voiture ! Mettez-vous sur le trottoir ! » ; « quel trottoir ? », a répondu un habitant. Dans la même commune, une autre résidente souligne la désorganisation sur la place de la mairie, espace partagé sans marquage au sol : « je n'ai toujours pas trouvé comment traverser ! », s'exclame-t-elle. Une fois le diagnostic réalisé, les actions envisageables à court terme sont identifiées et présentées aux habitants et aux élus. Ils sont invités à choisir les actions à expérimenter et à en proposer de nouvelles. Dans une autre situation, un habitant fait remarquer : « on passe en voiture dans le bourg, mais on ne s'arrête pas ». Nous avons alors collectivement tiré un constat. Pour que le centre-bourg se revitalise, les habitants doivent le réinvestir, non plus comme automobilistes de passage, mais bien comme piétons. La signalisation doit être améliorée, les parkings réaménagés, les espaces publics sécurisés.

Accompagner les citoyens dans un premier diagnostic de leur espace public

La mission de l'AUDAP sur ce projet n'est pas de réaliser des études de faisabilité sur le long terme, mais d'accompagner les citoyens dans un premier diagnostic de leur espace public, d'identifier des actions pour une mise en œuvre rapide. L'idée est, progressivement, de laisser les élus et les habitants poursuivre la démarche sans animateur.

Parmi les participants de la marche, on retrouve, surtout, des habitants investis dans la vie locale : commerçants et responsables associatifs. Ces personnes



Proposition de requalification de l'espace public par les habitants : franchissement piéton du ruisseau d'Etcheberry à Tardets

© Audap

intégrées au projet agissent comme des relais, des médiateurs auprès du reste des résidents, comme le souligne Arnaud Villeneuve, maire de Tardets-Sorholus : « certains ont discuté dans leur quartier, d'autres ont distribué des questionnaires pour savoir ce qu'attendaient les habitants ».

Un an après le lancement de la première marche sur Tardets-Sorholus, l'atelier du bourg va s'arrêter mais déjà les habitudes sont prises. De nouvelles idées sont apparues, des tables de pique-nique ont été installées sur les berges du Gave et des barrières sont venues sécuriser les trottoirs du quartier Sorholus. ■



METZ

Projet Métropolitain de Metz Métropole : innover par la méthode

[Par **Fabien Soria**, chef de projet mobilité-stratégies, Aguram]

Metz est devenue une métropole « loi Maptam » le 1^{er} janvier 2018. Après des années difficiles, marquées par le Plan de restructuration des armées, la crise économique et la perte du statut de capitale régionale en 2016, cette évolution symbolise un élan nouveau pour le territoire.

Les élus ont bien saisi l'enjeu de la promesse à tenir : le label est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour devenir une « métropole ». Aussi, dès l'automne 2017, la future métropole a engagé une démarche de Projet Métropolitain avec l'appui de l'Agence d'urbanisme d'agglomérations de Moselle (AGURAM), qui intervient en assistance à maîtrise d'ouvrage.

Pour aider le territoire à négocier le virage de la métropole, et consciente du rôle quasi-fondateur du projet, l'AGURAM a pris le parti de s'adjoindre l'expertise de Partie Prenante, agence de conseil en stratégies territoriales animée par Nicolas Rio, docteur en géographie, consultant-chercheur.

Le territoire a pu se reposer sur de nombreux diagnostics récents, dont les travaux réalisés dans le cadre de la création de sa marque Inspire Metz, et concentrer ainsi ses forces pour engager d'emblée une démarche stratégique partagée se faisant « caisse de résonance » des dynamiques positives déjà à l'œuvre. Cette approche a constitué, à Metz, une innovation. Elle n'a pas été la seule puisqu'il a fallu, dans le calendrier très serré, intégrer l'année de réserve précédant les élections de 2020. Comment proposer, dans ce contexte,

un document stratégique crédible ? La solution a été de proposer une démarche « crantée ».

Un Socle métropolitain...

Un premier travail a consisté à concevoir un « Socle métropolitain » pour présenter aux élus un nombre restreint de champs sur lesquels la société civile attend la métropole pour « l'aider à faire ».

Ce document est l'aboutissement d'une démarche collective, faite de temps d'échanges entre techniciens, élus et société civile (ateliers, plénières, conférences, visites de terrain...), et qui dépasse l'institution métropolitaine. Ce travail a donc, pour deux raisons, davantage porté sur les réseaux d'acteurs que sur la photographie statistique du territoire, en contraste avec les projets d'agglomération classiques :

1. Une nécessité de témoigner d'un changement de posture : l'intercommunalité ne se limite plus à l'appui aux communes, elle organise l'action collective, et multiplie les partenariats avec les acteurs économiques et associatifs, les opérateurs urbains...
2. Un besoin d'entrer par les dynamiques à l'œuvre et attester de l'état transitoire dans lequel se trouve le territoire : le projet vise davantage à porter une ambition nouvelle et à mettre en mouvement qu'à tenir la chronique d'un territoire confronté à différentes difficultés réelles mais déjà connues.

Autour de trois ambitions, ce travail a permis, plutôt que des « orientations », de définir dix chantiers pour lesquels la métropole dispose de points d'appui, et



Sculpture Inspire Metz, la marque de territoire de Metz Métropole, devant le Centre Pompidou-Metz

© Metz Métropole

ainsi laisser la discussion ouverte pour les élus. Ainsi constitué, le Socle se veut intangible à court terme. Il devra survivre aux élections municipales de 2020 et ne pourrait être remis en cause qu'à moyen terme au travers d'une démarche partagée.

...pour un projet en 100 jours (et plus si affinité)

À l'issue de ce travail, les élus seront amenés à faire leur choix et définir les priorités afin de construire le Projet Métropolitain, avatar politique du Socle, qui sera présenté en janvier 2019 lors d'« assises métropolitaines ».

Les modalités de mise en œuvre du projet sont, elles aussi, crantées et distinguent deux temps :

- les 100 jours, période directement productive du projet : il s'agit d'initier les grandes stratégies avant la période de réserve ;
 - l'après-élections municipales : si la méthode reste à écrire, l'idée serait, sur la base du Socle, de relancer la démarche de projet quelques mois après l'installation du nouvel exécutif, quel qu'il soit.
- Cette approche, pragmatique et adaptative, a déjà permis au territoire de sortir des constats et de se projeter, remplissant ainsi d'ores et déjà une partie de ses objectifs. ■



Atelier de concertation autour du Projet Métropolitain, septembre 2017

© Metz Métropole

LILLE

Le design comme projet de développement et de marketing territorial

[Par **David Aboulkheir**, chargé d'études Développement et Coopérations, Adulm]

A l'heure de la globalisation, les villes et métropoles évoluent dans un environnement de plus en plus concurrentiel pour attirer et conserver ressources, habitants, visiteurs, cadres, investisseurs, talents. Dans ce contexte, certaines élaborent des stratégies d'attractivité et de marketing territorial en vue de projeter à l'extérieur une image de marque, se démarquer et surtout se positionner sur certaines thématiques clés (créativité, culture, sport, écologie, qualité de vie, ville intelligente etc.). En Europe, Barcelone, Lyon, Amsterdam, Hambourg ou Berlin ont ouvert la voie à ce type d'approche.

Parmi les leviers identifiés, le design, concept multidisciplinaire qui décrit l'aptitude et l'art de concevoir et de représenter un projet, peut s'avérer un remarquable vecteur d'attractivité, de développement et de transformation du territoire, à condition pour les acteurs locaux de bien s'en saisir. On peut distinguer deux modalités d'appropriation du design par les territoires : l'approche produit et servicielle d'une part et le projet de développement d'autre part.

Le design comme approche produit et servicielle

C'est la conception, à différentes échelles, d'objets urbains qui allient « forme » et « fonction » pour répondre à des besoins spécifiques des usagers, tout en ayant vocation à changer le regard sur le territoire : marqueurs territoriaux, portes d'entrée, signalétiques, mobiliers urbains, écritures

architecturales pionnières et emblématiques, comme l'illustre la Villa Cavrois dans la métropole lilloise. C'est également la conception de services qui transforment et améliorent considérablement, tout en singularisant, l'expérience quotidienne ou ponctuelle de l'usager du territoire. A Saint-Etienne, la Cité du Design a mis à disposition, dans le cadre de la construction d'un Ehpad, des designers pour améliorer les espaces de vie et de soin des résidents de l'établissement. La ville d'Helsinki, elle, a embauché trois « designers de la ville » pour mieux intégrer le design dans ses services publics.

Le design comme projet de développement global ou plus ciblé

Il s'agit de penser le design comme identifié pour un territoire et véritable projet de développement décliné localement et de manière transversale, dans l'économie de la connaissance, culturelle et créative, mais aussi l'aménagement des espaces publics et la politique événementielle.

Cela met en jeu la capacité à faire émerger des écosystèmes d'excellence (clusters, incubateurs), soutenus par des dispositifs de communication adaptés (labels, événements, biennales, plateforme numérique et de marque), qui valorisent des savoir-faire, stimulent de nouvelles filières et activités (mode, textiles, hautes technologies, outillage, santé, sport...), créent du lien et de la valeur pour l'ensemble des parties prenantes du territoire.

Certaines villes, confrontées à la reconversion de leur économie industrielle vers une économie de services à forte valeur ajoutée, se sont lancées relativement tôt dans des approches intégrées de design, comme Saint-Etienne ou Eindhoven. Celle-ci s'est appuyée sur ses caractéristiques économiques et ses entreprises locales comme Philips pour initier une démarche de marque co-construite avec la société civile, Eindhoven 365, qui place le design au côté de la technologie et de la connaissance comme les outils de pilotage d'un marketing territorial efficace.

Un défi pour les territoires

Au-delà des labels et de l'effet vitrine recherché dans un positionnement « design », le design peut être producteur d'innovations sociales et territoriales en invitant les territoires à renouveler leurs pratiques. Il peut mettre l'ensemble d'un territoire en mouvement et fédérer à long terme toutes les forces autour d'un projet de transformation porteur de sens, à condition de mettre au cœur de la démarche les acteurs clés du design et de l'innovation, les entreprises, les habitants et usagers. Il apparaît aujourd'hui nécessaire de poser les jalons d'une réflexion sur la manière dont différentes formes de design peuvent être mobilisées au service de l'attractivité et du développement des territoires. ■



La Villa Cavrois à Croix, l'une des réalisations architecturales qui incarnent Lille Métropole Capitale Mondiale du Design en 2020.



MONTBELIARD

Intégrer l'expertise d'usage dans le programme de renouvellement urbain

[Par **Cathy Kuhn**, chargés d'études, Adu-Montbéliard et **Romain Prioux**, chargés d'études, Adu-Montbéliard]

Depuis 2017, l'Agence de développement et d'urbanisme du pays de Montbéliard (ADU-Montbéliard) s'est fortement mobilisée sur le nouveau programme de renouvellement urbain, conformément aux missions qui lui sont confiées par les collectivités locales, la DDT et l'Anru dans le protocole de préfiguration. Deux de celles-ci ont tout particulièrement amené à prendre en compte les usagers dans la conduite du programme.

La réalisation d'un référentiel pour l'aménagement des espaces extérieurs a été l'occasion de mieux impliquer les habitants dans ce dispositif complexe. Plusieurs outils ont en effet été mobilisés par l'agence pour aller à la rencontre des habitants. Sur les quartiers de la Petite Hollande à Montbéliard et des Gravieres Evoironnes à Sochaux, l'agence s'est adossée à des manifestations existantes (fête de quartier, fête du sport) pour animer, sur des stands dédiés au renouvellement urbain, trois ateliers de concertation :

- « cadavres exquis » : les habitants pouvaient terminer une phrase selon leur ressenti ;
- « photos du quartier » : grâce à des « pouces Facebook », le public réagissait sur les photographies des éléments structurants du quartier ;
- « carte sur table » : une carte grand format permettait de cibler les espaces fréquentés, appréciés, rejetés, etc.

L'ADU a réalisé des synthèses présentant l'expertise d'usage, notamment les pratiques quotidiennes des habitants, leur avis sur le précédent programme, les éléments appréciés, ceux qui le sont moins ainsi que les besoins. Une partie « perception » donne la vision et les craintes que peuvent avoir les habitants concernant le renouvellement urbain. La partie « projection » montre la manière dont les habitants imaginent l'avenir de leur quartier et ce qu'ils proposent pour pallier les difficultés actuelles. Des enquêtes ont été menées auprès d'un panel assez restreint, mais pour autant varié (équilibre hommes/femmes, diversité d'âges et de lieux de résidence). Elles complètent des analyses spatiales et certains entretiens avec les gestionnaires des espaces. Elles révèlent avant tout des attentes fortes en termes d'image, de sécurité et d'animation.

Le nouveau programme de renouvellement urbain pourra contribuer à répondre à une partie de ces attentes lorsqu'elles concernent l'aménagement. D'autres appellent des réponses relevant de la gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP). Dans le temps du protocole, l'ADU était également chargée de mener une démarche « exploratoire » pour permettre aux habitants et aux usagers de s'approprier les objectifs stratégiques du programme urbain, y compris à une échelle large, et de contribuer à la construction d'un projet de renouvellement partagé.



CHARTRE DE LA PARTICIPATION

Des quartiers de renouvellement urbain du Pays de Montbéliard

Mars 2018



Les capacités d'animation de l'ADU ont été mobilisées sur la définition des modalités de participation co-construite avec les différents acteurs impliqués dans le renouvellement des quartiers : élus, techniciens et habitants. Il est ressorti de ces temps de débat un besoin de définir des règles claires quant à la participation :

- pour les élus et les professionnels, afin d'exposer tous les invariants du projet



Fête du sport à Sochaux (2017).

© ADU

(le désenclavement par exemple) et ainsi éviter de générer de faux espoirs ;

- pour les personnes qui « vivent » le quartier (habitants et associatifs) afin de connaître les marges de manœuvre dont ils disposent pour agir sur le projet.

Ces règles sont de nature à instaurer un climat de confiance réciproque ou encore à garantir un cadre de liberté de parole pour exprimer les besoins. Pour faciliter cette expression, l'intervention d'un tiers médiateur, tout autant que la formation et la qualification des habitants, sont également ressorties comme particulièrement utiles. Une très large majorité de professionnels estime également que la participation pourrait changer les projets de renouvellement urbain grâce à cette « expertise d'usage ». Ce travail a abouti à la rédaction d'une charte de la participation formulée autour de 15 engagements généraux relatifs à chacun des groupes d'acteurs. Ceux-ci sont le socle de l'activité des maisons du projet mises en place par les villes de Montbéliard et Sochaux au cœur des deux quartiers.

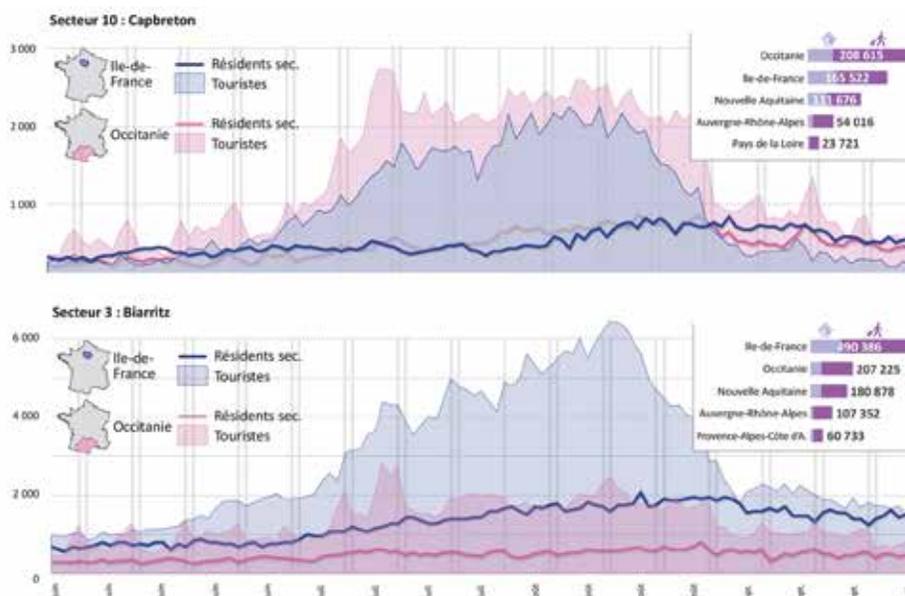
Dans le cadre de la convention de renouvellement à venir, l'ADU continuera à jouer un rôle pour faire vivre ces deux dispositifs aux côtés des partenaires du PNRU. ■

BAYONNE-PAU

Les données téléphones mobiles révèlent les rythmes estivaux du territoire

[Par **Sébastien Grandjean**, responsable de pôle, Audap]

Le constat est clair : le territoire basco-landais est attractif. En 2016, près de 70 millions de personnes se sont retrouvées, croisées, ou ont vécu dans la bande littorale située entre Hendaye (à la frontière avec l'Espagne) et Moliets-et-Maâ (dans les Landes) du début du mois de juin à fin septembre, soit une moyenne de 605 000 personnes présentes par jour (pour 345 000 habitants). Mieux connaître les comportements des populations locales et touristiques et les conditions de circulation en haute saison devient essentiel, et l'analyse des données mobiles est un nouvel atout.



Profil de fréquentation des touristes et résidents secondaires d'Ile de France et d'Occitanie

Source = "Mobilités estivales - Sud des Landes / Côte basque - Cahiers #2", AUDAP, Janvier 2018 - <https://goo.gl/aie18G>

Un dispositif d'observation initié en 2015

L'Enquête Ménages Déplacements menée en 2010 a constitué une première étape pour comprendre les pratiques de mobilité des habitants du bassin de vie basco-landais. Néanmoins, le fait estival est un temps fort et particulier : une connaissance plus fine des fréquentations devenait indispensable et a justifié la réalisation de nouvelles enquêtes. Inédites au plan national, menées sous maîtrise d'ouvrage déléguée de l'Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées (AUDAP) pour le compte et avec le financement de sept autorités organisatrices de mobilités, les enquêtes « Mobilités Estivales » ont permis d'objectiver des difficultés de déplacements subies durant cette période.

Le dispositif d'observation, mis en place et administré durant l'été 2015, était basé sur plusieurs techniques d'enquêtes, classiques et innovantes : des comptages

routiers (165 postes de comptage), une grande enquête face à face (3 104 personnes interrogées), une enquête cordon (18 000 personnes interrogées), des données de circulation issues des GPS embarqués dans les véhicules. Selon cette approche nouvelle, c'est bien l'ensemble des publics qui doit être considéré comme acteur des mobilités et de l'économie sur le territoire, et non plus seulement ses résidents ou les seuls touristes.

Les données mobiles, une source statistique complémentaire et rapidement disponible

L'année 2016 a permis le traitement des quatre grandes enquêtes pré-citées, et de livrer les résultats dans une première publication. En 2017, pour poursuivre et approfondir la démarche, une nouvelle source de données a été acquise : la base « Flux Vision » d'Orange. Ses données sont issues de la téléphonie

mobile. Cette source permet de convertir en temps réel des millions d'informations techniques du réseau mobile Orange en indicateurs statistiques, afin d'analyser la fréquentation des zones géographiques et le déplacement des populations. L'offre utilisée comprend une mesure de la fréquentation sur le territoire découpé selon les besoins de l'enquête avec la segmentation des populations présentes (résidents, résidents secondaires, touristes, excursionnistes, transit...). Ces indicateurs sont produits sur des volumes très importants, sans équivalent à ce stade, et apportent des connaissances nouvelles : par exemple, les enquêtes Insee n'appréhendent pas encore le fait présentiel, à la différence de la base « Flux Vision » d'Orange. En outre, celle-ci permet d'obtenir de l'information « fraîche » : la donnée est livrée quelques semaines seulement après avoir été enregistrée.



L'existence affirmée d'une saisonnalité

Les résultats ont permis d'établir une base de connaissances essentielle tant du point de vue qualitatif que quantitatif. Ils ont notamment permis d'identifier les pratiques de mobilité le jour, la nuit, entre les secteurs... mais aussi de ventiler les résultats par type d'individus (résidents, touristes, excursionnistes) ou encore d'identifier le volume des échanges. C'est aussi l'occasion de disposer d'informations complémentaires sur les touristes et habitants eux-mêmes.

Le premier constat est l'existence affirmée d'une saisonnalité sur le fonctionnement du territoire. En période estivale, le volume et la structure de la population changent et entraînent une autre physionomie des mobilités que nous connaissons mieux aujourd'hui. Les déplacements sont plus nombreux, les modes sont différents et les conditions de déplacement sont impactées par ces changements. L'organisation territoriale favorise la superposition des flux locaux, d'échanges et de transit. Ce constat

renforce l'idée d'interdépendance des territoires et d'un système de mobilité partagé qu'il va falloir inventer.

Cette démarche met en évidence la nécessité de réflexions et d'actions collectives pour apporter des solutions de mobilité durable. Démarche longue, débutée en janvier 2015, elle s'est terminée début 2018 dans sa partie enquêtes et exploitation des enquêtes. Aujourd'hui, le territoire va devoir entrer en démarche de projet, d'actions. Il en va de la préservation de son attractivité pour les années à venir. ■

MARSEILLE

Quelle transition numérique pour l'agence d'urbanisme : l'expérience de l'Agam

[Par **Sylvain Crespel**, chargé d'études, Agam]

L'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam) a initié en juin 2018 une démarche interne collective, accompagnée par Jacques-François Marchandise de la FNIG¹, pour réfléchir aux impacts de la transition numérique sur ses activités, son organisation et son positionnement en tant qu'agence d'urbanisme, et pour envisager les réponses opérationnelles pouvant être mises en œuvre pour avancer dans la transition numérique.

Qu'il s'agisse des entreprises, de l'Etat ou des collectivités, la « transition numérique » est aujourd'hui au centre de toutes les attentions, voire de toutes les préoccupations. Les agences d'urbanisme sont directement impactées par l'avènement d'une société de plus en plus « numérique »², elles qui manipulent des données depuis toujours, travaillent sur la représentation de phénomènes urbains et territoriaux, et contribuent à l'expression de projets et stratégies des villes et collectivités qu'elles accompagnent.

Et, de la même manière que pour les autres organisations, ce questionnement sur leur transition numérique emporte plusieurs dimensions qui dépassent largement le seul aspect technique de leurs métiers, auquel renvoie couramment le terme « numérique » lorsqu'il est pris isolément :

- la ville et le territoire, qui sont leur raison d'être et sur lesquelles elles travaillent, sont impactés dans toutes leurs dimensions (mobilité, énergie, activités économiques, logement...);
- outils partenariaux par nature, les agences voient leur écosystème (et leurs modes

de gouvernance) ainsi que leur cadre d'action évoluer, avec l'émergence de collaborations nouvelles; celles-ci génèrent des interactions avec des acteurs dont la culture ne leur est pas nécessairement familière et qu'il leur faut apprendre (start-up, énergéticiens, acteurs associatifs...);

- les outils d'observation, d'analyse, de conception et de représentation qu'elles utilisent quotidiennement se sont profondément numérisés. Avec à la fois une démocratisation de certains d'entre eux, désormais plus facilement accessibles à des acteurs « profanes », et une technicité renforcée pour d'autres, nécessitant une expertise forte (modélisation, données massives...);
- Les données, matière première des agences, sont de plus en plus nombreuses, diverses, ouvertes, et accessibles à tous types d'acteurs ou de particuliers;
- L'organisation même des agences et le management en leur sein sont impactés par les pratiques et usages, plus collaboratifs, ouverts et horizontaux, qui se développent dans le sillage des outils numériques.

Ces dimensions, intrinsèquement liées, appellent une réflexion intégrée pour cette

mutation systémique, et par essence complexe, à décliner par la suite en réponses spécifiques et opérationnelles. Voire en « petits pas » qui peuvent être tentés dans le cadre de projets autorisant l'expérimentation (et donc l'échec comme la réussite) et permettant ainsi de faire évoluer petit à petit les pratiques, les modes de faire et d'interactions au sein des agences comme avec leur partenaire, et la culture même des agences.

« *Technology is the answer, but... what was the question ?* »³, demandait Cédric Price (architecte britannique) en 1966, invitant par là son auditoire à réfléchir et à mettre en question l'impact du progrès technologique sur l'architecture. A l'heure de la « smart city » et des outils et applications de plus en plus sophistiqués auxquels nous pouvons avoir accès, cette interrogation est peut-être plus que jamais d'actualité pour les agences d'urbanisme. ■

¹ Délégué général de la FING, enseignant à l'Ensci, professeur associé à l'Université Rennes2, chercheur associé à l'Institut Mines Telecom.

² Au sens de l'ensemble des outils et dispositifs liés aux innovations en lien avec les technologies de l'information et de la communication, et aux usages et services qui se développent dans leur sillage.

³ « La technologie est la solution, mais... quelle était la question ? ».



© DR

CAROLE BOGAERT

Artois

Carole Bogaert, géographe et urbaniste, diplômée d'un 3^e cycle en développement territorial - ENVAR de Lille, a été

nommée, en avril 2017, directrice de l'Agence d'urbanisme de l'Artois (ex-AULAB-Béthune), succédant à Pascal Vanacker, après sept mois d'intérim. Forte d'une expérience de près de 30 années en bureaux d'études, Sem d'aménagement et collectivités territoriales, elle était directrice générale des services de la Ville de Lens où elle a participé à l'implantation du Musée du Louvre-Lens. Elle mettra en œuvre la stratégie de l'agence, dans un territoire en pleine évolution territoriale qui entraîne un repositionnement de l'outil et un changement de son identité territoriale (extension géographique de compétences, passant de 300 000 habitants à plus de 700 000, et structuration de dynamiques « Pôle Métropolitain » et « PETR »). ■



© DR

DIDIER DECOUIGNY

Lille

Nommé directeur de l'Agence de Lille en 2017, il présente non pas un profil d'architecte/urbaniste mais bien celui d'un développeur

au service de son territoire. Homme de terrain aimant donner du sens, c'est à ce titre qu'il souligne volontiers le D de l'ADULM. Titulaire d'un DESS d'économie et diplômé de l'IAE, il bénéficie d'une solide expérience de terrain : dans le privé, en agence de développement puis à la Région sur des missions à caractère économique. Passionné par l'attractivité des territoires et avec son esprit d'ouverture et son adaptabilité, il considère que « *c'est la somme de nos différences qui fait notre richesse* ». Ce directeur affirme que l'avenir repose sur des changements d'échelle, sur la mutualisation de moyens, sur le travail en réseau et sur la réactivité. « *Aujourd'hui, ce ne sont plus les plus gros qui mangent les plus petits mais les plus rapides qui absorbent les plus lents. Nous sommes dans l'ère des territoires mobiles. Il faut appréhender les choses plus en termes d'interdépendance qu'au travers des périmètres bien arrêtés, et il ne faut surtout ne pas oublier l'usager final* ». ■



© DR

OLIVIER DELBECQ

Boulogne-sur-Mer

Après des études d'environnement puis d'urbanisme conclues par un 3^e cycle « ENVAR » de Lille, il a démarré et poursuivi sa carrière à Boulogne sur mer,

territoire qu'il affectionne pour la qualité de ses paysages et la présence maritime. Boulogne sur mer développement Côte d'Opale, agence qu'il dirige depuis 2002, a la particularité, en tant qu'agence de développement économique, d'assurer au-delà des missions habituelles des agences urbanisme des missions de promotion, de prospection et d'accueil d'investisseurs. Cette complémentarité des missions est essentielle pour renforcer l'attractivité du territoire. Convaincu de la nécessité du travail partenarial et ayant plusieurs engagements associatifs, Olivier Delbecq est un ardent défenseur du développement de la Région. Ainsi il est cofondateur en 1991 puis Président depuis une dizaine d'années d'une association d'insertion par l'activité économique, Rivages Propres Côte d'Opale, qui œuvre avec 120 salariés dans l'environnement, la rénovation du bâtiment patrimonial et la mobilité douce. ■



© DR

JEROME GRANGE

Amiens

Né en 1960 à Annecy, Jérôme Grange a vécu plusieurs enfances : à Grenoble, à Nice ou encore à Paris. Porté par une vocation pour l'architecture,

il a suivi les cours « d'UP 7 », devenue plus tard l'ENS d'architecture Paris-Tolbiac. Doté d'un DESS en urbanisme, aménagement et développement local de Sciences Po, il a débuté sa carrière sur de gros projets immobiliers (Zac Fauriel à Saint-Etienne, centre des congrès Atria de Belfort). Dans les années 1990, le maire de Belfort, Jean-Pierre Chevènement, lui propose de venir redresser l'agence d'urbanisme locale. Il la dirigera jusqu'en 1998, puis prendra la direction de l'agence dans les Pyrénées-Atlantiques et par la suite celle de Grenoble. En 2010, Jérôme Grange prend les rênes de l'agence d'Amiens, âgée de cinq ans à peine. Il y a notamment suivi la phase finale du vaste SCoT du Pays du Grand Amiénois, puis la réalisation de PLUi dans onze des douze intercommunalités. La vie, c'est le mouvement, Jérôme Grange en est convaincu. Les agences doivent l'entretenir mais aussi contribuer à la constitution d'une mémoire, par la capitalisation. ■



FRANCK MERELLE

Dunkerque

Spécialiste des questions d'urbanisme, d'aménagement et de développement des territoires, membre de la Promotion

2012 de l'lhedate, Franck Mérelle inscrit résolument son parcours professionnel dans les problématiques de transformation des territoires. Après avoir dirigé une intercommunalité en Alsace, il a piloté pendant presque sept ans le développement stratégique d'un espace interrégional de 200 000 habitants dans le cadre de l'une des toutes premières démarches « réseaux de villes » en France. Directeur général de l'Agence d'urbanisme et de développement de la région de Saint-Omer pendant plus de dix ans, il a véritablement métamorphosé cet outil d'ingénierie partagé en triplant notamment ses effectifs. Depuis 2014, il transforme le socle partenarial de l'Agence d'urbanisme et de développement de la Région Flandre Dunkerque en inventant un nouveau modèle d'agence focalisé sur l'innovation. Il pilote avec l'Agence de Lille et la FNAU l'organisation des prochaines rencontres nationales des agences d'urbanisme. ■



CHRISTOPHE MOLIN

Saint-Omer

Architecte diplômé de l'école de Lille en 2004, c'est en collectif qu'il présente son projet de fin d'études suivi par Marina Devillers

et Jean-François Renaud, dont il retient deux leçons pour agir sur la ville - s'imprégner du contexte et penser au plaisir de l'usager - et une attitude - tenir un concept. Dans le prolongement de son stage, il fera ses premières armes auprès de Catherine Madoni, Architecte des Bâtiments de France. Cette première expérience l'ouvre à l'écoute de la mémoire des lieux et des hommes. Pendant 10 ans, il sera successivement architecte des villes de Saint-Omer et Calais. Il y observe et analyse les réalités pour les faire évoluer en leviers de développement. Il dérange, au sens de « ranger autrement » pour poser les bonnes questions. Il développe une approche programmatique et opérationnelle des sujets et a le souci des solutions urbaines et architecturales élégantes. Le trentenaire aime le métier et pense la ville dans le dialogue, l'échange, le collectif, les cultures différentes. C'est dans cet état d'esprit qu'il prend la direction de l'Agence de Saint-Omer en 2014, où il décroïsonne le management d'équipe et la conduite des missions. ■



PASCALE POUPINOT

Oise-les-Vallées

Aperçue sur une tribune ou croisée dans une réunion, elle fait partie de ces personnalités qui marquent par leur gaieté naturelle. Pascale Poupinot

confirme : « oui, je suis plutôt optimiste et de bonne humeur. Si vous aviez perçu le contraire, ça m'aurait chagrinée ». Pascale Poupinot a pris la direction de l'agence Oise-les-Vallées en 2008. Diplômée d'un DESS à l'Institut français d'urbanisme, en 1989 à Marne-la-Vallée, le premier stage décroché par l'étudiante dans l'agence d'Alexandre Melissinos, spécialiste du patrimoine, se transforme en un emploi ferme, axé sur l'étude des centres anciens. En 1990, direction le District de Poitiers, où elle est chargée de la révision d'un des rares POS intercommunaux de France. Elle y deviendra responsable de la planification d'un territoire allant de Poitiers à Châtelleraut, en passant par le Futuroscope. Elle fera ensuite un passage par la Fnau et par l'Agence d'urbanisme d'Angers dont elle sera numéro deux pendant six ans, avant de poser ses bagages dans l'Oise. Toujours urbaniste, elle est également présidente de l'Office français de qualification des urbanistes. ■



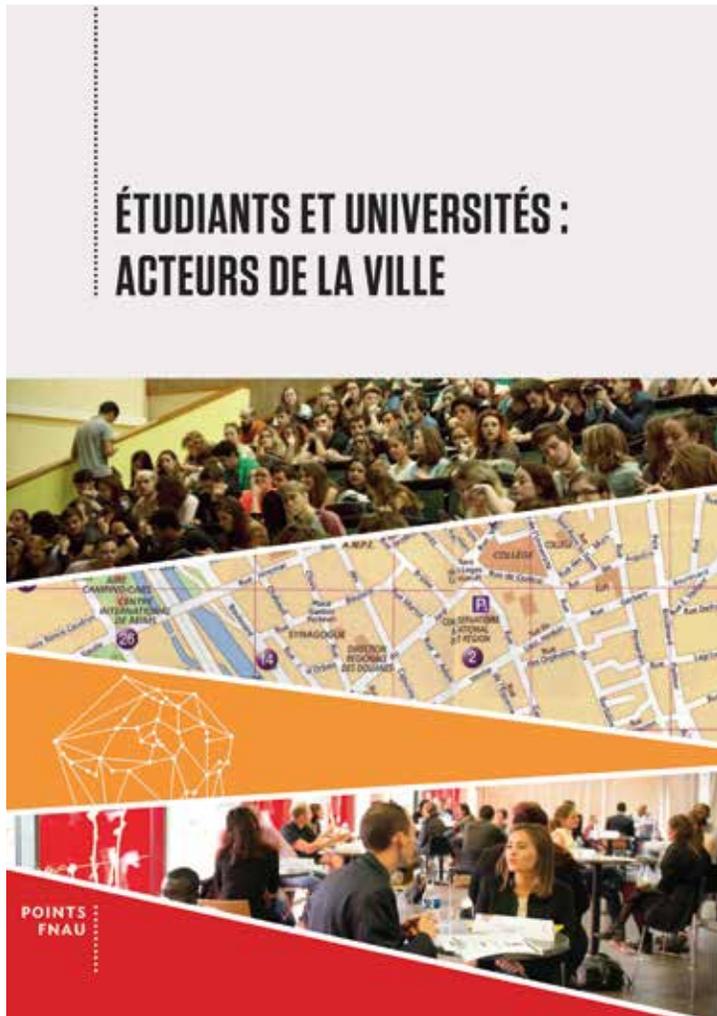
REMY WERION

Maubeuge

Directeur de l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre (ADUS), Rémy Wérion s'est formé à l'école spéciale d'architecture (ESA) à Paris.

et à l'école nationale d'applications des cadres territoriaux (ENACT) de Nancy après la réussite du concours d'ingénieur subdivisionnaire de la fonction publique territoriale. Remy Wérion débute son parcours professionnel dans une commune de 8 000 habitants pour 8 000 emplois à cette époque, Feignies, ville dotée de nombreux lieux de production industrielle. En 2011, il dirige les services de l'aménagement de l'espace et de l'habitat l'intercommunalité, premier PLH, premier plan paysage trame verte, révision des documents d'urbanisme font son quotidien. Il pilote l'Agence sous la présidence d'Arnaud Decagny depuis 2014 dans un dynamisme d'ouverture de la structure aux autres territoires avoisinants et du suivi de nombreux projets urbains, quatre PLUi en cours, ainsi que l'animation du SCoT. Ses projets, s'investir dans la création d'une fondation dédiée à André Lurcat, architecte de la reconstruction de Maubeuge et son patrimoine remarquable, et passionné de cyclisme découvrir de nombreux paysages et villes moyennes en France avec son vélo. ■

Le prochain ouvrage de la collection Points Fnau sera disponible dans le courant du 4^e trimestre 2018



Étudiants et universités : acteurs de la ville

Autonomie des universités et des établissements, création de campus en centre-ville... depuis 2006 et les différentes lois donnant plus d'autonomie aux universités, le monde de l'enseignement supérieur se transforme en profondeur et, avec lui, sa relation aux territoires. Les collectivités territoriales et l'enseignement supérieur ont ainsi dû apprendre l'un de l'autre : sur leur mode de fonctionnement, leurs besoins et les impacts respectifs de leurs décisions, afin de relever les défis auxquels ils doivent conjointement faire face.

Les travaux menés par les agences d'urbanisme et leurs partenaires (collectivités locales et établissements) fabriquent de la connaissance qui concourt à faire dialoguer ces deux univers afin d'identifier des enjeux et les leviers d'actions possibles pour les territoires.